

L'Observateur^{ocde}

N° 272 Avril 2009

www.observateurocde.org

Stiglitz : comment mesurer
le progrès ?

Chômage en hausse

Le prix de la gestion de l'eau

Leçons de finance islamique

Crise économique



N'oublions pas le
développement



SICAIRE Marie-Ange

EXD OPS IMSD

BOULOGNE/3





Publicité

Un Grand Groupe. Un Objectif Commun.

Des partenariats réussis pour la valorisation de l'environnement **naturel et humain**.

La mission du groupe AdP - Águas de Portugal comprend des services dans les domaines de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement des eaux usées, ainsi que du traitement et de la valorisation des déchets, dans un cadre de développement économique, financier, technique, social et environnemental.

Profitant des synergies d'une gestion intégrée des ressources humaines et techniques qui font partie de l'univers des entreprises du groupe, cette mission se concrétise grâce à des partenariats stratégiques avec les municipalités, les entreprises, les institutions et les personnes, dans un engagement qui nous permet d'assurer, tous les jours, de très nombreux services de qualité auprès de plus de 70% de la population portugaise.

Notre priorité est de continuer à augmenter le nombre de personnes desservies et la qualité de service dans nos domaines d'activité; nous sommes en train de développer des activités complémentaires et de réaliser de nouveaux partenariats stratégiques, afin de garantir la protection et la valorisation de l'environnement naturel et humain.

En travaillant ensemble pour cet objectif commun, **nous assurons une croissance durable**.



COURRIER DES LECTEURS

- 2 Nouvel avenir pour l'imprimé;
Ouverture prudente

ÉDITORIAL

- 3 Susciter une vraie reprise
Angel Gurría

EN BREF

- 4 La crise s'aggrave ; Verbatim ;
Économie ; Ados écolos ; Aide au
développement ; Accords sur
l'échange de renseignements fiscaux ;
Initiative pour la liberté
d'investissement ; Lignes directrices
contre les soumissions concertées
dans les marchés publics ;
Opportunités d'emploi ; Best of...

SOCIÉTÉ

- 8 Chômage : le langage de la crise

GOVERNANCE

- 11 Table ronde sur les politiques
régionales : ce que font les
gouvernements
Finlande, Australie, États-Unis, Japon,
Pologne, UE et Brésil
- 15 Rouler plus vert
- 16 Finance islamique : un placement
d'avenir ?

ENVIRONNEMENT

- 19 Le prix de la gestion de l'eau
- 21 Un guide pour les décideurs



Table ronde ministérielle sur les
politiques régionales, page 11



Le défi de l'eau, page 19



Le progrès selon Stiglitz, page 27

- 22 L'eau et la crise économique : revenir
aux fondamentaux
Jack Moss, Président du Groupe du BIAC
sur l'eau et Senior Water Advisor,
AquaFed

STATISTIQUES

- 27 Progrès ? Quel progrès ?
Joseph Stiglitz, professeur d'économie,
prix Nobel 2001

DÉVELOPPEMENT

- 30 Aide au développement : le défi du
financement

OCDE.ORG

- 33 Politiques de l'investissement en Chine ;
Inventaire de normes
- 34 Discours récents d'Angel Gurría ;
Nouveautés en ligne
- 35 Calendrier ; Frankie.org

LIVRES

- 37 Détecteur de conflits
- 38 SourceOCDE : nouvelles publications
- 41 Sélection sur la lutte contre la
corruption
- 44 Le nouveau visage du commerce
mondial

BON DE COMMANDE

BANQUE DE DONNÉES

- 45 Solidarité active ; Emplois publics
- 46 Indicateurs économiques
- 48 Qui paie quoi ? ; Nucléaire restreint

L'Observateur^{ocde}
www.observateurocde.org



En couverture

Crise économique N'oublions pas le développement

©Finbarr O'Reilly/Reuters

La crise aura-t-elle raison des budgets d'aide au développement ? En 2008, l'aide publique au développement nette totale (APD) en provenance des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) a augmenté de 10,2 % en termes réels pour atteindre 119,8 milliards de dollars, un record. Cette bonne nouvelle, plutôt inattendue, arrive dans un contexte qui oblige les pays développés à de difficiles arbitrages budgétaires, dont l'aide au développement pourrait être victime. L'OCDE a appelé les pays donateurs à tenir leurs engagements. La crise économique mondiale touche déjà les populations les plus vulnérables qui,

après avoir été pénalisées par la hausse des prix alimentaires et énergétiques début 2008, doivent faire face aux conséquences de la baisse de certains prix sur leurs revenus, et d'un ralentissement des échanges mondiaux. « Ne pas réussir à rendre la mondialisation bénéfique, pour les pays en développement surtout, risque de porter atteinte à la stabilité mondiale, » peut-on lire dans le *Rapport 2009 sur la coopération pour le développement*, publié récemment. C'est aussi le message des *Perspectives économiques en Afrique 2009* du Centre de développement de l'OCDE, qui paraîtra en mai. Voir page 30.

L'Observateur ocde

www.observateurocde.org
© OCDE 2009

Abonnement 2009:
€69 – US\$90 – £47 – ¥9 700
ISSN 0304-3390
Tél. : +33 (0) 1 45 24 80 66
Fax : +33 (0) 1 45 24 82 10
sales@oecd.org

Créé en 1962
Le magazine de l'Organisation de coopération
et de développement économiques

Les éditions de l'OCDE
2 rue André-Pascal
75775 Paris cedex 16, France
observer@oecd.org
www.ocde.org

Publié en français et en anglais
par l'OCDE et
Pressgroup Holdings Europe, SA
San Vicente, 16-6-1
46002 Valencia, Espagne
Tél. : +34 96 303 1000
Fax : +34 96 303 1234
hq@pressgroup.net

RÉDACTEUR EN CHEF : Rory J. Clarke
JOURNALISTES : Marilyn Achiron,
Stephen Di Biasio, Clarisse Douaud,
Patrick Love, Lyndon Thompson
RÉDACTEURS ADJOINTS :
Joan Tassy, Loïc Verdier
ASSISTANTS :
Lara Legrand, Frédéric Benhaim
ILLUSTRATIONS : André Faber,
David Rooney, Stik
RECHERCHE PHOTOGRAPHIQUE :
Silvia Thompson
LOGISTIQUE : Jochen Picht

Pressgroup :
ÉDITEUR : Angus McGovern
RESPONSABLE DE LA PUBLICITÉ :
Liam Murray

Les demandes de reproduction ou de
traduction totales ou partielles des articles de
l'Observateur de l'OCDE doivent être adressées
au chef des éditions de l'OCDE :
2 rue André-Pascal,
75775 Paris, cedex 16, France.

Les articles signés expriment l'opinion de
leurs auteurs et non pas nécessairement
celle de l'OCDE.

Les articles reproduits ou traduits doivent être
accompagnés de la mention « Reproduit (ou
traduit) de l'Observateur de l'OCDE » et de
la date du numéro. Les articles signés ne
peuvent être reproduits ou traduits qu'avec
leur signature. Deux exemplaires significatifs
doivent être envoyés au rédacteur en chef.
Toute correspondance doit être adressée
au rédacteur en chef. La rédaction n'est pas
tenue de rendre les manuscrits non sollicités.

PRESS
GROUP

Votre fenêtre sur l'OCDE



Abonnez-vous aujourd'hui au magazine primé* de l'OCDE sur www.observateurocde.org, ou utilisez le bon de commande page 44. En supplément gratuit, recevez *L'OCDE en chiffres*, un recueil de données original et pratique.

*Recommandé par le jury au Prix 2002 de « the Association of Learned and Professional Society Publishers », Royaume-Uni.

Nouvel avenir pour l'imprimé

Scott McQuade évoque la perspective de voir les appareils de lecture numérique remplacer les ouvrages imprimés (*L'Observateur de l'OCDE* n° 270-271, janvier 2009). Pourtant, rien n'indique aujourd'hui que les systèmes de livres électroniques tels que Kindle, Sony Reader ou iXes attireront massivement les lecteurs. À mon avis, ils finiront au même endroit que les autres tentatives similaires : le musée des idées neuves mais sans avenir. Les étudiants, qui devraient, selon M. McQuade, accueillir à bras ouverts ces appareils, possèdent déjà des appareils capables de lire les livres électroniques. Et qui permettent aussi, parmi nombre d'autres possibilités, d'utiliser tableurs et bases de données, et d'accéder au Web : c'est ce qu'on appelle l'ordinateur portable. Beaucoup d'entre eux ont aussi un appareil infiniment plus compact, qui permet aussi de lire des livres électroniques : l'iPhone. Pourquoi mettraient-ils 500 euros dans un appareil qui n'offre pas les autres fonctionnalités ?

Il est trop tôt pour annoncer la fin des livres imprimés. Fin 2008, On Demand Inc a lancé un réseau de 11 *Espresso Book Machines* dans le monde entier.

Certaines sont installées dans des bibliothèques, d'autres dans des librairies. De la taille de grandes photocopieuses, ces machines, capables d'imprimer en 3 minutes des livres brochés à partir de fichiers PDF au prix d'environ 1-2 centimes la page, bouleversent complètement l'économie de l'édition. Les éditeurs n'ont plus à mobiliser du capital pour stocker les livres, ni à dépenser des sommes conséquentes (tout en émettant du CO₂), pour expédier des kilos de livres vers les librairies (et récupérer les invendus, réexpédiés à leurs frais). Au lieu de cela, les clients des librairies trouveront toujours les livres qui les intéressent en stock, et pourront les imprimer à la demande. Grâce aux économies réalisées sur les coûts d'investissement, de stockage et d'expédition, les livres devraient être moins chers. Les livres imprimés n'ont pas besoin de batteries, on peut les laisser tomber et les rouvrir à sa guise, renverser du café dessus et les maltraiter de diverses manières sans les détruire. Au-delà de l'utilité prouvée de la lecture sur papier, ces atouts font que le livre imprimé a encore de belles années devant lui.

Le numérique n'en est pas moins l'avenir du livre imprimé, et ce n'est pas le fait d'appareils spécifiques de lecture

numérique, mais grâce à la diffusion de l'ordinateur portable, du iPhone et de l'impression à la demande.

Toby Green

Chef de la Division des publications
OCDE

Ouverture prudente

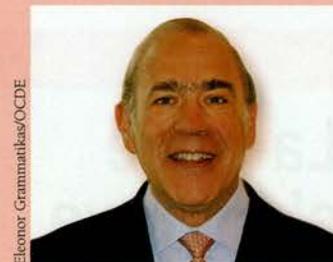
L'OCDE a un important défi d'image à relever. Vous soulignez que l'organisation, connue pour ses analyses de fond et la fiabilité de ses statistiques, a pour but de représenter toutes les économies pertinentes. Pourtant, les pays émergents ont l'impression que malgré ses efforts de coopération et de développement allant bien au-delà de ses pays membres, l'OCDE reste le porte-voix des pays riches. Pour changer cela, votre programme d'engagement renforcé doit être mené prudemment, en tenant compte des spécificités des cinq pays* tout en les considérant comme un groupe. Les autorités brésiliennes, par exemple, préféreraient nettement rejoindre l'OCDE aux côtés de l'Inde et de l'Afrique du Sud.

Gitânio Fortes,

Folha de S.Paulo, Brésil
*Brésil, Chine, Inde, Indonésie, Afrique du Sud, voir www.oecd.org/engagementrenforce

« Susciter une vraie reprise »

Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE



Eleonor Grammatikas/OCDE

L'économie mondiale est toujours enlisée dans la crise la plus profonde et la plus étendue des temps modernes. Selon les dernières *Perspectives économiques de l'OCDE*, le PIB de la zone OCDE devrait chuter de 4,3 % en moyenne en 2009 et l'économie mondiale devrait se contracter de 2,7 %. Les échanges internationaux diminueront de 13 % environ et, fin 2010, le chômage dépassera 10 % dans de nombreux pays, ce qui aggravera une crise sociale grandissante. Les politiques mises en œuvre devraient susciter une reprise en 2010, mais les risques demeurent orientés à la baisse. Aucun pays n'échappera à ce qui est véritablement une crise mondiale.

Pour vaincre le pessimisme, les dirigeants des pays du G20 se sont engagés, le 2 avril à Londres, à tout faire pour mettre fin à la crise, réformer un système financier défaillant et rétablir la confiance et la croissance. Ce sommet a été un succès et a manifesté la grande détermination et la volonté de coopération des gouvernements, de même que l'importance des travaux réalisés en coulisse par de nombreuses organisations internationales, dont l'OCDE.

Ce sommet a suscité l'espoir d'une reprise rapide, et quelques signes ponctuels de reprise émergent ici et là. Ceci en partie grâce à d'importants plans de relance budgétaire – représentant 2,5 % du PIB dans les pays de l'OCDE qui ont adopté de tels plans, et jusqu'à 5,5 % du PIB de 2008 aux États-Unis.

Malheureusement, le chemin de la reprise est encore long. Contrairement à de nombreuses récessions antérieures causées par un choc extérieur, une solide reprise suppose cette fois une remise en état du système économique lui-même.

L'OCDE redouble d'efforts pour aider les pays à surmonter la crise et à préparer le long terme. Notre Réponse stratégique, régulièrement mise à jour, va dans le sens des engagements du G20 : rétablir la croissance, la confiance et l'emploi ; remettre en état et renforcer le système financier ; promouvoir les échanges et les investissements mondiaux et rejeter le protectionnisme ; construire une reprise inclusive, écologique et durable pour tous, y compris les pays les plus pauvres.

Nous avons déjà publié plusieurs rapports et évaluations à la demande des gouvernements, notamment sur la compatibilité des mesures de relance avec une croissance durable ; sur le gouvernement d'entreprise ; sur le rétablissement de la confiance dans l'investissement mondial ; sur le maintien de marchés ouverts aux échanges et à la concurrence ; et sur le suivi de l'aide au développement.

Il est de la responsabilité de l'OCDE de préparer, après la crise, la reprise qui finira par s'engager. Personne ne souhaite un retour au *statu quo*, mais les gouvernements craignent à juste titre que les mesures anti-crise actuelles ne nuisent à la solidité de l'économie à long terme. L'OCDE a déjà publié un premier rapport évaluant différentes « stratégies de sortie » pour mettre fin aux mesures d'urgence, en particulier sur les marchés de capitaux.

Notre Réponse stratégique continue à porter ses fruits dans certains domaines clés. Par exemple, nous avons réalisé des avancées concrètes sur le front de la fraude fiscale, avec l'engagement du G20 « d'agir contre les juridictions non coopératives » et de mettre fin au secret bancaire, ce qui contribuera à protéger les finances publiques et les systèmes financiers.

L'OCDE a depuis longtemps établi une norme internationale pour l'échange de renseignements fiscaux, et nous avons présenté au G20 les progrès accomplis dans la mise en œuvre de cette norme. Grâce à ce sommet, on a réalisé en quelques semaines plus de progrès sur la transparence qu'en dix ans, avec des accords signés et des engagements de plusieurs juridictions, dont les Philippines, la Suisse et l'Uruguay, ou encore les Îles Caimans, le Costa Rica et Macao, Chine.

Cette avancée considérable doit beaucoup à la détermination politique, mais n'aurait pas été possible sans la mise en place de cette norme internationale en premier lieu. C'est là une leçon essentielle, et l'impulsion est désormais donnée, parmi les membres du G8 et du G20, pour mettre au point des principes communs et des normes communes d'intégrité, de transparence et de convenance dans plusieurs autres domaines d'intérêt mondial, notamment l'investissement, l'environnement, le travail et la santé.

L'OCDE collabore avec d'autres organisations internationales sur ce dossier également ; nous avons dressé un inventaire des normes et instruments en vigueur. Examiner cet abondant arsenal à la lumière de la crise devrait permettre de déterminer les points sur lesquels il faut renforcer le cadre mondial.

De cette crise naîtront de nombreux enseignements, mais peu interpellent autant que la nécessité d'une coopération entre les États dans un monde en rapide mutation. Comme le Président Obama l'a dit au G20, dans une boutade, il suffisait autrefois à une poignée de grandes puissances de discuter à l'heure du digestif, mais le monde actuel est plus complexe, avec des acteurs comme le Brésil, la Chine et l'Afrique du Sud, qui décident eux aussi du cours de la politique mondiale.

La coopération est la raison d'être de l'OCDE. Ces prochains mois, nous continuerons à travailler de concert avec le G8, le G20, l'UE et les pays émergents et en développement, en nous efforçant de promouvoir une économie mondiale plus forte, plus saine et plus juste. Nous comptons bien poursuivre ces progrès à l'occasion des discussions qui se tiendront à l'OCDE la semaine du 22 juin à Paris, et qui accueilleront gouvernements et parties prenantes du monde entier. Il n'y a peut-être encore que quelques signes de reprise, mais notre détermination se renforce de jour en jour. ■

www.oecd.org/reponsecrise
www.oecd.org/secretairegeneral
www.observateurocde.org/angelguria

• En bref •

La crise s'aggrave

L'économie mondiale est en proie à la récession la plus profonde et la plus synchronisée depuis plusieurs décennies, mais une dépression a été évitée. C'est ce qu'indique la dernière mise à jour des *Perspectives économiques de l'OCDE*. Lors de la conférence de presse de lancement de cette publication, le 31 mars, l'économiste en chef de l'OCDE, Klaus Schmidt-Hebbel, a affirmé que si les chiffres de l'OCDE étaient plus sombres que ceux annoncés par d'autres organisations, les efforts entrepris pour stabiliser l'économie devraient susciter un nouvel élan à partir de 2010. Il a rejeté toute comparaison entre la « grande récession » actuelle et la crise des années 1930, lorsque des politiques monétaires restrictives, un protectionnisme excessif, des dévaluations monétaires et autres errements avaient conduit à la Grande dépression.

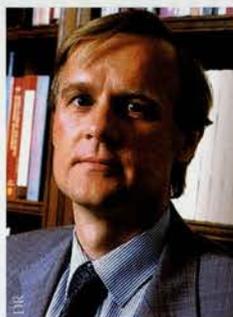
Mais si les décideurs semblent cette fois mieux inspirés, « les risques restent nettement orientés à la baisse », a-t-il prévenu.

Aucun des 30 pays membres de l'OCDE n'échappera à la récession, un nombre sans précédent. Le PIB va chuter de 4,3 % dans la zone OCDE en 2009, et l'activité économique mondiale de 2,7 %. Le commerce international va baisser de 13 %, et d'ici la fin 2010, le taux de chômage va doubler dans de nombreux pays, aggravant ainsi une crise sociale grandissante. La crise affectera également des pays non membres de l'OCDE. La reprise ne devrait pas dépasser 1,5 % en 2010.

Selon ce rapport, des mesures discrétionnaires de relance budgétaire devraient être prises pour enrayer la crise, d'une ampleur variable selon la situation de chaque pays. Ainsi, les États-Unis, dont les stabilisateurs automatiques sont moins importants qu'en Europe, auront besoin de mesures de relance plus importantes que celle-ci. Quant au secteur bancaire, des mesures d'urgence telles que des garanties de dépôts et de créances sont cruciales. Mais pour relancer le crédit et la confiance des consommateurs, les gouvernements devraient améliorer la transparence des comptes, afin de mieux évaluer la santé des établissements, et de recapitaliser, voire de nationaliser les plus en difficulté.

Le rapport identifie également huit domaines d'action prioritaires pour les gouvernements, le plus urgent étant d'adopter des mesures pour stabiliser systématiquement les établissements importants, réduire l'insécurité des marchés et inciter les banques à prêter de nouveau. Autre priorité : augmenter la compétitivité du marché du travail et des marchés de produits, non seulement pour améliorer les perspectives de croissance à long terme, mais aussi pour renforcer notre résilience en cas de choc négatif futur. ■ *LT*

Les *Perspectives économiques de l'OCDE* sont actualisées quatre fois par an, avec deux publications importantes en décembre et juin, et deux publications « intérimaires » en mars et en septembre.



« Les risques restent nettement orientés à la baisse »

Klaus Schmidt-Hebbel

Verbatim

Sur le protectionnisme...

« Tout économiste international redoute ce genre de comportement [le protectionnisme]. Mais tout homme politique sait qu'en temps de crise, les gens vont devoir faire passer leurs intérêts propres avant les autres. Cela ne signifie pas que les échanges et la coopération internationale cesseront d'être importants. Mais dans une crise comme celle-ci, les gens ont tendance à se préoccuper d'abord de leurs propres électeurs. »

James Rubin, ancien porte-parole du Département d'État américain, cité sur [BBC.co.uk](http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/politics/7918345.stm), 3 mars 2009

...l'inflation...

« L'explosion sans précédent du déficit budgétaire américain réveille le spectre d'une forte inflation à venir. »

Martin Feldstein, professeur d'économie à Harvard, *Financial Times*, 20 avril 2009.

...et la situation bancaire

« J'ai mis ma carte pour retirer du liquide. La machine a dit : « Fonds insuffisants. » Je me suis demandé si c'était pour moi ou pour eux. »

Un humoriste à la radio irlandaise, février 2009

Économie

Les indicateurs composites avancés de l'OCDE (ICA) de janvier 2009 montrent toujours des perspectives d'affaiblissement pour les sept économies les plus importantes, ainsi qu'une nouvelle baisse pour l'ensemble de la zone OCDE. Les signes de stabilisation restent très incertains. Les perspectives ont également continué de se détériorer dans les principaux pays non

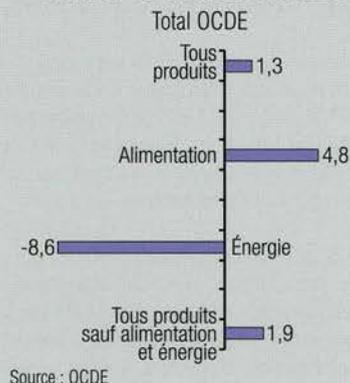
membres, surtout au Brésil, qui connaît à son tour un fort ralentissement, tout comme la Chine, l'Inde et la Russie.

L'inflation des prix à la consommation s'est maintenue à 1,3 % au cours de l'année précédente février 2009. En février, les prix ont augmenté de 0,4 % par rapport au mois précédent, la seule augmentation positive tangible depuis juillet 2008. Les prix à la consommation de l'énergie

ont baissé de 8,6 % au cours de l'année précédente février 2009, après une baisse de 9,6 % en janvier. Les prix alimentaires ont augmenté de 4,8 % en février, contre 5,4 % en janvier. Mis à part l'alimentation et l'énergie, l'augmentation des prix à 1,9 % au cours de l'année précédente février 2009 est identique à celle de l'année jusqu'à janvier 2009.

Pour d'autres données économiques, voir www.oecd.org/statistiques.

Prix à la consommation



• En bref •

Ados écolos ?

La plupart des adolescents sont conscients des problèmes environnementaux, mais en ignorent souvent les causes. Cela met en question la capacité de nos sociétés à relever ces défis à l'avenir. *Green at Fifteen?*, le dernier rapport de l'OCDE sur les conclusions tirées de l'enquête PISA, montre que plus de 90 % d'un large panel d'adolescents de 15 ans étaient familiers des questions telles que la pollution de l'air, les déchets nucléaires ou la pénurie d'eau. Mais près de la moitié étaient incapables de citer une cause de pluie acide, comme les émissions issues de l'industrie ou des véhicules. Le meilleur score fut enregistré en Finlande, où près des trois quarts ont su répondre à cette question. En Turquie au contraire, seul un sur quatre a su répondre.

Pour plus d'informations, voir www.oecd.org/pisa

Bonne nouvelle pour l'aide au développement : les chiffres de 2008 indiquaient que l'aide publique au développement (APD) versée par les pays membres du Comité d'aide au développement avaient augmenté de 10,2 % en termes réels, atteignant 119,8 milliards de dollars, un record (voir page 30). Cela représente 0,3 % du revenu national brut de l'ensemble des pays donateurs. Les pays sont appelés à tenir leurs engagements en matière d'aide étrangère, en dépit de la crise.
Voir www.oecd.org/developpement

Ces dernières semaines, plusieurs pays et territoires ont conclu un accord sur l'échange de renseignements fiscaux : les îles Caïmans ont signé un accord bilatéral d'échange de renseignements fiscaux avec sept économies nordiques : le Danemark, les îles Féroé, la Finlande, le Groenland, l'Islande, la Norvège et la Suède ; de plus, la République de Saint-Marin et Monaco ont tous deux annoncé leur intention d'échanger des informations fiscales conformément à la norme de l'OCDE. Cette norme internationale, développée par l'OCDE en collaboration avec des pays non membres, a été approuvée par le G20 des ministres des finances en 2004 et par le groupe d'experts sur la coopération internationale en matière fiscale de l'ONU en 2008. Il prévoit un échange d'informations, sur demande, dans toute matière fiscale, et fournit d'importantes garanties pour assurer la confidentialité des informations échangées. Près de 40 juridictions, dont récemment Jersey, l'île de Man et Guernesey, ont mis cette norme en pratique de manière substantielle. Voir www.oecd.org/fiscalite

Les pays participant à l'Initiative de l'OCDE pour la liberté d'investissement, représentant les 4/5^{èmes} de l'économie mondiale, se sont engagés à rejeter toute politique discriminatoire et toute forme de protectionnisme en matière d'investissement. Voir www.oecd.org/investissement

En février, le Comité de la concurrence a adopté de nouvelles lignes directrices pour la lutte contre les soumissions concertées dans les marchés publics. À partir de l'expérience de plus de 30 juridictions, ces lignes directrices fournissent la stratégie la plus complète disponible pour permettre aux auteurs



La ministre de l'Environnement italienne, Stefania Prestigiacomo, au siège de l'OCDE, 25 mars 2009. Pour l'actualité de l'OCDE, voir pages 33 à 35

d'appels d'offre de prévenir les soumissions concertées et de découvrir celles qui existent déjà. Elles sont utilisables par les gouvernements locaux ou nationaux, et sont suffisamment simples pour pouvoir être utilisées par des personnes dépourvues de formation particulière en économie ou en politique de la concurrence. Voir www.oecd.org/daf-fr

Best of...

Les autorités américaines se sont beaucoup préoccupées de [la situation de l'emploi], non seulement en raison du problème humain qu'elle pose, mais aussi parce qu'elle entraîne le gaspillage d'une des principales ressources économiques du pays. (...) on estime à quelque 30 ou 40 milliards de dollars la perte virtuelle causée chaque année par le chômage au produit national brut.

« Vers une solution des problèmes de main-d'œuvre aux USA », n° 9, avril 1964

L'Observateur ^{ocde}

Opportunités d'emploi

« Il faut que les gouvernements prennent des mesures rapides et décisives pour éviter que la crise financière ne devienne une crise sociale à part entière, aux effets dramatiques sur les travailleurs vulnérables et les ménages à faible revenu, » a déclaré le Secrétaire général de l'OCDE lors de la réunion des ministres du Travail et de

l'Emploi du G8, en mars dernier à Rome. Présentant les analyses de l'OCDE sur l'impact de la crise sur l'emploi, M. Gurría a affirmé que les perspectives du marché du travail à court terme étaient « sombres ». L'OCDE prévoit un taux de chômage approchant les 10 % pour la zone OCDE en 2010, alors que ce taux avait baissé de 5,6 % en 2007.

Cela signifie que la crise pourrait faire passer le nombre de chômeurs à près de

25 millions dans la zone OCDE. Ce serait la hausse la plus importante et la plus rapide du chômage de l'histoire récente. M. Gurría a souligné que les mesures de relance mises en œuvres ou prévues par les pays du G8 et d'autres pays portent en partie sur le marché du travail et les politiques sociales, mais il a ajouté que les montants dans ces domaines étaient relativement limités, et a évoqué une probable « occasion manquée. » Pour plus d'informations, voir Société, pages 8-9 et www.oecd.org/emploi



Publicité



Aéroport International de Madère



Barrage d'Odivelas



Pont International de Quintaãilha



Viaduc sur la Rivière de Muge



Métro de Lisbonne - Ligne Alameda/Expo



Galerie de Fajã da Ama

Des Obstacles?

Voie Rapide Funchal / Aéroport

NOUS SURMONTONS LES OBSTACLES AVEC DES SOLUTIONS.

Avec 41 ans d'existence Zagope - Construções e Engenharia, S.A. est une entreprise spécialisée dans les travaux publics, notamment **aéroports, barrages, tunnels, ports, routes, métro, chemins de fer et environnement**. C'est la Passion qui nous meut. La Passion pour l'entreprise, la Passion pour les défis, la Passion pour le travail, la Passion pour le client. Nous croyons au processus d'amélioration continue. Nous prenons l'initiative et nous recherchons toujours de nouveaux partenariats qui créent de la valeur et de nouveaux défis. Avec simplicité, compétence et efficacité nous poursuivons nos rêves et ainsi, nous continuons à défier les obstacles et à construire à travers le monde!

WWW.ZAGOPE.PT

PORTUGAL • ALGERIE • ANGOLA • CAMEROUN • CONGO • GUINEE EQUATORIALE
GRECE • GUINEE CONAKRY • MAURITANIE • EMIRATS ARABES UNIS • ESPAGNE

 **ZAGOPE**
GRUPO ANDRADE GUTIERREZ

Chômage



Le langage de la crise

La crise économique et financière a déjà entraîné la suppression de millions d'emplois dans la seule zone OCDE, et les chiffres du chômage devraient continuer à se détériorer. Que peuvent faire les gouvernements ?

S'il était besoin de se convaincre que nous traversons l'une des plus graves crises économiques de notre Histoire, les chiffres du chômage suffiraient. Que ce soit aux États-Unis, avec 750 000 pertes d'emplois par mois en moyenne, ou en Espagne, avec 29 % des 20-24 ans au chômage en décembre 2008 (un tiers de plus que l'année précédente), la crise se traduit de la même manière partout dans le monde.

Partout, les familles tentent de s'adapter à la baisse de leurs revenus, tandis que les pouvoirs

publics s'efforcent de gérer l'augmentation massive des prestations de chômage. La crise ne touche pas seulement l'emploi et le revenu des travailleurs, mais aussi leur logement, puisque les travailleurs licenciés, quelle que soit leur catégorie sociale, peinent à rembourser leur crédit ou à payer leur loyer. Récemment, au Japon, les salariés d'une usine d'appareils photo Canon n'ont pas seulement perdu leur emploi : nombre d'entre eux ont également été invités à quitter le logement fourni par l'employeur. Rien d'étonnant dès lors à ce que les risques pesant sur la stabilité sociale inquiètent de plus en plus.

Revenons à ces chiffres alarmants. Aux États-Unis, plus de 4 millions de personnes ont perdu leur emploi dans les 12 mois qui ont précédé février 2008, date à laquelle le taux de chômage a atteint 8,1 %, son niveau record depuis plus de 25 ans. En Irlande, le taux de chômage s'élevait à 8,2 % en décembre 2008, soit une hausse de 3,5 points de pourcentage en l'espace d'un an. La France et le Royaume-Uni ont aussi connu une progression sensible du chômage au cours de l'année 2008. Le taux de chômage moyen de 6,9 % enregistré dans la zone OCDE en janvier 2009 représente 7,2 millions de demandeurs d'emploi de plus en un an. Et le pire reste à venir : l'OCDE estime que le taux de chômage devrait approcher 10 % dans ses pays membres d'ici à 2010, ce qui représenterait 25 millions de chômeurs supplémentaires, soit la plus importante et la plus rapide poussée de chômage dans l'OCDE depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Au départ, les secteurs les plus durement touchés ont été la construction et l'industrie manufacturière, tous deux liés à un marché immobilier en chute libre, et employant une main-d'œuvre majoritairement masculine. Mais d'autres secteurs commencent à souffrir de l'aggravation et de la diffusion du ralentissement économique. Ainsi, aux États-Unis, le secteur tertiaire contribue désormais à hauteur de 50 % à la contraction totale de l'emploi – et les femmes sont fortement représentées dans ce secteur. Lorsque les administrations régionales et locales américaines commenceront à tenter d'équilibrer leurs budgets, comme la loi les y oblige, la main-d'œuvre féminine sera aussi durement frappée que les hommes. L'État de Californie a récemment envoyé 10 000 notifications de licenciement ou « pink slips » ; or en Californie, six fonctionnaires sur 10 sont des femmes.

Les travailleurs temporaires sont parmi les premières victimes de la contraction de l'économie

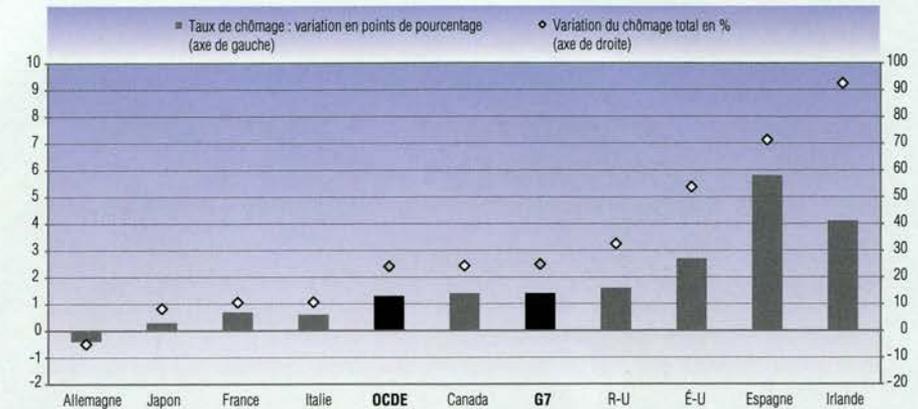
Ces dernières années, les entreprises des pays de l'OCDE ont embauché de plus en plus de travailleurs temporaires, principalement pour éviter les contraintes réglementaires liées aux embauches et aux licenciements. Ces travailleurs sont les premiers à être licenciés et ils n'ont souvent qu'un accès limité, voire inexistant, aux systèmes de protection sociale pendant leurs périodes d'inactivité. En France par exemple, l'emploi en intérim a chuté de 21 % au cours des 12 mois allant jusqu'au dernier trimestre 2008, alors que l'emploi total dans le secteur non agricole n'a reculé que de 0,7 %. Sur les 158 000 suppressions de postes annoncées au Japon depuis octobre 2008, 95 % concernaient des travailleurs non réguliers, qui souvent ne remplissent pas les conditions nécessaires pour bénéficier d'une indemnité de licenciement par leur employeur ou d'une assurance-chômage.

Les gouvernements commencent à réagir. Le Japon a annoncé des réformes visant à accroître le nombre de travailleurs sous contrat non-standard pouvant prétendre à des prestations de chômage en cas de perte de leur emploi. Les autorités japonaises ont aussi lancé un programme d'aide pour encourager les employeurs à continuer à loger les travailleurs licenciés en raison de la crise. Le gouvernement finlandais a réduit la durée d'activité requise avant la perte d'emploi pour ouvrir droit aux prestations de chômage. Les autorités françaises ont quant à elles proposé d'étendre les prestations de chômage à certains jeunes dont le contrat à durée déterminée arrive à expiration.

Pour limiter les suppressions d'emplois, plusieurs pays de l'OCDE, comme le Danemark, l'Allemagne et l'Espagne, envisagent d'introduire, ou d'étendre, des programmes d'aide au chômage partiel pendant une période limitée. Ces programmes s'appliquent généralement en cas de réduction provisoire du nombre d'heures de travail suite à un ralentissement de l'activité. Dans ce cas, une partie du manque à gagner des travailleurs est compensée par une aide de l'État. C'est une politique en phase avec cette crise, car de nombreuses entreprises sont confrontées à la

Sans emploi

Variations du taux de chômage mensuel dans certains pays de l'OCDE, janvier 2008-janvier 2009



	Canada	France	Allemagne	Irlande	Italie ^a	Japon	Espagne	R-U ^a	É-U	G7	OCDE
Variation du nombre de chômeurs janv. 2007-janv. 2008 (en milliers)	256	231	-166	98	168	210	1,441	513	4,061	4,952	7,192

a) décembre 2007-décembre 2008 pour l'Italie. Les estimations pour l'Italie et le Royaume-Uni sont basées sur les dernières données trimestrielles (respectivement oct.-déc. 2008 et nov. 2008-janv. 2009) sur le nombre de chômeurs et le taux de chômage.

Source : Principaux indicateurs économiques de l'OCDE

fois à un tassement sensible de la demande à court terme et à un resserrement drastique du crédit, ce qui peut les contraindre à licencier du personnel qu'elles auraient souhaiter garder à long terme. Ces aides semblent également avisées sur le plan budgétaire, car il est moins coûteux, à terme, d'intervenir lorsque les travailleurs à risque ont encore un emploi plutôt que lorsqu'ils ont perdu leur emploi et viennent grossir les rangs des chômeurs. Néanmoins, l'expérience passée en matière d'aides à court terme n'est pas très encourageante, les subventions ayant bénéficié soit aux travailleurs que les employeurs auraient gardé même sans aide de l'État, soit aux entreprises qui se sont avérées non viables une fois la reprise amorcée. L'OCDE cherche avec les gouvernements à minimiser ces risques en proposant une aide ponctuelle mieux ciblée. Pour être efficaces, ces solutions doivent aussi être provisoires, de manière à ne pas peser sur l'activité économique par la suite.

La situation sur le front de l'emploi ne s'améliorera pas tant que le système financier mondial, et l'ensemble de l'économie, ne seront pas remis sur pied. Les solutions potentielles à la crise économique seront examinées attentivement lors de la Réunion ministérielle de

l'OCDE les 24 et 25 juin prochains. Néanmoins, il est également crucial de réduire les coûts sociaux induits par la recrudescence du chômage, en aidant directement les travailleurs. Des aides importantes et ciblées en matière de revenus et de retour à l'emploi, notamment par le biais de la formation, peuvent non seulement alléger les souffrances de ceux qui ont perdu leur emploi mais également les préparer à la reprise économique. Lorsque les ministres du Travail de l'OCDE se réuniront fin septembre, ils dresseront le bilan de ces mesures et en tireront des leçons sur la meilleure manière d'aider les travailleurs à faire face aux difficultés causées par les récessions économiques. ■ MA/RJC

Références

- *Perspectives économiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire*, mars 2009 www.oecd.org/perspectiveseconomiques
- Voir www.oecd.org/discours pour accéder aux discours du Secrétaire général de l'OCDE à l'occasion de la réunion des ministres du Travail et de l'Emploi du G8, le 30 mars 2009.
- Pour plus d'informations sur les travaux de l'OCDE en matière d'emploi, notamment sur la réunion ministérielle sur l'emploi en septembre, contactez paul.swaim@oecd.org.



IRAQNA

IRAK



TUNISIE



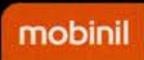
PAKISTAN



ALGÉRIE



BANGLADESH



ÉGYPTE



ZIMBABWE

Publicité

Synergy

Aujourd'hui, Orascom Telecom est présent dans sept pays et permet à 51 millions de personnes de faire entendre et de partager leurs espoirs, leurs craintes, leurs ambitions et leurs sentiments. Chaque jour, notre grande famille de plus de 20 000 employés s'assure que ces voix soient entendues partout dans le monde.

Pour les millions de personnes qui n'ont pas encore cette chance, nous arrivons.



DONNER UNE VOIX AU MONDE

www.orascomtelecom.com

Table ronde sur les politiques régionales

Ce que font les
gouvernements

La crise économique touche des familles et des communautés dans le monde entier. Les régions étant les premières concernées, les politiques régionales peuvent jouer un grand rôle dans la recherche de solutions.

Dans cette optique, les ministres responsables du développement régional et territorial de plusieurs pays se sont rassemblés à l'OCDE les 30 et 31 mars. Pour la septième table ronde ministérielle de *L'Observateur de l'OCDE*, nous avons posé la question suivante à sept ministres, de la Finlande (qui a présidé la réunion), de l'Australie, du Brésil, des États-Unis, du Japon, de la Pologne et de l'UE :

Quelles actions engagez-vous au niveau régional pour répondre à la crise économique ?

Pour plus d'informations sur la réunion ministérielle 2009 du comité des Politiques de développement territorial, voir www.oecd.org/regional-fr/min2009

Finlande

Crise économique et développement régional
Pourquoi la coopération compte



Gouvernement finlandais

Mari Kiviniemi, Ministre de l'Administration publique et des Collectivités locales et Présidente de la réunion ministérielle de 2009 du comité des Politiques de développement territorial de l'OCDE

L'expérience de la Finlande dans les années 1990 montre que la récession économique rejait inévitablement sur le développement régional. Bien que les zones urbaines soient plus durement touchées que les autres par la récession, elles ont aussi un plus gros potentiel de récupération lorsque la reprise économique s'amorce. C'est en partie pourquoi le développement économique tend à se concentrer dans et autour des zones urbaines.

Sortie de la récession de 1990 en quelques années seulement, la Finlande est devenue l'une des économies les plus compétitives au monde. Comment a-t-elle fait ? La recette tient en trois mots : détermination, persévérance et chance. Le temps a montré que les choix difficiles faits à l'époque étaient judicieux. Cependant, le rôle joué par Nokia dans la bonne performance du pays est indéniable.

La coopération a été indispensable au succès de nos actions. Au plus fort de la crise, les dirigeants politiques et les représentants de l'économie finlandaise ont travaillé ensemble pour déterminer les mesures nécessaires et les objectifs à atteindre. Le gouvernement et le parlement ont adopté des réformes, et les changements structurels dans l'industrie ont été activement soutenus. De nouveaux investissements, soigneusement ciblés, ont été réalisés, notamment dans l'éducation et la R-D. Ces investissements, de même qu'un maillage dense d'établissements d'enseignement et d'universités décentralisés au niveau régional, et de solides liens de coopération et réseaux entre les instituts d'enseignement supérieur, les instituts de recherche et les entreprises, ont contribué à faire de la Finlande l'une des économies les plus compétitives au monde.

Notre riposte efficace à la récession de 1990 prouve qu'une politique de relance déterminée et bien ciblée peut avoir un impact positif sur les régions et l'économie nationale. Cependant, les

mesures macro-économiques ne suffisent pas à assurer le succès des investissements publics et des autres mesures. Une large coopération entre les autorités centrales, régionales et locales est également nécessaire, afin d'élaborer des solutions adaptées.

Aujourd'hui, les réponses que nous cherchons à apporter à la crise économique sont largement du même ordre que lors de la récession antérieure. Les investissements publics visent des projets cruciaux pour le développement régional ; les investissements dans la R-D, l'éducation et les compétences augmentent ; l'innovation et l'expertise régionales et locales sont développées ; et les réseaux entre les acteurs régionaux impliqués sont élargis, même au niveau international. Pour renforcer ces mesures, les structures et modes de fonctionnement du secteur public sont réformés et de nouvelles méthodes et formes de coopération sont mises au point.

Outre l'amélioration des conditions préalables au développement régional à long terme, le plan de relance de la Finlande prévoit aussi des mesures rapides et souples pour aider les régions et les municipalités à faire face à des problèmes immédiats, tels que ceux entraînés par les fermetures d'usines. Les ministères, les autorités régionales et les autorités locales peuvent désormais prendre des mesures de changement structurel en étroite coopération dès que ce genre de problème apparaît. L'objectif est d'atténuer les effets de la crise, de renouveler la structure de production des régions et, à long terme, de créer de nouvelles opportunités de développement au niveau régional.

Il est encore trop tôt pour dire si ces mesures suffiront à sécuriser l'avenir de la Finlande face à la crise économique mondiale actuelle. ■

Voir www.valtioneuvosto.fi/etusivu/en.jsp



Australie

Préparer les régions à l'avenir

Anthony Albanese, Ministre des Infrastructures, des Transports, du Développement régional et des Collectivités locales

Près des deux tiers des Australiens vivent dans les grandes villes, mais ce sont les régions qui génèrent les deux tiers de nos recettes d'exportation.

Nos richesses naturelles – ressources naturelles et agriculture – sont les piliers de notre économie. La qualité de vie dans les villes, les villages et les communautés de l'*outback* dépend de l'efficacité de ces secteurs d'activité régionaux.

Le gouvernement australien prend des mesures énergiques et met en œuvre des plans d'ensemble pour répondre aux conséquences régionales à court terme de la récession mondiale, mais aussi pour préparer au mieux l'Australie à la reprise.

En février 2009, les autorités ont annoncé un Plan de cohésion nationale et de création d'emplois de 42 milliards de dollars pour investir dans les infrastructures et soutenir l'emploi. Cela s'ajoute aux importants financements alloués aux infrastructures dans le budget national de l'an dernier.

Les communautés rurales et régionales vont ainsi bénéficier d'importants investissements dans leurs réseaux routiers et ferroviaires, et dans leurs équipements sociaux et communautaires.

Nous investissons 8,4 milliards de dollars dans le réseau d'autoroutes et de routes régionales. Ce financement d'un montant sans précédent a permis aux travaux de prendre jusqu'à 12 mois d'avance, sur 46 projets routiers essentiels, partout dans le pays.

Nous investissons aussi 3,2 milliards de dollars dans le réseau ferré australien, qui dessert essentiellement les régions.

Les autorités ont également lancé un Programme pour les infrastructures communautaires de 800 millions de dollars – le plus important jamais entrepris en Australie. Il octroiera des financements aux autorités locales pour construire des infrastructures comme les mairies, les bibliothèques et les installations sportives, et soutenir ainsi l'emploi au niveau local.

Nous assurerons le financement de la construction ou de la réhabilitation d'un bâtiment dans chaque école primaire rurale et régionale, ainsi que des financements supplémentaires pour l'entretien et les travaux de rénovation mineurs de l'ensemble des établissements scolaires.

Nous avons créé le Conseil australien des collectivités locales, un forum consultatif sur les infrastructures et les services locaux.

Nous mettons aussi en place le réseau Regional Development Australia, qui relie les comités consultatifs locaux, afin de favoriser une plus grande implication des communautés et d'améliorer l'exécution des programmes publics.

Les projets du gouvernement australien visent non seulement à aider les communautés régionales à résister à la tempête économique mondiale, mais aussi à leur permettre de mieux tirer parti des opportunités économiques à venir. ■

Voir www.infrastructure.gov.au



États-Unis

La reprise par l'investissement

Gary Locke, Secrétaire au Commerce des États-Unis

L'administration Obama agit vigoureusement pour répondre à une crise économique sans précédent depuis la Grande Dépression, en investissant davantage et plus intelligemment dans les activités régionales pour favoriser la croissance de l'emploi et le développement économique. L'American Recovery and Reinvestment Act de 2009 constitue un effort inédit pour relancer l'économie, créer ou sauver des millions d'emplois et s'engager à résoudre des problèmes trop longtemps négligés, afin que notre pays puisse prospérer au XXI^{ème} siècle.

Le Recovery Act comprend une enveloppe de 150 milliards de dollars pour l'Administration de développement économique (EDA) du ministère du Commerce des États-Unis afin qu'elle octroie des subventions aux régions économiquement en difficulté, avec une priorité aux régions ayant connu des bouleversements économiques graves et soudains et des pertes d'emploi dues aux restructurations. Les subventions de l'EDA soutiennent les efforts régionaux de création d'emplois plus qualifiés et mieux rémunérés, en encourageant l'innovation et l'entrepreneuriat et en reliant les économies régionales au marché mondial.

Outre les financements prévus pour l'EDA dans le cadre du Recovery Act, le projet de budget fédéral pour 2010 du Président Obama prévoit pour cette administration :

- 50 millions de dollars pour la planification régionale et les subventions de contrepartie, afin de soutenir la création de pôles régionaux d'innovation, qui favorisent la création d'emplois et la croissance économique à partir des atouts compétitifs des régions ; et

- 50 millions de dollars pour lancer une initiative visant à créer un réseau national d'incubateurs d'entreprises publics-privés, afin d'encourager l'entreprise dans les zones en difficulté économique. L'EDA a récemment financé une étude qui évalue l'impact économique et les coûts au niveau fédéral de ses investissements dans la construction. Cette étude a montré, entre autres, que les investissements de l'EDA dans les incubateurs d'entreprises étaient davantage corrélés à la croissance de l'emploi que d'autres types de projets.

Bien entendu, le financement des activités de l'EDA n'est qu'un élément d'une stratégie beaucoup plus large engagée par l'administration Obama, qui implique l'ensemble des agences de l'administration fédérale. Dans ce contexte, les citoyens américains peuvent être pleinement acteurs de la reprise grâce à un nouveau site Internet fédéral, recovery.gov, qui donne des informations sur les modalités d'application de la loi, des instruments destinés à assurer la transparence de l'action gouvernementale, et des données actualisées sur les dépenses réalisées. ■

Voir aussi www.eda.gov



Gouvernement japonais

Japon

Les politiques urbaines et régionales, une stratégie nationale

Makoto Taketoshi, Vice-Ministre, Ministère du Territoire, des Infrastructures, des Transports et du Tourisme

Le Japon a connu une crise économique lors de l'éclatement de la bulle des actifs dans les années 1990. Pour y faire face, le pays a mis en œuvre certaines mesures, non seulement dans le cadre des politiques monétaires et budgétaires, comprenant l'élimination des prêts improductifs, mais aussi dans le cadre des politiques régionales.

L'une de ces mesures a été la politique de rénovation urbaine. L'objectif était de redynamiser les zones urbaines et leur activité économique, en encourageant l'investissement privé dans les projets d'aménagement urbain.

La politique de rénovation urbaine reste un important pilier du cadre d'action du Japon

À cette fin, deux types d'incitations ont été introduits : premièrement, des mesures de déréglementation afin d'encourager le plus possible l'initiative privée et, deuxièmement, des aides financières et des mesures d'allègement d'impôts pour les entreprises, compte tenu des restrictions de crédit en vigueur à l'époque.

Cette politique de rénovation urbaine reste un important pilier du cadre d'action du Japon, et devrait beaucoup contribuer à accroître la demande intérieure.

Nous pensons qu'il s'agit d'une mesure efficace pour faire face à la crise économique actuelle.

Une autre mesure prise à l'époque a été l'établissement des J-REIT (Japan-Real Estate Investment Trust), un marché de titrisation immobilière. Durant cette période, les grandes banques ont dû être nationalisées, en raison du volume croissant des prêts improductifs. Face à la paralysie des institutions financières, l'inscription à la cote des titres des J-REIT a été lancée en septembre 2001, afin de revitaliser le marché de l'immobilier.

L'OCDE a commencé à examiner la question du déclin urbain et régional en tant que problème d'intérêt national dans les années 1980. Les débats tenus alors ont beaucoup contribué aux progrès de la rénovation urbaine du Japon.

Face à la crise économique actuelle – de celles qu'on ne connaît qu'une fois par siècle – j'attends beaucoup du rôle que peut à nouveau jouer l'OCDE. ■

Voir www.mlit.go.jp/index_e.html

Pologne

Activer les financements

Elżbieta Bienkowska, Ministre du Développement régional



OCDE

Bien que la Pologne n'ait pas été le pays le plus touché par la récession en cours, l'impact de celle-ci a varié selon les régions. De ce fait, toute réponse à la crise devrait à la fois tenir compte des spécificités régionales et mettre en œuvre une panoplie d'actions sectorielles bien coordonnées. C'est le cas des fonds structurels de l'UE, par exemple, qui constituent la principale source d'investissements publics pour le développement régional en Pologne.

Pour 2007-2013, les autorités régionales polonaises sont directement responsables de 25 % de l'affectation de ces fonds, soit environ 17 milliards d'euros. Ces financements sont cruciaux pour atténuer les effets négatifs de la contraction du crédit sur les finances des administrations centrale et régionales, et sont devenus l'un des piliers de l'effort de redressement national polonais.

Dans le cadre de cette panoplie de mesures, j'ai présenté au Conseil des ministres, en janvier 2009, le *Programme pour une mise en œuvre accélérée des programmes financés par les fonds européens*. Je considère qu'un versement rapide des fonds nous permettra en 2009 de doter notre économie d'investissements dans les infrastructures, le capital humain et l'environnement des entreprises, d'une valeur équivalant à environ 1,3 % du PIB. Ce Programme comprend des instruments tels qu'un recours accru aux versements anticipés pour tous les bénéficiaires, l'accélération des transferts de fonds alloués aux

grands projets d'infrastructure, et un montant supplémentaire de 1,3 milliard d'euros à utiliser en 2011 pour renforcer les programmes qui auront été réalisés le plus rapidement et le plus efficacement, dont 16 programmes régionaux.

Les régions seront ainsi fortement incitées à améliorer rapidement leurs performances, car au bout de deux ans, l'affectation de ces ressources supplémentaires sera subordonnée à l'évaluation de leur efficacité dans la mise en œuvre des programmes régionaux, conformément aux priorités de leurs stratégies de développement. La rapidité des transferts de fonds étant cruciale en période de crise financière, des mécanismes plus rapides et plus efficaces de financement des administrations régionales sont également envisagés.

J'espère que cette réaction rapide des autorités polonaises contribuera non seulement à atténuer les difficultés des régions atteintes par la crise économique et la contraction financière, mais permettra aussi, grâce aux diverses mesures favorisant la concurrence et l'efficacité, à l'économie polonaise d'être dans la meilleure position possible lorsque la reprise s'amorcera. ■

Voir www.mrr.gov.pl/english/Strony/default.asp



Union européenne

Une cohésion plus verte

Danuta Hübner, Commissaire européenne chargée de la Politique régionale

Principale source d'investissement de l'Union européenne dans l'économie réelle, la politique de cohésion, qui s'élève à 347 milliards d'euros, assure des financements indispensables et sûrs au niveau régional. L'importance de cet investissement est particulièrement manifeste dans le climat économique actuel.

Ces fonds, qui représentent 35,7 % du budget de l'Union européenne et 0,38 % du PIB total, cofinancent des centaines de milliers de projets. Ils visent à créer des emplois durables et à favoriser la croissance et la compétitivité, en réalisant des investissements dans des domaines prioritaires, comme la modernisation des infrastructures, l'innovation, les petites entreprises, l'environnement, les réseaux à large bande et la formation.

La politique de cohésion contribue largement au Plan de relance européen de la Commission, avec des mesures destinées à accélérer la mise en œuvre des projets et à restaurer la confiance dans les économies régionales. On peut citer notamment :

- Une augmentation des versements anticipés au titre du développement régional, avec le déblocage de 6,25 milliards d'euros supplémentaires en 2009 (ce qui porte le total de l'aide régionale concentrée en début de période à près de 30 milliards d'euros depuis 2007) ;
- Une prorogation de six mois (jusqu'au 30 juin 2009) du délai pour les demandes de remboursement des dépenses au titre des programmes régionaux lancés en 2000-2006. Cela permettra aux régions de s'assurer qu'elles ont investi jusqu'au dernier euro disponible ;
- Une flexibilité accrue permettant

aux États membres de redéployer les fonds entre les postes budgétaires et de les affecter là où ils auront le plus d'impact ;

- Le financement immédiat des grands projets sans approbation préalable obligatoire de la Commission (900 grands projets seront mis en œuvre en 2007-2013, pour un investissement total de 120 milliards d'euros) ;

- La simplification des règles d'admissibilité afin de réduire la paperasserie ;

- L'autorisation pour les États membres d'allouer jusqu'à 8 milliards de dollars sur leurs dotations au titre du Fonds européen de développement régional à des instruments favorisant l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables dans le logement (cela signifie que l'UE peut cofinancer des initiatives d'autorités locales ou régionales encourageant l'installation de double vitrage, les travaux d'isolation, le remplacement des chaudières, etc.).

Plus généralement, la politique de cohésion est axée sur l'« économie verte » à venir. Sur les 357 milliards d'euros alloués au développement régional en 2007-2013, plus de 30 % (105 milliards d'euros) concernent des objectifs et des emplois liés à la protection de l'environnement. Près de la moitié de l'enveloppe (48 milliards d'euros) concerne des mesures visant à réaliser les objectifs climatiques de l'Union et à instaurer une économie faiblement émettrice en carbone, avec 23 milliards d'euros pour les chemins de fer, 6 milliards d'euros pour les transports urbains propres, 4,8 milliards d'euros pour les énergies renouvelables et 4,2 milliards d'euros pour l'efficacité énergétique. ■

Voir ec.europa.eu

Brésil

Renforcer la résilience des régions



Geddel Vieira Lima, Ministre de l'Intégration nationale

S'il est un point sur lequel s'accordent tous les observateurs de la crise, y compris l'OCDE, c'est le fait que le Brésil, même s'il en subira certains effets négatifs, sera moins touché par la crise mondiale que beaucoup d'autres pays.

L'économie brésilienne connaissait de forts taux de croissance, avec de nombreuses créations d'emplois et une amélioration de la répartition des revenus. Le gouvernement brésilien a adopté une position vigilante et proactive, et il est préparé, en permanence, à lancer des actions d'ensemble pour atténuer tout impact de la crise sur l'économie.

Ces actions couvrent un large éventail, depuis des interventions gouvernementales ciblées au niveau des politiques budgétaires, des taux d'intérêt, des taux de change et des échanges, jusqu'au soutien structurel à l'infrastructure et au renforcement du marché intérieur.

Le Brésil s'est engagé à investir massivement dans les infrastructures. Sous la responsabilité de mon seul ministère, 1,6 milliard d'euros sont investis dans des travaux publics pour garantir l'approvisionnement en eau des zones semi-arides du pays. En outre, 1,2 milliard d'euros sont consacrés au développement des chemins de fer dans la région du Nord-Est, ce qui assurera un transport de marchandises d'un bien meilleur rapport efficacité-coût que ce qui était possible jusqu'ici dans cette partie du pays. Le renforcement et l'intégration croissante du marché intérieur

proviennent de l'amélioration de l'accessibilité pour des secteurs de production récemment restructurés, et de la forte hausse du pouvoir d'achat d'importants segments de la société, grâce aux programmes sociaux qui ont contribué à l'expansion de la classe moyenne brésilienne.

En résumé, je dirais que la politique nationale de développement régional, formellement mise en œuvre ces deux dernières années par le ministère que j'ai l'honneur de diriger, a joué un rôle central pour renforcer la capacité de résistance du pays aux conséquences de la crise mondiale.

Nos politiques d'amélioration du capital social et d'appui aux secteurs économiques les plus compétitifs et les plus orientés vers le marché, mais aussi aux secteurs les plus respectueux de l'environnement et les plus engagés localement, contribuent à doter le Brésil d'un nouveau modèle de développement durable, qui permettra des flux de production et de consommation plus efficaces que ne le permettaient les règles économiques et financières d'avant la crise. ■

Voir www.integracao.gov.br/

Rouler plus vert

Avec l'urgence accrue de barrer la route au changement climatique, l'encouragement des populations à utiliser les transports publics se répand partout dans le monde. Une stratégie globale incitant à délaissier voitures et camions au profit du train et des tramways électriques peut vraiment contribuer à réduire la pollution, les embouteillages et les émissions de gaz à effet de serre.

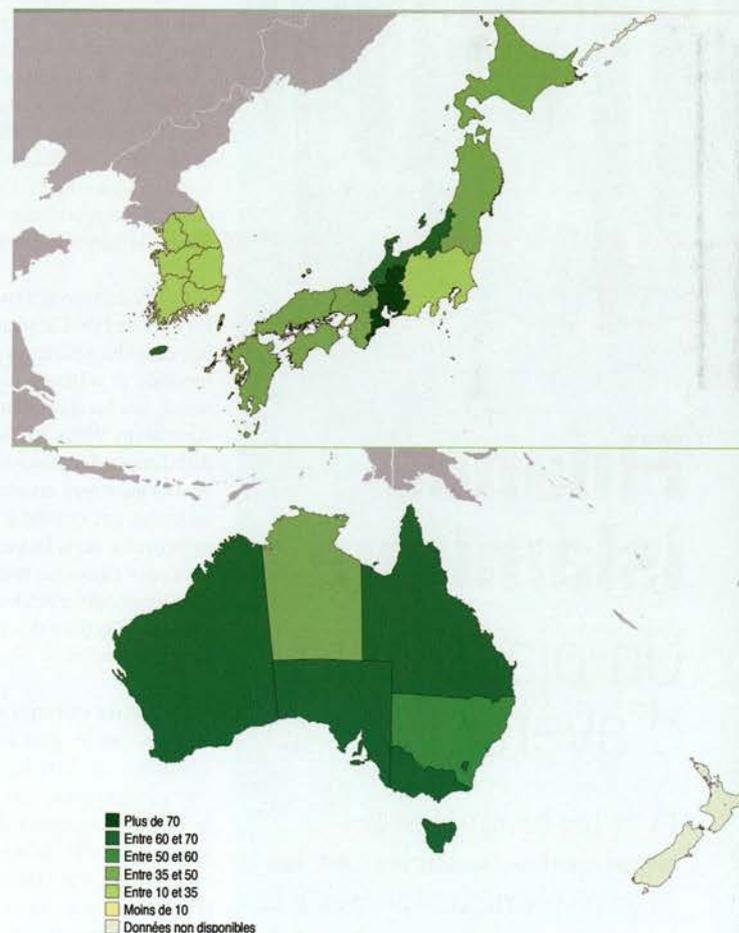
Mais allez dire ça à un Australien qui vit dans l'*outback*, à des kilomètres de la première station de bus. Même la majorité des Japonais possède un véhicule personnel, alors que le Japon compte parmi les meilleurs réseaux ferrés à grande vitesse et les meilleurs réseaux de transports urbains au monde.

La possession de véhicules privés varie d'environ 8 véhicules pour 100 habitants en Turquie à près de 70 au Danemark. Il peut aussi y avoir de fortes disparités à l'intérieur d'un pays. Ainsi, en Corée, ce nombre varie de 16 à 66 % suivant les régions, et de 18 à 62 % aux États-Unis. Ces différences sont surtout fonction du degré d'isolement d'une région et de la nécessité d'avoir un véhicule qui en découle.

Les exemples du Japon et de l'Australie, deux pays aux densités de population très différentes, sont édifiants : quelle que soit l'accessibilité des transports en commun, les véhicules privés ont encore de beaux jours devant eux. L'enjeu est de les rendre plus verts, pour le bien des usagers comme pour celui de la planète. Les biocarburants sont plus que controversés, et posent la question des subventions, de leur vrai bilan environnemental et de la concurrence qu'ils font aux cultures destinées à l'alimentation. La voiture électrique commence à s'étendre, mais son impact écologique – lié à sa fabrication ou au traitement des batteries usagées, par exemple – n'est sans doute pas encore aussi minime que certains le pensent. De même, leur capacité à concurrencer les véhicules traditionnels en terme de coût et de transport, que ce soit pour le fret ou les longues distances, reste à prouver. Tout cela souligne la nécessité d'innover, d'autant plus que la recherche des technologies adéquates et la promotion de modes de transports plus respectueux de l'environnement sont aussi l'une des voies de sorties de l'effondrement économique mondial. ■

Densité automobile

Nombre de véhicules privés pour 100 habitants, par région, Japon et Australie, 2005



Source : Panorama des régions de l'OCDE 2009

ISBN 9789264056121

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/525117040633>



Finance islamique

Un placement d'avenir ?

Et si les banquiers, les régulateurs financiers et les investisseurs, malmenés par la crise, regardaient du côté de la finance islamique ?

Encore extrêmement limitée il y a 30 ans, la finance islamique moderne atteint aujourd'hui un encours de 1000 milliards de dollars. Si cela ne paraît pas considérable à l'échelle mondiale, les banques islamiques semblent avoir bien résisté à la crise ; ainsi, la Banque asiatique de développement table sur une croissance annuelle de plus de 15 % sur les 5 à 10 ans à venir.

Après avoir longtemps ciblé essentiellement un marché potentiel de 1,5 milliards de musulmans, le système bancaire islamique intéresse désormais des acteurs du monde entier. Aujourd'hui, Al Rajhi Bank (Arabie Saoudite), Kuwait Finance House ou encore Maybank Islamic (Malaisie) concurrencent des établissements occidentaux comme Barclays, HSBC et la Deutsche Bank.

Plusieurs banques ont même créé des départements distincts spécialisés en services financiers islamiques sur leurs marchés nationaux. Au Royaume-Uni, la Financial Services Authority a créé des normes pour les produits financiers islamiques et compte un département spécialisé pour les établissements financiers islamiques. En outre, la clientèle de certaines banques islamiques se compose pour moitié de non-musulmans.

La déconfiture des marchés financiers dans les pays de l'OCDE pourrait conduire les responsables politiques à considérer d'autres modèles, et la finance islamique n'est pas sans attrait. Les banques islamiques sont considérées comme un refuge relativement sûr contre les turbulences des marchés financiers mondiaux, et elles incarnent un certain esprit d'équité et de justice par rapport à l'univers souvent impitoyable de la finance occidentale. De plus, la finance islamique présente plusieurs caractéristiques intéressantes, notamment en matière de gestion des risques, de transparence ou de régulation.

La justice et l'équité sont peut-être les principes les plus importants de la finance islamique. Les bénéfices et les pertes doivent être partagés entre créancier et débiteur, au lieu d'être concentrés d'un seul côté, comme c'est souvent le cas avec les banques de la zone OCDE. Par exemple, avec l'instrument d'investissement par prises de participations appelé *moucharaka*, les versements échelonnés d'une entreprise emprunteuse à sa banque représentent pour partie le remboursement du principal, et pour partie une fraction des bénéfices de la société. Autre mécanisme de

capital-risque, la *moudaraba* : si l'entreprise ne fait pas de bénéfice, la banque renoncera à ses frais de traitement.

Concernant la gestion des risques, les marchés de capitaux modernes ont souvent privilégié la rentabilité pour les investisseurs, sans se préoccuper suffisamment du risque. Or les innovations financières conçues pour répartir les risques sur l'ensemble du système, par exemple en saucissonnant les crédits hypothécaires et autres sous forme de produits dérivés, ont abouti au contraire à accroître le risque systémique. Des produits financiers d'une valeur douteuse ont été utilisés comme garanties, poussant le marché vers des produits toujours plus démesurés et plus risqués. Ces innovations financières ont masqué le risque véritable que recelaient ces produits. Un effondrement de la confiance était inévitable.

La finance islamique est plus prudente, à plusieurs égards. D'abord, la valorisation et la cotation de ces produits doivent être adossées à des actifs physiques réels (biens immobiliers ou matières premières, comme le pétrole ou le blé). Elles ne peuvent s'appuyer sur d'autres produits financiers. Tout bénéfice qui proviendrait d'autres produits financiers – en particulier l'intérêt – serait considéré comme de l'usure (*riba*), contraire aux principes du Coran. Pour éviter le recours à l'intérêt, la finance islamique a mis au point certains instruments d'investissement comme la *moucharaka* et la *moudaraba* déjà cités (voir encadré). Par ailleurs, certaines pratiques à haut risque sont proscrites, à commencer par la vente à découvert, une pratique accusée d'avoir accéléré la crise financière, certains spéculateurs ayant parié sur la baisse des marchés mondiaux de capitaux.

S'agissant du ratio d'endettement, les banques islamiques sont également très prudentes dans leurs investissements. Aux États-Unis, le ratio de levier type par rapport aux fonds propres dépasse 20:1 (celui de Lehman Brothers avant sa faillite était de 30:1) ; en Europe, il dépasse 30:1 ; au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ce ratio est bien en-dessous de 10:1. C'est notamment grâce à cette prudence que les banques islamiques se sont trouvées bien positionnées pour se recapitaliser au lendemain de la crise financière.

La banque est tenue d'avoir en guise de sous-jacent pour tout investissement des actifs physiques parfaitement documentés, ce qui non seulement contribue à réduire les risques,

Finance islamique

Instrument et principes

Outre l'interdiction de la *riba* (usure), du *gharar* et du *maisir* (incertitude contractuelle et jeux de hasard), et des activités *haram* (activités prohibées liées aux produits à base de porc, à la pornographie et à l'alcool), d'autres principes doivent être pris en compte par les financiers et par les superviseurs pour respecter la jurisprudence islamique. Plusieurs produits financiers reflètent ces principes :

- *Ijara* : accord de *leasing* par lequel la banque acquiert un bien pour son client, puis le met à sa disposition moyennant un loyer pendant une période donnée.
- *Ijara-wa-iatina* : mécanisme similaire, mais avec possibilité pour le client d'acquérir le bien au terme du contrat.
- *Moudaraba* : type d'investissement spécialisé dans lequel la banque et

le client partagent les bénéfices. Si le projet échoue, le client risque de perdre les fonds qu'il a engagés, mais si l'investissement est rentable, la banque ne perçoit qu'une commission de traitement.

- *Mourabaha* : type de crédit qui permet au client d'acquérir un bien sans avoir à souscrire un emprunt portant intérêts. La banque acquiert le bien et le cède à son client sur une base différée.
- *Moucharaka* : investissement par prise de participation où le partage des bénéfices se fait selon une clé de répartition établie à l'avance, et les pertes sont limitées au montant investi.

Cadre et organismes de réglementation

Le Conseil des services financiers islamiques (IFSB) est une organisation de standardisation qui

compte 150 membres (janvier 2008), dont 37 autorités de réglementation et de supervision, ainsi que le FMI, la Banque mondiale, la Banque islamique de développement, la Banque asiatique de développement, et 108 entreprises et autres acteurs opérant dans 29 pays. Il produit des normes, des principes directeurs et des notes techniques touchant à un certain nombre de domaines : gestion du risque, adéquation des fonds propres, gouvernance d'entreprise, processus de surveillance prudentielle, transparence et discipline de marché, prise en compte des instruments financiers halals dans les notations, développement et conduite du marché monétaire.

L'Organisation de comptabilité et d'audit des institutions financières islamiques (AAOIFI)

formule des standards dans plusieurs domaines, dont la gouvernance d'entreprise, la comptabilité et les

exigences minimales de fonds propres.

Le **Marché financier international islamique (IIFM)** a été créé par les banques centrales et les autorités monétaires de Bahreïn, de Brunei, de l'Indonésie, de la Malaisie, du Soudan et de la Banque islamique de développement. Siégeant en Arabie saoudite, c'est une institution d'infrastructure dont la mission est l'établissement, le développement, l'autorégulation et la promotion des marchés de capitaux et monétaires islamiques.

Le FMI peut travailler sur des aspects liés à la finance islamique – notamment dans son Programme d'évaluation du secteur financier (PESF) et ses Rapports sur les normes et les codes – puisqu'il s'occupe de tout ce qui relève de la stabilité bancaire. La **Banque mondiale** se penche aussi sur ce sujet, dans le cadre de ses travaux sur la gouvernance d'entreprise.

mais rend aussi superflu le recours à un organisme tiers pour la notation des crédits. De même, les instruments hors-bilan, où sont classés les produits dérivés structurés à haut risque, n'existent pas en finance islamique, puisque les sociétés sont tenues de faire figurer au bilan tous les éléments de l'actif et du passif.

Cette rigueur, rassurante aux yeux de certains, n'est pas sans inconvénients. Les banques islamiques sont dépourvues de certains outils sophistiqués qui permettent à la finance moderne de mieux gérer le risque. Par exemple la couverture de change est proscrite, même pour se prémunir contre les chocs monétaires soudains, en partie parce que ce n'est pas une transaction adossée à des actifs physiques. Les contrats à terme sur matières premières sont également interdits, car on ne saurait tirer bénéfice d'actifs qui n'existent pas encore.

Les entreprises et les gouvernements occidentaux à court de liquidités commencent à considérer la finance islamique comme une importante source de financement. En 2004, le land allemand de Saxe-Anhalt a émis un emprunt obligataire de finance islamique, appelé *soukook*, de 100 millions d'euros (125,9 millions de dollars). En 2008, le gouvernement du Royaume-Uni l'a envisagé également, pour un montant de 2 milliards de livres (soit près de 3 milliards de dollars).

Comme pour les autres produits financiers islamiques, la valorisation des *soukook* repose sur les actifs physiques, et non sur la dette encourue. Le mécanisme s'apparente à celui des contrats de cession-bail portant sur des actifs qui peuvent être des biens publics, dont

Certaines pratiques à risques sont proscrites, à commencer par la vente à découvert

le loyer servira à payer les souscripteurs de l'emprunt et qui seront rachetés une fois le *soukook* arrivé à maturité. En 10 ans, le marché mondial du *soukook* a atteint un encours de 112 milliards de dollars, et d'ici à 2010, il devrait totaliser 200 milliards de dollars.

S'agissant de la supervision bancaire, les dimensions religieuse et éthique sont importantes. Tous les établissements bancaires islamiques doivent garantir que leurs produits et services sont conformes à la charia, et cette observance est généralement contrôlée par un érudit musulman spécialisé dans la finance. Cela s'applique aux banques occidentales qui souhaitent lancer des activités de finance islamique. Or, les spécialistes de la finance islamique sont rares ; il n'est donc pas facile de proposer des produits et des services financiers acceptables sur le marché.

Les principes et standards formels revêtent aussi une importance cruciale. Ils sont établis par des organisations telles que le Conseil des services financiers islamiques (IFSB) et l'Organisation de comptabilité et d'audit des institutions financières islamiques (AAOIFI). L'harmonisation des réglementations a beaucoup progressé, mais les divergences entre pays dans l'application des principes, notamment ceux qui découlent de la charia, peuvent être gênantes. Une certaine standardisation des pratiques permettrait d'accroître considérablement le potentiel de croissance de la finance islamique et d'en faire une force véritablement mondiale. ■ RJC/AOS

Pour en savoir plus sur l'Initiative sur la gouvernance et l'investissement au service du développement menée par l'OCDE et la région MENA, contacter Anthony.OSullivan@oecd.org

Références

- Voir www.oecd.org/ccnm/mena-fr
- Van Zandt Nicholas (2008), « Acceptance and Compatibility of Shari'a Banking in the Financial Mainstream » in *Conventional? The Relationship between Islamic Finance and the Financial Mainstream*, Charles Beard (ed.), Arab Financial Forum
- ADCB Islamic Finance sur www.adcbmeethaq.com
- Voir aussi www.gulfnews.com

« Ressource vitale



Gérer l'eau

ISBN 9789264099494



Aide et eau

ISBN 9789264032811



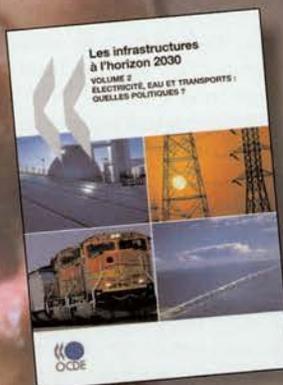
Tarification de l'eau

ISBN 9789264018808



Environnement

ISBN 9789264040496



Infrastructures

ISBN 9789264031333

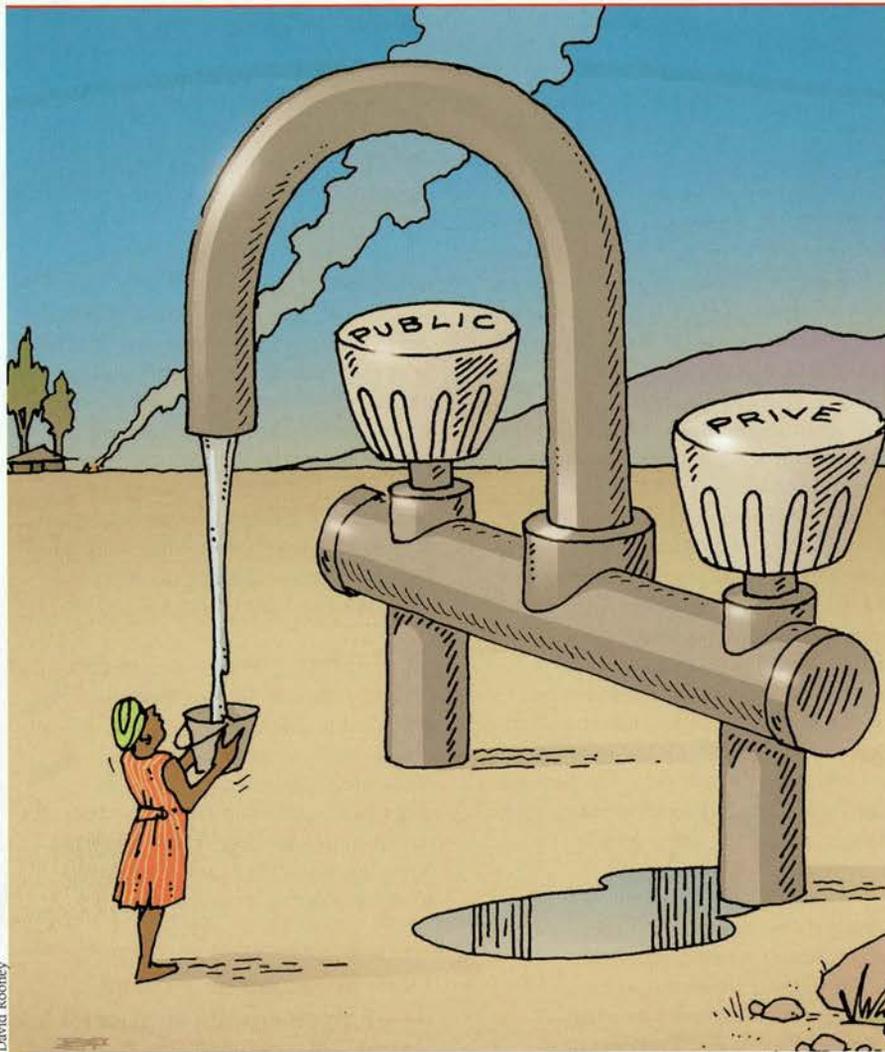


Agriculture

ISBN 9789264046696

Tous les titres sont disponibles sur SourceOCDE et www.oecd.org/librairie





David Rooney

Le prix de la gestion de l'eau

Investir dans l'eau est l'affaire du secteur public comme du secteur privé. Ce sont les conditions de l'investissement qui importent.

En pleine crise financière, les investisseurs cherchent d'abord à se maintenir à flot. Ils fuient un secteur qui nécessite d'importantes mises de fonds initiales, de longs délais de retour sur investissement, et qui est peu rentable. Si l'on ajoute à cela l'utilisation peu efficace des ressources, une réglementation insuffisante et un manque d'informations récentes, le secteur de l'eau pourrait bientôt être mis au régime sec.

Les États-Unis et la Chine ont intégré la gestion de l'eau dans leurs plans de relance. Aux États-Unis, l'association Alliance for Water Efficiency estime que chaque million de dollars investi dans ce domaine entraîne la création de 15 à 22 emplois, un gain de production de 2,5 à 2,8 millions de dollars et un gain de PIB de 1,3 à 1,5 million de dollars. Pour redorer leur blason, les investisseurs peuvent difficilement rêver mieux. Mais ils hésitent, car les risques

demeurent importants, et les pouvoirs publics auront fort à faire pour les rassurer.

Ces hésitations sont compréhensibles. Pour l'eau et l'assainissement, les recettes proviennent essentiellement des redevances des usagers et des subventions publiques. Ces recettes sont libellées dans la monnaie du pays, ce qui crée un important risque de change si l'investissement est réalisé en monnaie étrangère. De même, la distribution d'eau et l'assainissement sont gérés localement. La faible coordination et la volonté des élus locaux de satisfaire leurs administrés peuvent nuire aux projets de faire passer les tarifs artificiellement bas à des niveaux viables. Cela dit, les pouvoirs publics devraient mieux faire passer ce message : en dépit des risques financiers et malgré une rentabilité potentiellement faible, l'investissement dans l'eau et l'assainissement procure d'importants avantages économiques et sociaux. Une bonne affaire à long terme, donc. Selon l'OMS, chaque dollar investi dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement rapporte entre 4 et 12 dollars sur le seul plan sanitaire. Et le rendement est sans doute supérieur sur d'autres plans, comme la scolarisation d'enfants n'ayant plus à aller au puits (surtout les filles), ou la productivité accrue dans l'industrie et dans d'autres secteurs tributaires de l'eau.

Cependant, la crise a remis sur la table les débats philosophiques et pratiques sur les investisseurs privés dans le secteur de l'eau. Ont-ils les moyens nécessaires à long terme et peuvent-ils œuvrer sans faillir pour l'intérêt général ? Des questions qui reflètent la dégradation de certaines réputations dans le secteur financier, et les déceptions causées par le désengagement de certains investisseurs, ou un simple désintérêt pour le secteur de l'eau.

Et le retour sur investissement n'est pas le problème principal. Les difficultés rencontrées dans le passé par le secteur privé étaient généralement liées non aux projets eux-mêmes, mais à une mauvaise gestion des risques, à un manque de capacités des pays hôtes et à un climat peu propice aux investissements en général. Les gouvernements devraient agir sur ces facteurs. Que les investissements soient publics ou privés, c'est aux pouvoirs publics

de mettre en place les cadres institutionnels, de répartir les rôles, de responsabiliser les fournisseurs et de garantir la production d'un bien public.

Les enjeux dans le secteur de l'eau sont désormais tels que le débat doit dépasser l'opposition public-privé pour aborder les conditions permettant des services de l'eau sûrs, efficaces, abordables et durables. Ce qui compte, c'est que cela fonctionne. La majorité des fournisseurs de services de l'eau sont publics, mais il existe bon nombre de fournisseurs privés, dont l'expérience peut s'avérer précieuse pour toutes sortes de situations locales. Par ailleurs, si jadis les grandes entreprises internationales menaient le jeu, une « nouvelle génération » de fournisseurs privés est apparue, dont un nombre croissant d'acteurs locaux et régionaux et de structures « hybrides ». Ces dernières peuvent être des *joint ventures*, voire des entreprises publiques ayant statut d'entreprises privées à l'étranger.

Le choix de l'opérateur – public ou privé – devrait donc être fait localement, mais de quelle manière ? L'OCDE a élaboré

un guide pour aider les gouvernements, en particulier des pays en développement, à répondre à cette question (voir encadré). Si l'option privée est envisagée, ce guide peut aider les décideurs à s'assurer que les relations mises en place répondent à la fois aux objectifs d'investissement à long terme et à l'intérêt général.

Au-delà des principes énoncés dans le guide, un constat s'impose : l'eau attirerait plus d'investisseurs si son prix était juste. Pour de nombreux usagers, payer l'eau est inconcevable. Au Mexique, une loi va jusqu'à exonérer de larges pans du secteur public de tout paiement pour l'eau. Dans beaucoup de pays, on estime que l'eau doit être gratuite car elle constitue un bien essentiel et un droit. Malheureusement, l'assainissement et la distribution de l'eau ont un coût. Persuader les usagers que ces services seraient améliorés si l'on parvenait à mobiliser des investissements privés reste difficile, surtout en pleine débâcle financière.

Les prix bas créent une illusion reconfortante, mais à moins d'être accompagnés d'importants investissements publics, ils peuvent être synonymes de service médiocre, de risques sanitaires accrus, et de recours massif à l'eau en bouteille. L'argument n'est pas toujours admis par les fournisseurs, alors même qu'une tarification adéquate améliorerait leur solvabilité. En Amérique latine, par exemple, les banques n'acceptent pas les recettes des opérateurs de l'eau comme garanties de prêt, exigeant souvent des garanties de l'État.

Pour être accepté, le montant des tarifs doit être adapté, et réparti équitablement entre riches et pauvres. Les citoyens doutent de la capacité des gouvernements à redresser une économie à la dérive, craignant de devoir au bout du compte payer la note. Certains évoquent l'impossibilité de faire accepter toute hausse aux ménages les plus pauvres, parfois bénéficiaires de tarifs artificiellement bas. Mais il n'est pas rare que les plus démunis paient beaucoup plus que les classes moyennes, tout simplement parce qu'ils ne sont pas raccordés au réseau de distribution, et doivent s'approvisionner auprès de

marchands qui leur vendent une eau plus chère et souvent de moins bonne qualité.

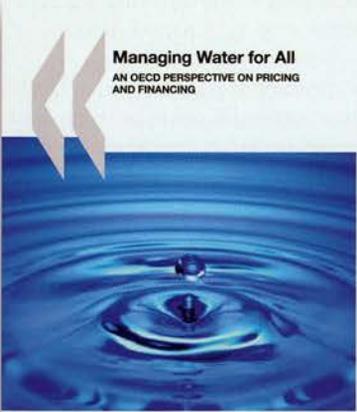
Néanmoins, toute augmentation sera politiquement délicate si elle ne s'accompagne pas d'une amélioration rapide des services. Bien souvent, la classe moyenne profite du maintien de tarifs artificiellement bas, alors que la couverture des services stagne. Faire payer l'eau est juste, car cela peut permettre aux fournisseurs d'élargir leur couverture et l'accès des populations démunies. En résumé, les fournisseurs doivent trouver le bon équilibre entre le niveau des prix et la répartition des coûts entre différents consommateurs.

Certains exemples sont encourageants. Au Portugal, une réforme tarifaire menaçait d'élever la facture des ménages à 10,5 % au-delà du seuil national d'accessibilité financière, suscitant l'inquiétude des ménages. La plupart des ménages concernés étaient concentrés dans seulement 60 des 309 communes. On a donc cherché des solutions adaptées à chacune d'elle, en

Dans beaucoup de pays en développement, il est préférable de subventionner l'accès plutôt que la consommation

tenant compte des problématiques locales, et notamment en aidant les fournisseurs locaux. Cette flexibilité a apaisé les craintes des clients et des autorités régionales, les mieux placées pour identifier les besoins et les capacités des populations locales. Une expérience édifiante, y compris pour des pays plus pauvres.

Malheureusement, certains paient beaucoup plus que ce qui est considéré comme « abordable » aux niveaux national et international (en règle générale, entre 3 % et 5 % du revenu des ménages), comme ceux qui, faute de raccordement au réseau, achètent leur eau à des prix parfois exorbitants. Par ailleurs, les critères internationaux ne tiennent pas compte de la volonté et de la capacité des populations locales de s'offrir des services améliorés. Beaucoup de collectivités des pays en développement sont prêtes à payer pour



Managing Water for All
AN OECD PERSPECTIVE ON PRICING
AND FINANCING

OECD

Commandez maintenant !
Disponible sur
www.oecd.org/bookshop
ISBN: 978-92-64-05033-4
version française à paraître, voir
www.oecd.org/librairie

obtenir un meilleur assainissement. Ainsi à Mumbai, l'une des villes indiennes les plus riches, une personne sur vingt fait ses besoins dans la rue, faute de toilettes. Avec le Projet d'assainissement du bidonville de Mumbai, les usagers ont accepté de participer aux coûts de construction de 330 blocs sanitaires publics et de financer leur entretien par des abonnements et des redevances. Quelque 400 000 personnes ont bénéficié de ce projet, qui a servi de modèle à d'autres initiatives dans le cadre de la politique nationale d'assainissement urbain en Inde.

Lorsque les plus démunis ne peuvent pas payer, maintenir des prix bas pour tous n'est pas la meilleure solution. On peut instituer une péréquation tarifaire entre consommateurs aisés et pauvres. On peut aussi aider financièrement les seconds à régler leur facture d'eau. Au Chili, les ménages pauvres peuvent bénéficier de coupons qui permettent d'alléger la facture. Dans beaucoup de pays en développement, il est préférable de subventionner l'accès

plutôt que la consommation. Cette approche s'est révélée efficace dans les pays où le réseau de canalisations est peu développé et les points d'eau sont éloignés des habitations. Le raccordement au réseau est gratuit ou peu cher, et les consommateurs paient uniquement l'eau qu'ils consomment.

Mais les ajustements tarifaires ne suffisent pas forcément à rassurer les investisseurs, ce qui se comprend puisque la majeure partie de leurs fonds se retrouve dans un trou noir.

L'essentiel des réseaux de distribution et d'assainissement est souterrain. La détérioration de ces infrastructures et les fuites coûtent cher. Même dans les réseaux bien gérés des pays de l'OCDE, les fuites représentent 10 % à 30 % des pertes d'eau ; dans les pays en développement, cette part est souvent supérieure à 40 % et peut atteindre parfois 70 %.

Dans la zone OCDE, où la plupart des gens ont accès aux infrastructures de

distribution d'eau et d'assainissement, celles-ci n'en doivent pas moins être entretenues et respecter les normes sanitaires. Ainsi, le Royaume-Uni et la France devront accroître d'environ 20 % leurs dépenses consacrées à l'eau en proportion du PIB, seulement pour maintenir le niveau actuel des services, tandis que la Corée et le Japon devront augmenter les leurs de 40 %.

Dans les pays en développement, si la situation n'est pas forcément effroyable, on est très loin des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a récemment annoncé que l'extension à venir des infrastructures existantes nécessitera 18 milliards de dollars par an, soit environ le double des dépenses actuelles, sans compter les coûts d'entretien, de rénovation et de modernisation.

L'insuffisance des infrastructures ne nuit pas seulement aux ménages, mais aussi aux

Un guide pour les décideurs

L'OCDE a élaboré avec ses partenaires un Guide pour l'action publique afin d'aider les gouvernements qui envisagent une participation du secteur privé aux questions liées à l'eau. Ce guide s'articule autour des 24 Principes de l'OCDE pour la participation du secteur privé aux infrastructures, et met en exergue les particularités de chaque secteur, les aspects à prendre en considération par les pouvoirs publics, et les outils et pratiques disponibles. Ces principes sont regroupés en cinq volets :

1. Décider de la nature et des modalités d'une participation du secteur privé ;
2. Garantir un environnement institutionnel et réglementaire solide pour l'investissement dans les infrastructures ;

3. Garantir un soutien public et institutionnel pour le projet et le financement choisis ;
4. Assurer une coopération efficace entre les secteurs public et privé au service de l'intérêt général ;
5. Encourager un comportement responsable des entreprises.

Le guide formule également à l'intention des gouvernements quatre recommandations générales et une série d'orientations, ainsi que des notes sur les pratiques des pays pour aider à les appliquer.

La première recommandation générale est de **préciser les objectifs fondamentaux** de la fourniture de services et la contribution que peut apporter le secteur privé pour leur réalisation. Il faut

pour cela définir clairement le rôle et les responsabilités des différents partenaires privés et les modalités de leur participation. Cela permet de faire en sorte que les partenariats répondent bien aux besoins locaux et que l'intérêt général soit préservé.

Deuxièmement, les pouvoirs publics devraient **établir un cadre général favorable**, fondé sur une réglementation de qualité et un engagement politique fort, y compris concernant la lutte contre la corruption. La répartition des rôles entre autorités responsables et les mécanismes de coordination devraient être clairement définis pour assurer l'application effective des dispositions réglementaires et contractuelles. Cela vaut dans tous les cas, que les opérateurs de l'eau soient publics ou privés.

Troisièmement, les partenariats devraient s'appuyer sur **des mécanismes de responsabilité solides** et comprendre des dispositions contractuelles claires et cohérentes fondées sur les résultats obtenus ; le suivi devrait reposer sur la mise en commun de l'information et la consultation des parties prenantes.

Quatrièmement, les partenaires privés devraient être encouragés par le secteur public à **pérenniser le partenariat** autant que possible. Les premiers devraient faire preuve de détermination et agir en toute bonne foi, promouvoir l'intégrité, communiquer avec les consommateurs et gérer efficacement les aspects sociaux et environnementaux de leurs activités. Ils devraient garder à l'esprit que leur apport influence la vie de millions de personnes.

entreprises. Les enquêtes de la Banque mondiale auprès des entreprises ont montré que dans la zone OCDE, celles-ci n'avaient pas suffisamment d'eau pour assurer leur production une demi-journée par an en moyenne mais entre 85 et 105 jours par an, soit environ trois mois ou plus, au Kenya, en Tanzanie et en Mauritanie.

Assurer à chacun l'accès à des services d'eau et d'assainissement sûrs et abordables sera difficile, notamment dans les pays en développement. Pour encourager l'investissement, il est indispensable que les gouvernements mettent en place des cadres réglementaires sains, avec des dispositions assurant un recouvrement durable des coûts. Les investisseurs peuvent être rassurés au moins sur un point : s'il n'égalera jamais certains secteurs ultra-rentables qui ont fait florès jusqu'à la crise, le secteur de l'eau offre l'avantage de la stabilité, ainsi que l'assurance d'œuvrer dans l'intérêt général. ■ LT

Pour plus d'informations, veuillez prendre contact avec Brendan.Gillespie@oecd.org et Celine.Kauffmann@oecd.org

Références

- OCDE (2009), *De l'eau pour tous : Perspectives de l'OCDE sur la tarification et le financement*, et *De l'eau pour tous : Messages clés pour les décideurs*, disponibles sur www.oecd.org/eau
- OCDE (2009), *Infrastructures en eau et secteur privé : Guide de l'OCDE pour l'action publique*, OCDE, Paris, www.oecd.org/daf/investment/water
- OCDE (2009), « Strategic Financial Planning for Water Supply and Sanitation », document interne, www.oecd.org/eau
- OCDE (2009), « Pricing Water Resources and Water and Sanitation Services », document interne, www.oecd.org/eau
- OCDE (2009), « Alternative Ways of Providing Water and Sanitation: Emerging Options and their Policy Implications », document interne, www.oecd.org/eau
- OCDE/CME (2008), *Système de notification des pays créanciers sur les activités d'aide 2008 : Activités d'aide dans le secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, 2001-2006*, OCDE, Paris.

L'eau et la crise économique

Revenir aux fondamentaux

Jack Moss

Président du Groupe du BIAC sur l'eau et Senior Water Advisor, AquaFed

La crise économique mondiale ne doit pas faire oublier la question de l'eau.

L'eau est aussi vitale que l'air pour l'activité humaine. Les villes ou les sociétés qui la négligent risquent de disparaître. Les débats et analyses sur la crise économique actuelle se focalisent sur ses causes, sur les moyens de stopper la spirale baissière et sur l'édification d'une société meilleure pour demain. Mais les débats sur les plans de relance budgétaire à court terme et l'avènement d'économies à « croissance verte » font l'impasse sur une chose essentielle : l'eau.

L'eau, c'est la vie, et d'elle dépendent la santé publique, l'éducation, la production économique et l'activité sociale. Or même la « Réponse stratégique de l'OCDE à la crise financière et économique » omet de la mentionner. D'autres études commettent la même erreur. Sous-estiment-elles les avantages directs et indirects de l'eau, ou ne perçoivent-elles tout simplement pas les coûts de la négligence et de l'inaction ?

De fait, il existe peu, voire pas de chiffres fiables sur les dépenses, les coûts et les avantages liés à l'eau. Les spécialistes du secteur de l'eau ont l'impression que dans la situation actuelle, les coûts outrepassent les avantages perçus. S'ils disent vrai, la perspective d'un avenir durable s'éloigne. Sans informations solides, comment les experts peuvent-ils convaincre les décideurs de la gravité de la situation actuelle ? Il est temps de revenir aux fondamentaux.

La crise économique est l'occasion de susciter une prise de conscience du rôle vital de l'eau. Il est urgent de rattraper le temps perdu et de faire face aux pressions grandissantes sur les ressources en eau – dues à la croissance démographique, à nos modes de vie ou au changement climatique – avec tout le sérieux que requiert la situation.

Une partie du problème tient au manque d'intérêt de nombreux responsables politiques pour l'eau. Déjà avant la crise, les fonds publics et privés nécessaires à l'entretien et à l'extension des services d'eau étaient inadéquats. Les risques perçus des investissements dans l'eau sont apparus de plus en plus importants, entraînant une baisse des investissements dans les nouveaux ouvrages et l'entretien. Des approches irréalistes de recouvrement des coûts ont entraîné des performances opérationnelles insatisfaisantes, une

Si rien n'est fait, les coûts de la négligence et de l'inaction seront catastrophiques

couverture réduite et une baisse de la qualité des services. Les particuliers et les entreprises, notamment dans les pays les moins avancés, n'ont pas un accès suffisant à l'eau potable, à l'assainissement et aux autres services essentiels. Les Objectifs du Millénaire pour le développement sont loin d'être atteints. Selon le Rapport mondial sur le développement humain du PNUD de 2006, les investissements annuels nécessaires pour atteindre les objectifs liés à l'eau et à l'assainissement devraient représenter environ 2,7 % du PIB, soit 7 milliards de dollars US par an pour la seule Afrique subsaharienne. C'est bien plus que les 0,3% du PIB, ou 800 millions de dollars, consacrés à l'eau actuellement.

Cette situation risque d'empirer avec la crise, la Banque mondiale ayant récemment constaté que la diminution des investissements publics a particulièrement touché l'investissement dans les infrastructures de l'eau. Enfin, si rien n'est fait, les coûts de la négligence et de l'inaction

seront catastrophiques, et se répercuteront dans tous les secteurs de l'économie : les pénuries feront disparaître des emplois dans l'agriculture et l'industrie ; les individus et les familles en ressentiront les effets sur leur niveau de vie, et une ressource indispensable à la vie sera menacée.

L'agriculture, premier utilisateur d'eau, sera frappée de plein fouet, avec une baisse des rendements, entraînant des pénuries alimentaires et une hausse des prix des produits de base, ce qui pourrait paralyser les échanges avec les économies émergentes. Le secteur énergétique sera également menacé et le développement d'énergies à faibles émissions de carbone sera ralenti. Le secteur manufacturier sera lui aussi menacé par la cherté et la rareté de l'eau et des produits qui en dépendent.

Un échec dans le traitement des eaux polluées et la protection des populations et des écosystèmes aquatiques aggraverait les coûts liés aux affections et aux maladies, avec des répercussions sur l'éducation et la productivité, sans parler de la perte d'une partie des ressources en eau utilisables et de la destruction de certains écosystèmes. Quel sera le coût de ces conséquences de l'inaction, et à quel prix pourra-t-on les éviter ? Nul ne le sait, mais nous devons tout faire pour éviter ce scénario.

C'est ici que peuvent intervenir les gouvernements, les entreprises et des organisations internationales telles que l'OCDE. Des stratégies nationales doivent assurer les investissements nécessaires aux infrastructures et aux services de l'eau. Par exemple, il conviendrait désormais de préaffecter une partie des fonds publics issus des plans de relance budgétaire au financement de l'amélioration des infrastructures de l'eau. Après tout, comme l'OMS et d'autres l'ont constaté, le rapport coûts-avantages de tels investissements se situe aux alentours de 1/8, et peut atteindre 1/40 dans certains cas (voir « Global cost-benefit analysis of water supply and sanitation interventions », Hutton, Haller and Bartram, *WHO Journal of Water and Health*, 5 avril 2007). Les investissements consacrés à l'eau doivent ainsi figurer en bonne place dans les plans de relance à court terme, mais il faudra aussi les maintenir par la suite.

Quant aux entreprises, beaucoup d'entre elles s'efforcent depuis des années d'utiliser l'eau de façon plus efficiente, notamment

en améliorant leurs technologies. Elles devraient toutefois redoubler d'efforts, en collaborant avec des associations telles que le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable ou la Water Environment Federation en cherchant à s'engager aux côtés des autres acteurs pour trouver de meilleures manières d'utiliser et de gérer l'eau. Elles devront en outre continuer d'encourager les responsables politiques à valoriser et à promouvoir la conservation de l'eau.

L'OCDE peut elle aussi apporter sa pierre en approfondissant ses analyses sur l'économie de l'eau, afin d'évaluer la situation actuelle de l'investissement et d'aider à préparer l'avenir. Selon le BIAC, ces analyses devraient mettre en évidence les avantages économiques de l'accès à une

eau salubre, ainsi que le coût de l'inaction. Elles pourraient aussi démontrer la valeur des nouvelles stratégies de financement pour l'ensemble de l'économie. Les décideurs doivent être bien informés pour pouvoir mobiliser à court terme les fonds nécessaires aux infrastructures de l'eau et stimuler les investissements à long terme en faveur du développement durable.

La crise mondiale est grave, mais la catastrophe peut être évitée. Le débat sur l'adoption de plans de relance et l'essor d'économies solides offre une occasion unique de revenir aux fondamentaux – or quoi de plus fondamental pour la vie que l'eau ? ■

Le BIAC est le Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE. Voir www.biac.org



Oswaldo Rivas/Reuters



Réorientation de la politique de prêt de la BEI dans le secteur des transports

Énergie et changement climatique : des priorités renforcées

Le Conseil européen de mars 2007 a adopté un Plan d'action pour la politique énergétique sur la période 2007-2009¹ qui vient renforcer le rôle directeur de l'Union européenne dans les questions de viabilité environnementale, notamment celles liées au changement climatique. L'UE s'est engagée, entre autres, à réduire d'ici 2020 ses émissions de gaz à effet de serre de 20 % par rapport aux niveaux de 1990. En tant qu'institution de financement à long terme de l'Union européenne, la Banque européenne d'investissement (BEI) a été étroitement associée à ce processus. Sa première mesure concrète a consisté à transposer la nouvelle initiative dans la politique énergétique de la Banque, rapidement suivie par une analyse de son activité de prêt dans le secteur des transports. La politique rénovée de prêt en faveur du secteur des transports a été approuvée le 27 septembre 2007 par le Conseil d'administration de la Banque.

Le rôle de la BEI

Créée en 1957 par le traité de Rome pour favoriser la réalisation des objectifs de l'Union européenne en accordant des financements à long terme en faveur d'investissements viables, la BEI est un acteur important du

¹ Une politique énergétique pour l'Europe – version révisée des conclusions de la présidence du Conseil européen de Bruxelles des 8 et 9 mars 2007. Document 7224/1/07 REV 1, daté du 2 mai 2007, Annexe 1.

Des chiffres qui interpellent

Le saviez-vous?

- En moyenne, un citoyen européen parcourt 36 km par jour, dont 27 en voiture.
- Ces dix dernières années, le transport de marchandises a augmenté de 30 % dans l'UE.
- Plus de 40 000 personnes sont mortes en 2005 en Europe (UE-25), dans des accidents de la route – contre plus de 70 000 en 1990.
- Les transports représentent 31 % de la consommation d'énergie totale de l'UE et 23 % des émissions de gaz à effet de serre.
- Selon les estimations, le coût des embouteillages sur les routes européennes se situerait dans une fourchette comprise entre 0,5 et 1 % du PIB total.
- La vitesse moyenne d'un train de marchandises est de 18 km/h en Europe.
- Environ un tiers du total des prêts de la BEI est alloué au secteur des transports.
- Sur un total de quelque 106 milliards d'EUR de prêts signés dans le secteur des transports sur la période 1996-2006, 45 % étaient destinés à l'infrastructure ferroviaire, au matériel roulant et aux transports urbains, 36 % aux investissements routiers et 15 % aux aéroports, aux avions et à la gestion du trafic aérien, ce qui laisse 4 % au transport maritime (ports et bateaux).

financement du secteur européen des transports. Il y a, à cela, de bonnes raisons:

- La prospérité européenne passe par l'existence de systèmes de transport efficaces, car ils exercent un impact significatif sur la croissance économique, le développement social et l'environnement.
- Non seulement les transports constituent un secteur d'activité économique important en tant que tel, mais ils apportent une contribution majeure au fonction-

nement de l'économie européenne dans son ensemble.

- La mobilité des biens et des personnes est un facteur essentiel de la compétitivité de l'industrie et des services européens.
- Compte tenu de l'horizon temporel à long terme et de la dimension véritablement européenne des grands projets de transport, la Banque apparaît comme une source de financements tout indiquée pour ces investissements.

La mobilité sans cesse croissante des citoyens et la circulation des marchandises font aujourd'hui partie de notre quotidien mais constituent aussi un défi tant économique qu'environnemental.



Les activités de prêt de la BEI dans le secteur des transports sont encadrées par différentes politiques communautaires : le développement des réseaux transeuropéens de transport (RTE), la politique de cohésion, le développement durable des transports et le soutien à la recherche-développement et à l'innovation (RDI). Dans tous les cas, la politique de prêt de la Banque dans ce secteur revêt des dimensions multiples, et les aspects environnementaux sont pris en compte à chaque étape des contrôles préalables qu'elle effectue. La Banque apporte également son soutien à toute une série de projets qui ont pour objectif explicite de mettre en place des systèmes de transport respectueux de l'environnement et viables à long terme, conduisant à une réduction substantielle des émissions de CO₂ et d'autres polluants. Les prêts en faveur de tels projets ont régulièrement augmenté au cours des dernières années, tant en termes absolus que relatifs. Ils concernent, entre autres, des projets de transport urbain ainsi que des projets de recherche-développement axés sur la réduction des émissions de gaz d'échappement, l'augmentation du rendement énergétique des carburants et l'amélioration de la sécurité. En outre, la Banque a manifesté une nette préférence pour le financement de projets dans le secteur ferroviaire.

Un nouveau contexte d'action en évolution constante

Si les objectifs traditionnels qui ont gouverné les activités de prêt de la Banque dans

le secteur des transports jusqu'à présent restent valables, la nécessité de combattre le réchauffement climatique a engendré un contexte d'action nouveau, complexe et en mutation rapide.

Construire un système de transport moderne au XXI^e siècle suppose, à l'évidence, d'articuler tous les modes de transport disponibles en un montage élaboré. Selon les situations, les besoins de transport sont satisfaits par différents moyens, allant du transport local de passagers au transport longue distance de biens industriels. Par ailleurs, les besoins ne sont pas les mêmes dans les régions périphériques faiblement peuplées et dans les grandes concentrations urbaines des métropoles de l'UE.

S'agissant du soutien de la BEI au secteur des transports, le défi consistera non pas à écarter tel ou tel type d'intervention ou mode de transport, mais à s'efforcer d'optimiser la stratégie d'action et à trouver le juste équilibre entre différents types d'intervention afin de servir au mieux un ensemble d'objectifs complexe. Pour pouvoir satisfaire la demande future de transport dans l'UE, il sera nécessaire de mettre à contribution l'ensemble des modes et des moyens de transport existants.

La croissance rapide des transports, les encombrements routiers et le problème de la sécurité – des chiffres qui interpellent – laissent imaginer quels seront les défis que les réseaux de transport européens auront à relever à l'avenir, sur le plan tant de leur (in)

efficacité économique que de leur viabilité à terme. Des investissements doivent être entrepris dans tous les domaines qui ont trait aux transports, à la fois pour soutenir la RDI et pour résoudre les difficultés existantes et le problème des encombrements ; mais il faudra, dans le même temps, prendre en compte la nécessité de promouvoir des modes de transport respectueux de l'environnement.

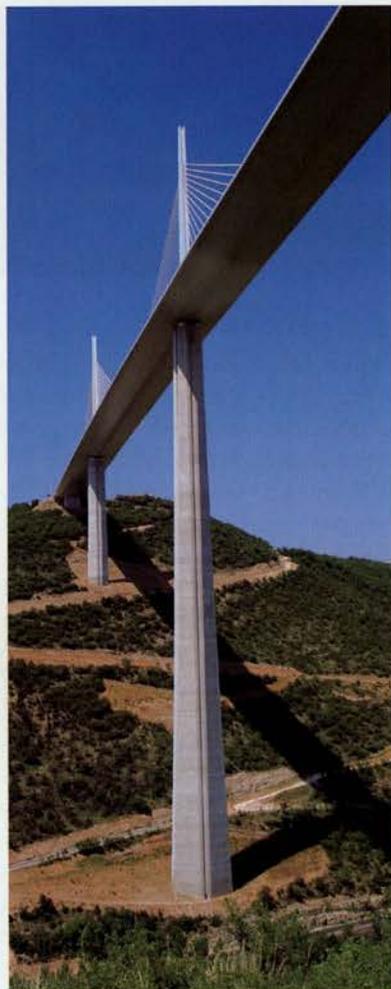
La stratégie de prêt révisée de la BEI dans le domaine des transports lui donne les moyens de maintenir son appui aux grandes politiques de croissance de l'UE tout en s'adaptant à la nouvelle donne du changement climatique. La Banque a adopté une approche multidimensionnelle qui repose d'une part sur des principes directeurs et d'autre part sur un ensemble de critères de sélection opérationnels qui permettent de classer les projets, au sein des différents secteurs, en fonction des priorités.

Soulignons que cette nouvelle stratégie sera dynamique. Les commentaires sur cette politique rénovée seront les bienvenus et l'approche adoptée fera régulièrement l'objet de révisions.

Pour plus de renseignements, prière de consulter le site Web de la BEI à l'adresse www.bei.org sur lequel figure la version complète du document.



1958 / 2008



Coup de projecteur sur quelques grands principes de la nouvelle politique de prêt de la BEI dans le secteur des transports :

La mobilité est une condition essentielle de la libre circulation des personnes et de la croissance économique. Dans ce contexte, la BEI poursuivra une approche qui consiste à rechercher systématiquement les moyens les plus efficaces, les plus économiques et les plus durables de satisfaire à la demande de transport. Cela nécessitera de conjuguer plusieurs solutions tenant compte de tous les modes de transport, en veillant à ce qu'elles soient soigneusement planifiées pour limiter les incidences négatives des transports sur l'environnement.

La BEI va rester solidement engagée dans le financement des Réseaux transeuropéens (RTE). Parce qu'ils mobilisent des investissements à long terme et qu'ils jouent un rôle essentiel dans l'émergence d'un système de transport efficace et facteur de cohésion à l'échelle communautaire, les RTE restent la pierre angulaire des investissements effectués dans le secteur des transports de l'UE et sont cruciaux pour le fonctionnement du marché intérieur. La relation entre le stock d'infrastructures existant et les émissions de gaz à effet de serre est certes complexe, mais elle ne justifie pas de remettre en cause la poursuite de l'engagement de l'UE en faveur des RTE.

La BEI continuera d'accorder la priorité aux projets ferroviaires ainsi qu'aux projets de navigation intérieure et maritime (en particulier les autoroutes de la mer), qui sont par nature les plus prometteurs du point de vue de la réduction des émissions de gaz à effet de serre par unité de transport. Ce principe vaut également pour les transports urbains et les plateformes intermodales. À l'avenir, les projets routiers et aéroportuaires devront justifier d'une valeur économique élevée pour être financés. Le soutien accordé visera en priorité l'amélioration de la sécurité et de l'efficacité ainsi que la réduction des incidences sur l'environnement.

Dans les transports ferroviaires, maritimes et urbains, le financement de l'achat de véhicules, de matériel roulant et de navires cadre avec les objectifs liés au changement climatique. Le financement de l'achat d'avions sera limité à des cas exceptionnels, où l'apport d'une très forte valeur ajoutée peut être attesté. En l'occurrence, il pourrait s'agir par exemple de liaisons aériennes qui desservent les régions de la convergence à condition que le transport aérien soit essentiel pour garantir l'intégrité territoriale de l'UE et que l'efficacité énergétique soit améliorée. Un soutien accru sera accordé aux activités de RDI menées par les constructeurs de tous types de véhicules, les objectifs à privilégier étant l'augmentation de l'efficacité énergétique, la réduction des émissions et l'amélioration de la sécurité.

Néanmoins, le financement de projets de construction automobile devra être sélectif et se limiter aux régions de la convergence, où ces opérations apportent une contribution importante à l'emploi et à la diffusion des innovations, y compris à travers leurs liens avec les réseaux locaux d'entreprises de taille intermédiaire et de PME.

Dans tous les cas, les projets soutenus devront se conformer pleinement aux orientations des politiques de l'UE en matière d'environnement et d'efficacité énergétique, en mettant en œuvre des normes environnementales plus rigoureuses et en accélérant la réalisation de l'objectif de réduction des émissions de CO₂ (comme c'est le cas, par exemple, des investissements dans la production de voitures plus petites et économes en énergie et de véhicules utilisant des énergies renouvelables).



Progrès ? Quel progrès ?

Joseph Stiglitz*

La crise économique mondiale a focalisé l'attention sur la restauration de la croissance, mais celle-ci est-elle nécessairement synonyme de progrès ? Quid des facteurs dont elle dépend, comme l'environnement ou le bonheur ? La mesure du progrès véritable requiert de nouveaux indicateurs. Un grand projet mondial y travaille.

« Nous, démocrates, avons une notion très différente de ce qu'est le progrès dans ce pays, » affirmait Barack Obama après avoir accepté de représenter le parti démocrate à l'élection présidentielle en août 2008. Pendant la Grande Dépression, un autre président des États-Unis, Franklin D. Roosevelt, pointait déjà l'insuffisance de mesures purement matérielles du progrès. Dans son discours sur l'état de l'Union en 1934, il affirmait : « L'immense majorité de nos concitoyens recherche de meilleures opportunités pour permettre à l'humanité de prospérer et de trouver le bonheur. Ils sont conscients que le bien-être ne s'est pas amélioré et ne s'améliorera pas à travers le simple matérialisme ou le luxe, mais qu'il progressera grâce à l'intégrité, la générosité, le sens des responsabilités et la justice. »

Élaborer des mesures qui reflètent véritablement le progrès me tient à cœur, et c'est l'objectif de la Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social, que je préside depuis sa création en 2008 par le Président français Nicolas Sarkozy (voir www.stiglitz-sen-fitoussi.fr). Cette Commission réunit d'éminents penseurs et chercheurs, dont quatre autres prix Nobel : Kenneth Arrow, James Heckman et Daniel Kahneman en sont membres, et Amartya Sen y est conseiller.

Les travaux de la Commission sont étroitement liés au Projet global intitulé « Comment mesurer le progrès des sociétés ? ». Ce projet piloté par l'OCDE arrive à point nommé : face au ralentissement économique et à d'autres défis comme le changement climatique et les inégalités, les idées et les modèles traditionnels sont remis en question. Ces trois dernières années, le Projet global a porté sur la recherche de nouveaux indicateurs économiques, sociaux et environnementaux, afin de dresser un tableau complet et fidèle de la situation mondiale. Ses résultats sont déjà extrêmement précieux pour la Commission.

Le PIB au banc des accusés

La Commission s'est lancée dans trois domaines d'investigation sur la mesure du progrès : d'abord le PIB et la possibilité d'en élargir ou d'en modifier la définition ; puis, le développement durable et l'environnement, et la manière dont les performances économiques et le progrès social s'y rattachent ; enfin, la qualité de la vie, notamment les mesures permettant de comprendre la manière dont les individus ressentent vraiment leur vie et leur bien-être.

Depuis 60 ans, le produit intérieur brut, ou PIB, est la principale référence utilisée pour mesurer le progrès économique et social.

Pourtant, il ne rend pas compte de certains facteurs qui ont un impact important sur la vie et le bonheur des individus, comme la sécurité, les loisirs, la répartition des revenus et l'état de l'environnement, y compris le type de facteurs dont la croissance elle-même se doit d'être durable.

Un autre problème réside dans le décalage entre les perceptions du public et les mesures de variables telles que la croissance économique, l'inflation, les inégalités ou la mobilité sociale. Les revenus peuvent croître alors que la population a l'impression de s'appauvrir, l'inflation peut chuter alors que les consommateurs voient les prix augmenter dans leurs magasins habituels. Ce fossé entre statistiques et perceptions est souvent si profond et si répandu qu'il ne saurait être considéré comme un simple fantasme d'opinions publiques catastrophistes. Il contribue à la perte de confiance dans les institutions – celles qui produisent ces statistiques et celles qui fondent leur action sur elles.

Que faire ? C'est la question posée à Enrico Giovannini, de l'OCDE, qui dirige le premier des trois groupes de travail que nous avons créés. Bien sûr, le PIB est utile pour mesurer la création de richesses et l'activité économique régie par les lois du marché, sans quoi il n'aurait pas eu une telle longévité. Pour connaître la croissance de la production ou savoir si les dépenses en matière de biens et services augmentent ou diminuent, le PIB offre un bon point de départ. Il n'en reste pas moins une mesure assez imprécise, que le groupe de travail s'emploie à affiner. Et il pose d'autres problèmes : il ne tient pas compte de l'épuisement des ressources naturelles ou des dommages environnementaux, ni de la dépréciation du capital, phénomène qui affecte les richesses au remplacement des technologies et du capital existants, au détriment de la croissance. Pour mesurer le progrès, il faut absolument intégrer l'épuisement des ressources.

Autre défi : mieux mesurer la répartition des revenus et l'écart entre riches et pauvres. On peut utiliser le revenu médian, qui trace la limite entre la moitié supérieure et la moitié inférieure du nombre total d'apporteurs de revenu. Aux États-Unis, où le PIB par habitant n'a quasiment pas cessé d'augmenter ces dernières années, le revenu médian des ménages a chuté en valeur absolue – et pas seulement par rapport au revenu moyen. Cela signifie que les écarts de revenu se sont creusés.

Mais les médianes ne donnent aucune information sur ce qui se passe aux franges, chez les très riches ou chez les très pauvres. Il est impossible de rendre pleinement compte en un seul chiffre de la réalité de nos sociétés complexes.

Il est également difficile de mesurer les nombreux services effectués quotidiennement par les ménages, qui n'apparaissent pas dans les comptes nationaux malgré leur utilité économique : ménage, préparation des repas, temps consacré aux enfants, etc. Une étude récente sur l'Allemagne et la Finlande a montré que cette production non mesurée des ménages représente 30 à 40 % du PIB.

Intégrer pleinement l'environnement

Pour beaucoup, c'est dans ce domaine que la mesure du progrès doit vraiment évoluer. Nous savons depuis des années que l'activité économique humaine épuise les ressources naturelles et endommage notre fragile environnement ; économistes et gouvernements ont pourtant tardé à intégrer ces deux éléments dans leurs mesures. Comment pleinement intégrer l'environnement dans nos schémas de pensée, nos modèles et nos actions ? 20 ans après le Rapport Brundtland, qui fit du « développement durable » un objectif gouvernemental en 1987, la réponse est peut-être à portée de main. Les résultats présentés récemment lors de grandes conférences internationales comme le Forum mondial de l'OCDE à Istanbul en juin 2007 et la Conférence de l'UE intitulée « Aller au-delà du PIB », en novembre dernier, forcent l'optimisme.

Ces discussions ont notamment fait émerger l'idée d'un cadre conceptuel ambitieux, le Système de comptabilité économique et environnementale intégrée. Geoffrey Heal, de l'Université de Columbia, dirige notre deuxième groupe de travail qui a pour mission de préciser ce cadre et de chiffrer l'impact de paramètres comme la qualité de l'air, le bruit et l'espace physique, sur le bien-être individuel. Ces caractéristiques peuvent-elles être converties, par exemple, en données monétaires correspondant aux évolutions de la qualité de l'air ? Ou peut-on créer un indice global ? Lorsque la pollution touche certaines zones plus que d'autres, quelles nouvelles mesures devrait-on utiliser ?

Puis se pose la question de la mesure de la durabilité. Les défenseurs de l'environnement soulignent à juste titre la fragilité de notre

environnement et la non-durabilité des schémas de production et de consommation des pays industriels avancés. Non seulement nous épuisons les ressources naturelles non renouvelables, nous faisons en outre disparaître certaines espèces, ce qui cause à l'environnement des dommages irréversibles. Sommes-nous capables de bâtir une mesure de la « richesse naturelle » et d'en évaluer les évolutions ?

Tels sont certains des enjeux qui occupent notre deuxième groupe de travail.

La qualité de la vie, nouveau paradigme ?

La plupart des gens s'accordent probablement à dire que l'argent n'est pas tout dans la vie, mais les définitions de la « qualité de la vie » divergent sans doute beaucoup selon les individus. On a souvent tenté de mesurer celle-ci par des moyens objectifs, pour rendre compte d'un concept par essence subjectif. Cependant, les progrès récents de diverses sciences sociales laissent entrevoir des moyens fiables et reproductibles d'apprécier certains aspects du bien-être et de la qualité de la vie, et de rapporter ces perceptions subjectives à des phénomènes objectifs, comme les activités fondées sur le marché.

Le troisième groupe de travail, présidé par Alan Krueger, de l'Université de Princeton, pilote cette recherche des paramètres mesurables de la qualité de la vie, à travers quatre approches.

La première consiste à trouver des mesures composites de la qualité de la vie en agrégeant des indicateurs objectifs, fondés sur l'expérience en matière de santé, d'éducation, de liberté politique, etc.

La deuxième vise à déterminer à quelles activités les individus consacrent leur temps au quotidien et la satisfaction qu'ils en retirent. Théoriquement, on devrait pouvoir décrire des expériences hédonistes qualitatives à l'aide d'un seul critère. Des tentatives ont déjà été faites et utilisées pour comparer la France et les États-Unis, les résultats ainsi obtenus montrant que bien qu'ayant un revenu plus élevé, les femmes françaises consacrent en réalité plus de temps à leurs loisirs que les Américaines.

La troisième approche consiste à obtenir des individus leurs jugements qualitatifs sur la vie en général. Cette méthode peut aboutir à une lecture simpliste selon laquelle la moitié de l'Amérique « s'épanouit » tandis que l'autre

« souffre », mais elle permet d'aller au-delà des niveaux moyens de satisfaction dans un pays et de révéler les inégalités dans les niveaux de satisfaction.

Enfin, on peut demander à des individus de classer par ordre d'importance le revenu, les loisirs, la santé, la sécurité de l'emploi, etc. Cette démarche fondée sur un « équivalent revenu » consiste à déterminer le prix que les individus seraient prêts à payer pour ce type de capital, non monétaire. Elle va donc au-delà de la notion de revenus marchands pour appréhender plus largement la qualité de la vie.

Et après ?

La Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social remettra son rapport en avril 2009, et je suis sûr que nos conclusions alimenteront un débat fructueux, sur le plan intellectuel comme politique. Ce que nous mesurons influence ce que nous faisons. Nous ne disposerons jamais de mesures parfaites, et des finalités diverses requièrent des mesures diverses, mais le travail accompli a montré que nous pouvons considérablement améliorer nos mesures. Certaines réformes peuvent être entreprises immédiatement ; d'autres exigent des recherches plus approfondies.

J'espère également que le Projet global sur la mesure du progrès des sociétés reprendra le flambeau, en consolidant son réseau planétaire, en collaborant avec les centres de recherche pour développer de nouvelles méthodes de mesure du progrès et promouvoir ce travail de fond, essentiel pour les décideurs publics et pour de nombreuses parties prenantes, y compris le grand public. La participation à ce projet d'institutions majeures comme la Banque mondiale, le Programme des Nations unies pour le développement et la Commission européenne nous donne une chance historique d'amorcer les changements indispensables. À travers les travaux de la Commission et du Projet mondial, nous contribuons à cet effort. L'élaboration de méthodes de mesure plus justes et plus précises des résultats économiques, environnementaux et sociaux est crucial pour construire un monde meilleur. ■

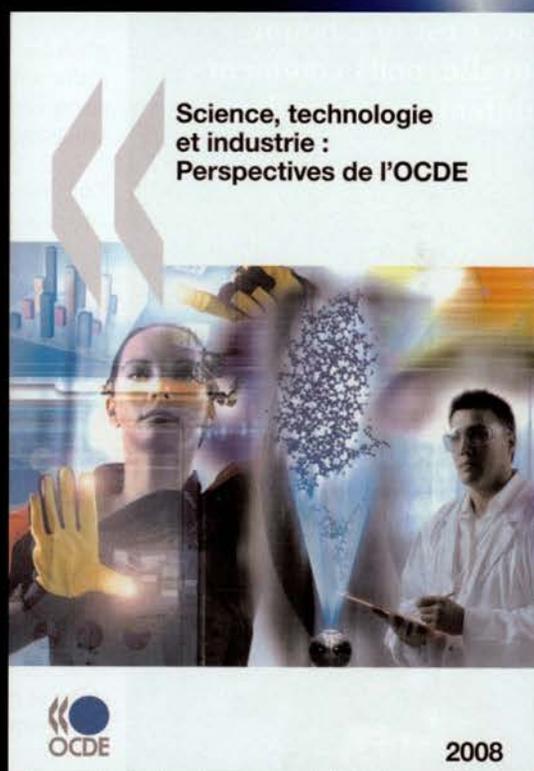
Joseph Stiglitz, professeur renommé, auteur de nombreux ouvrages, a été lauréat du prix Nobel d'économie en 2001. Pour plus de détails, dont une biographie complète, voir www.josephstiglitz.com. Pour plus de détails sur le projet « Comment mesurer les progrès des sociétés ? », voir www.oecd.org/progres et www.oecd.org/statistiques.

NOUVEAUX HORIZONS



ISBN 9789264055551
www.oecd.org/sti/pti

Découvrez les évolutions récentes du secteur des biens et services liés aux technologies de l'information.



ISBN 9789264049956
www.oecd.org/sti/perspectives

Retrouvez les dernières avancées scientifiques, technologiques et d'innovation dans les pays de l'OCDE et dans plusieurs pays non membres.

L'aide au développement a atteint un nouveau record en 2008. En temps de crise, c'est une bonne nouvelle, mais comment maintenir cette tendance ?



Aide au développement

L'enjeu du financement

En 2008, l'aide publique au développement nette totale (APD) en provenance des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) a augmenté de 10,2 % en termes réels, pour atteindre 119,8 milliards de dollars. C'est le chiffre annuel le plus élevé jamais atteint, qui représente 0,3 % du revenu national brut cumulé des membres du CAD.

Cette nouvelle encourageante, assez inattendue, intervient alors que les premiers effets de la crise économique mondiale ont été ressentis début 2008. Étant donné que le processus d'allègement de la dette arrivait à terme pour certains pays bénéficiaires, une diminution *de facto* de l'aide n'aurait pas été surprenante.

Mais l'heure n'est pas à la complaisance. Au contraire, la crise contraint les pays développés à des arbitrages budgétaires difficiles, dont l'aide extérieure pourrait être victime.

La crise économique mondiale touche déjà les populations les plus vulnérables qui, après avoir été pénalisées par la hausse des prix de l'alimentation et du carburant au début de 2008, doivent faire face aux conséquences de la baisse de certains prix sur leurs revenus, et d'un ralentissement des échanges mondiaux. Si les pays donateurs ne respectent pas leurs engagements en matière d'aide, les risques vont s'accroître.

« Ne pas réussir à rendre la mondialisation bénéfique, pour les pays en développement surtout, risque de porter atteinte à la stabilité mondiale, » peut-on lire dans le *Rapport 2009 sur la coopération pour le développement*, publié récemment.

Pour prévenir ce risque, le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, et le Président du Comité d'aide au développement de l'OCDE, Eckhard Deutscher, ont appelé les pays donateurs à honorer leurs engagements en matière d'aide.

« Employons-nous à ne pas répéter les erreurs que nous avons pu commettre dans le passé à

la suite de la récession du début des années 1990, lorsque les gouvernements de nombreux pays de l'OCDE n'ont pas su éviter un recul de l'effort d'aide, avec les conséquences qui pouvaient en découler pour les pays en développement en termes de production agricole, d'infrastructures, de bien-être social et de stabilité politique, » ont-ils prévenu.

Les pays devraient écouter ces mises en garde, même si les montants d'aide programmés laissent entrevoir de modestes augmentations en 2009 et 2010. Aujourd'hui, la situation reste particulièrement critique en Afrique, où les avancées récentes sont fragiles. De fait, les prévisions de l'OCDE pour l'Afrique sont largement revues à la baisse.

Cependant, l'OCDE a rappelé que les pays pétroliers africains devraient moins parier sur un cours élevé des produits de base, et privilégier la diversification de leurs économies ainsi que la lutte contre la corruption. En six mois, les prix pétroliers ont plongé.

D'autres organisations internationales appellent également au respect des engagements, en particulier en Afrique, qui commence à ressentir l'onde de choc de la crise.

« Même si la crise a été longue à atteindre les rivages africains, nous savons tous qu'elle arrive – et que son impact sera considérable, » a prévenu Dominique Strauss-Kahn, le Directeur général du FMI, lors d'une conférence en Tanzanie en mars. À défaut de nouvelles mesures, la récession mondiale pourrait mener à une catastrophe humanitaire en Afrique. Car la crise ne menace pas seulement de ralentir la croissance du continent et d'y fragiliser les finances publiques, mais surtout de faire retomber des millions de personnes dans la pauvreté.

Les *Perspectives économiques en Afrique 2009* de l'OCDE, qui seront publiées en mai, feront écho à ces mises en garde, avec des prévisions de croissance révisées nettement à la baisse par rapport à l'édition 2008.

Certes, l'Afrique est moins touchée par la crise que d'autres régions, mais maintenir les progrès récents sera une gageure, par exemple dans les programmes de lutte contre la pauvreté et d'investissement dans les infrastructures, ou encore en matière de gouvernance et d'innovation. L'aide financière représente en effet une part essentielle de ces programmes.

En outre, la crise économique fragilise les progrès visant à réduire l'extrême pauvreté de moitié d'ici 2015, l'un des Objectifs du millénaire pour le développement. En 2005, les donateurs présents au sommet du G8 de Gleneagles et au sommet des Nations unies se sont engagés à augmenter leur aide publique au développement de 50 milliards de dollars en 2010 par rapport à 2004, dont 25 milliards pour l'Afrique.

Les donateurs semblent déterminés. Selon les derniers chiffres du CAD de l'OCDE, le montant des projets et programmes bilatéraux de développement a augmenté de 12,5 % en termes réels en 2008 par rapport à 2007, signe que les donateurs intensifient substantiellement leurs principaux programmes d'aide. En 2008, les donateurs les plus importants, en volume, ont été les États-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et le Japon. Seuls cinq pays ont dépassé l'objectif des Nations unies de consacrer 0,7 % du revenu national brut à l'aide : le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède. L'Irlande devait rejoindre ce groupe d'ici quelques années, mais les graves difficultés économiques qu'elle traverse rendent cette perspective incertaine.

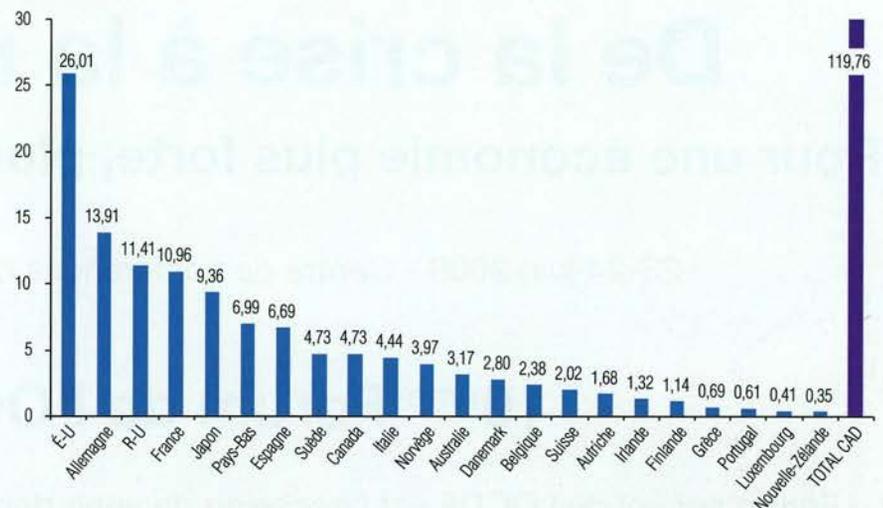
Une nouvelle enquête sur les projets de dépense des donateurs laisse entrevoir une progression de 11 % de l'aide entre 2008 et 2010, y compris du fait des versements de certaines organisations multilatérales. Les allègements de dettes pourraient également augmenter légèrement. Cela dit, malgré l'augmentation de 2008 et les hausses prévues jusqu'en 2010, 10 à 15 milliards de dollars supplémentaires d'aide seront encore nécessaires si les donateurs veulent honorer les engagements pour 2010, et le retard est plus important encore au regard de l'objectif souscrit en 2005 vis-à-vis de l'Afrique. Par exemple, l'APD consentie en 2008 par l'Autriche, l'Italie et la Grèce, hors allègement de dette, est bien en-deçà de l'objectif que s'étaient fixé ces trois pays pour 2010. Et, alors que la crise augmente encore les besoins en aide, notamment pour ses vertus



Record d'aide au développement

Aide publique au développement nette, 2008

milliards USD



En % du RNB	France - 0,39	Suède - 0,98	Australie - 0,34	Autriche - 0,42	Portugal - 0,27
É-U - 0,18	Japon - 0,18	Canada - 0,32	Danemark - 0,82	Irlande - 0,58	Luxembourg - 0,92
Allemagne - 0,38	Pays-Bas - 0,80	Italie - 0,20	Belgique - 0,47	Finlande - 0,43	Nouvelle-Zélande - 0,30
R-U - 0,43	Espagne - 0,43	Norvège - 0,88	Suisse - 0,41	Grèce - 0,20	TOTAL CAD - 0,30

Source : Rapport 2009 sur la coopération pour le développement

d'amortisseur contra-cyclique, la récession provoque une baisse de la valeur monétaire de l'APD, libellée en dollars.

L'aide est une priorité politique de plus en plus urgente. Non seulement pour conserver l'espoir de réduire la pauvreté de moitié d'ici 2015, mais aussi pour éviter que la crise actuelle ne compromette gravement les perspectives de développement. ■

Références

- OCDE (2009) *Rapport 2009 sur la coopération pour le développement*, Paris
- OCDE (2009) *Perspectives économiques en Afrique 2009*, Centre de développement de l'OCDE, Paris, à paraître
- Pour plus de données sur l'aide, voir www.oecd.org/cad

Édition 2009 disponible en mai !

Perspectives économiques en Afrique

2009

OCDE
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

www.oecd.org/librairie



Forum 2009 de l'OCDE

De la crise à la reprise

Pour une économie plus forte, plus saine, plus juste

23-24 juin 2009 - Centre de conférences de l'OCDE, Paris

10^{ème} Forum de l'OCDE

Le Forum annuel de l'OCDE est l'occasion de venir débattre des grands enjeux de politique internationale, parallèlement à la Réunion ministérielle de l'OCDE.

Venez débattre sur ces thèmes majeurs :

- Comment renforcer l'économie mondiale ?
- Comment rétablir la stabilité et la confiance dans le système financier ?
- Comment surmonter la crise de l'emploi ?
- Comment garder les marchés ouverts aux échanges et à l'investissement ?
- Comment lutter contre le changement climatique et promouvoir une croissance verte ?

Inscrivez-vous !

www.oecd.org/forum2009

mél : oecd.forum@oecd.org

Sponsors



Avec le soutien de



Nestlé

LG Electronics

PONGSAN



Donateurs



Politiques de l'investissement en Chine

Extrait de l'allocution prononcée par le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, lors du lancement de l'*Examen de l'OCDE des politiques de l'investissement consacré à la Chine*, à Pékin, le 21 mars 2009

« Les autorités chinoises préconisent à juste titre une ferme opposition au protectionnisme dans les échanges et l'investissement, comme l'a résolument affirmé le Premier ministre Wen Jiabao à plusieurs reprises ces dernières semaines. Comme il y a dix ans durant la crise asiatique, la Chine se dit profondément hostile à toute logique de repli sur soi en période de récession économique. L'OCDE se félicite de cet engagement.

Nous sommes convenus qu'un cadre pour l'investissement ouvert et fiable constitue l'un des avantages concurrentiels les plus importants pour un pays. Cette crise est l'occasion d'améliorer les dispositifs existants. À l'heure où les entreprises se demandent comment adapter leurs décisions d'investissement à la récession mondiale, les gouvernements ont ainsi l'opportunité de revoir leurs politiques de l'investissement, de faire le bilan de leurs réussites, mais aussi de cerner les difficultés à venir. (...)

Ces dernières années, les autorités chinoises ont accompli des progrès considérables dans l'adoption d'une législation et d'une réglementation favorisant un comportement responsable des entreprises. Ces avancées expliquent en partie la remarquable progression des entrées d'IDE (investissement direct étranger) ces dernières années.

La Chine s'est notamment dotée en 2006 d'une réglementation sur les opérations de rachat d'entreprises nationales par des investisseurs étrangers, et elle a introduit la loi relative à l'impôt sur les sociétés qui supprime de fait les incitations fiscales à l'IDE à compter de 2008, la première loi nationale sur les droits de propriété, la loi sur la concurrence, ainsi que la révision récente des manuels de directives relatives aux investissements étrangers.

Les mesures et la législation chinoises en matière de protection de l'environnement illustrent également les progrès accomplis. Afin de préparer cet *Examen*, des délégués de l'OCDE ont visité quatre usines de textile dans le sud du pays. Ce sont toutes d'excellents exemples d'entreprises soucieuses d'avoir un comportement responsable. (...)

Des progrès notables ont aussi été réalisés dans les économies d'énergie et la mise en place d'une économie « circulaire ».

Inventaire de normes

Les progrès réalisés sur les centres financiers *offshore* au G20 de Londres en avril ont confirmé l'élan international visant à développer des principes communs et des normes sur l'intégrité, la transparence et la convenance dans toute une série de domaines majeurs, comme l'investissement, l'environnement, le travail et l'eau.

L'OCDE et quatre autres institutions mondiales – L'Organisation internationale du travail, Le Fonds monétaire international, La Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce – ont regroupé les nombreux principes et règles qu'elles ont élaborés depuis plusieurs décennies en un inventaire unique, accessible et cohérent. Ce corpus dense devrait permettre, à la lumière de la crise, d'identifier les lacunes et de voir les domaines où la régulation mondiale pourrait être renforcée, peut-être au moyen de nouvelles normes. L'inventaire sera fort utile pour favoriser les progrès en termes de développement durable.

Pour plus de détails, voir www.oecd.org/g20



China Development Forum

De même, le droit du travail a rapidement évolué et gagné en transparence, comme en témoigne la nouvelle loi sur les contrats de travail.

Il s'agit là de réalisations appréciables, mais l'autosatisfaction n'est pas de mise. Il reste encore des étapes importantes à franchir. Cet *Examen* contient quelques recommandations supplémentaires destinées à aider la Chine à mieux tirer parti de l'investissement étranger.

Ainsi, les procédures de sélection des projets d'investissement étranger au regard de la sécurité nationale ne sont toujours pas suffisamment transparents. (...)

Il conviendrait également de préciser les modalités d'application de la nouvelle loi relative à la propriété, en particulier pour les investisseurs qui s'intéressent au secteur manufacturier. (...)

Travailler avec l'OCDE et d'autres partenaires afin de préserver l'ouverture du régime mondial de l'investissement aidera aussi l'IDE chinois à jouer un rôle dans la reprise mondiale et dans le développement de la Chine. Je me réjouis que la Chine ait participé au projet sur la liberté d'investissement conduit sous les auspices de l'OCDE. Ce projet multilatéral permet aux gouvernements de suivre attentivement les modifications proposées ou adoptées par d'autres pays et définit les règles applicables aux nouvelles mesures potentiellement restrictives. »

Pour le discours complet (en anglais), voir www.oecd.org/speeches



OCDE

Dominique Strauss-Kahn, directeur du FMI, au 8^{ème} Forum mondial de l'OCDE sur la concurrence, les 19 et 20 février 2009 à Paris. Pour plus d'informations, y compris la conférence de presse de M. Strauss-Kahn et du Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría, voir www.oecd.org/competition/globalforum



Discours récents d'Angel Gurría

Pour une liste complète des discours et allocutions en français, anglais et autres langues, voir www.oecd.org/discours.

OECD Initiative for South Caucasus and Ukraine
1^{er} avril 2009

Remarques d'ouverture à la réunion ministérielle de lancement de l'Initiative, Centre de conférences de l'OCDE, Paris, France

A new role for regional policy: Local responses for a global crisis

31 mars 2009

Remarques prononcées à la réunion ministérielle du comité des Politiques de développement territorial, Centre de conférences de l'OCDE, Paris, France

Les gens d'abord : prendre en charge, ensemble, la dimension humaine de la crise

30 mars 2009

Remarques introductives lors de la réunion des ministres du Travail du G8, sommet social 2009, Rome, Italie

Rural policy in China

21 mars 2009

Remarques prononcées pour le lancement du premier *OECD Rural Policy Review of China*, Pékin, Chine

Beyond the crisis: for a stronger, cleaner, fairer world economy

21 mars 2009

Remarques prononcées au China Development Forum, Pékin, Chine

The financial and economic crisis and water

17 mars 2009

Remarques prononcées lors du 5^{ème} Forum mondial de l'eau, Istanbul, Turkey

Des marchés ouverts en temps de crise

5 mars 2009

Allocution à la Chambre de commerce internationale, Paris, France

Responses to the economic and financial crisis and the road to recovery

2 mars 2009

Remarques introductives à la réunion des ministres des Finances ibéro-américains, Porto, Portugal

Il faut tenir le cap et préserver la concurrence en période de crise

19 février 2009

Allocution d'ouverture au Forum mondial sur la concurrence, Centre de conférences de l'OCDE, Paris, France

Une norme mondiale est nécessaire

13 février 2009

Observations prononcées lors de la réunion des ministres des Finances du G7, Rome, Italie

Spain's rural policy

16 février 2009

Présentation du rapport sur les politiques rurales de l'Espagne au ministère de l'Environnement et des Affaires rurales et maritimes, Madrid, Espagne

The financial and economic crisis and the OECD strategic response

9 février 2009

Remarques prononcées lors d'une réunion avec des économistes slovaques, HN Club, Bratislava, République slovaque

Fondamentaux de la gouvernance mondiale : quels sont les défis à venir ?

5 février 2009

Remarques prononcées à la Réunion de suivi à l'invitation de la Chancelière Angela Merkel, Berlin, Allemagne

Rebooting the global economy

31 janvier 2009

Remarques prononcées à la Réunion annuelle 2009 du Forum économique mondial, Davos, Suisse

The next food crisis: Is it unavoidable?

30 janvier 2009

Remarques prononcées au petit-déjeuner Nestlé, Davos, Suisse

Dealing with the crisis: reforms that will put us back on a path of growth, innovation and sustainability

28 janvier 2009

Remarques prononcées au TransAtlantic Business Dialogue executive board, Davos, Suisse

Creating opportunities - Integration, employment and social mobility: European experiences and scope for manoeuvre

26 janvier 2009

Remarques prononcées au Symposium international sur l'intégration, l'emploi et la mobilité sociale, Berlin, Allemagne

L'éthique des affaires et les principes de l'OCDE : que faire pour éviter une nouvelle crise ?

22 janvier 2009

Remarques prononcées lors du Forum européen d'éthique des affaires (EBEF), Paris, France

Le défi de la crise financière et la foi dans le multilatéralisme

19 janvier 2009

Remarques prononcées lors du séminaire organisé par le Finnish Institute of International Affairs, Helsinki, Finlande

Nouveautés en ligne

L'Observateur de l'OCDE est désormais consultable sur **iPhone** et sur tous lecteurs portables à l'adresse habituelle : www.observateurocde.org

Tous les articles en ligne sont compatibles avec les sites de partage **Digg**, **Facebook**, **Blogmarks**, etc.

Liens sur la crise :

www.oecd.org/reponsecrise ;
www.observateurocde.org/crisefinanciere ;
www.oecd.org/g20

Données simples :

www.oecd.org/statistiques/tableauxcles

Vous cherchez des chiffres régionaux ? Essayez *OECD eXplorer*, le nouvel outil interactif sur www.oecd.org/gov/regional/statisticsindicators/explorer

JFK : Le Président Kennedy expose sa vision du Centre de développement sur www.youtube.com/watch?v=mnJr0TuUTVc

Programme des conférences

Veillez noter que la plupart des réunions ne sont pas ouvertes au public mais sont mentionnées pour information. Sauf indication contraire, toutes les réunions se tiennent à Paris. Ce document est mis à jour chaque semaine sur le site Internet de l'OCDE : www.oecd.org/media/enbref.

MARS – Temps forts

- 16-22 5^{ème} Forum mondial de l'eau. Istanbul, Turquie.
- 22-23 China Development Forum. Pékin, Chine.
- 23-24 Measuring and Fostering the Progress of Societies: Key Issues for the Asia and Pacific regions, conférence organisée par la direction des Statistiques. Kyoto, Japon.
- 26-27 Impact de la crise mondiale sur le financement des PME et de l'entrepreneuriat et réponses en termes d'actions des pouvoirs publics, table ronde organisée par le Centre pour l'entrepreneuriat, les PME et le développement local. Turin, Italie.
- 30-31 What Future for the Agriculture and Food Sector in an Increasingly Globalised World, symposium organisé par la direction des Échanges et de l'Agriculture.
- 31 Investir pour la croissance : bâtir des régions innovantes, réunion du comité des Politiques de développement territorial, au niveau ministériel.
- 31 Perspectives économiques intermédiaires de l'OCDE.

AVRIL

- 2 Sommet du G20 sur la crise économique. Londres, Royaume-Uni.
- 2-3 Réunion du Forum mondial de la science.
- 8 Employment and Inequality Options: New Evidence, Links and Policy Responses in Brazil, China and India, conférence organisée par la direction de l'Emploi, du Travail et des Affaires sociales et le Centre de développement de l'OCDE.
- 19-20 Réunion des ministres de l'Agriculture du G8. Trévis, Italie.

- 20-22 Nuclear Power for the 21st Century, conférence ministérielle organisée par l'Agence internationale de l'énergie. Pékin, Chine.
- 22-24 Réunion des ministres de l'Environnement du G8, organisée dans le cadre de la présidence de l'Italie. Syracuse, Italie.
- 25-26 Réunions du groupe de la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, Washington, D.C., États-Unis.
- 27 Gender, Development and Decent Work: Building a Common Agenda, réunion organisée par la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC).
- 27-28 Enhancing Competitiveness Through Regional Integration, Forum régional OCDE-Asie du Sud-Est, organisé par le Centre pour la coopération avec les non-membres (CCNM). Bangkok, Thaïlande.

MAI

- 21-22 Assemblée générale du Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE (BIAC), avec la participation du Secrétaire général. Lisbonne, Portugal.
- 21-22 Economics of Rebuilding Fisheries, atelier organisé par la direction des Échanges et de l'Agriculture. Newport, Rhode Island, États-Unis.
- 24-26 World Business Summit on Climate Change, organisé par le Copenhagen Climate Council. Participation de l'OCDE. Copenhague, Danemark.
- 25-27 Le bien-être des enfants, conférence organisée par l'UNICEF et la direction de l'Emploi, du Travail et des Affaires sociales. Florence, Italie.
- 26-29 Transport for a Global Economy: New challenges and opportunities, Forum international des Transports. Leipzig, Allemagne.

- 27-28 ICTs, the Environment and Climate Change, conférence de haut niveau organisée par la direction de la Science, la Technologie et l'Industrie, avec la participation de Helge Sander, ministre de la Science, la Technologie et l'Innovation. Helsingor, Danemark.
- 27-28 Réunion conjointe de haut niveau du comité d'Aide au développement de l'OCDE.
- 28-29 OECD Forum on Tax administration, organisé par le Centre de politique et d'administration fiscales. Merida, Mexico.

JUIN

- 1-2 OECD's Role in Shaping International Tax Policy, conférence organisée par le centre de Politique et d'administration fiscales, le US Council for International Business (USCIB) et le BIAC, Washington, D.C., États-Unis.
- 23-24 Forum de l'OCDE : De la crise à la reprise : pour une économie plus forte, plus saine, plus juste.
- 24-25 Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau ministériel, sous la présidence du Premier ministre coréen HAN, Seung-soo.
- 29-30 Forum à haut niveau sur les migrations, avec lancement de la publication *Perspectives des migrations internationales*, organisé par la direction de l'Emploi, du Travail et des Affaires sociales.
- 29-30 Cities for Children, conférence organisée par la direction de l'Éducation. Stuttgart, Allemagne.
- 29-30 Higher Education at a Time of Crisis: Challenges and opportunities, conférence organisée par la direction de l'Éducation. Copenhague, Danemark.

JUILLET

- 8-10 Sommet du G8. La Maddalena, Italie.
- 15-16 Innovative Approaches to Turn Statistics into Knowledge, séminaire organisé par la direction des Statistiques et le US Census Bureau. Washington D.C., États-Unis.

Frankie.org par stik



LE REGARD VERS LE FUTUR, LA CAPACITÉ NUCLÉAIRE DANS LA PRATIQUE

POWER NUCLEAR GAS INDUSTRY INFRASTRUCTURE

Depuis plus de 40 ans, Tractebel Engineering (GDF SUEZ) met en œuvre une expertise pratique de pointe dans le secteur de l'énergie nucléaire. Aujourd'hui, nous restons engagés à fournir des services de qualité en associant et en tirant profit des compétences de nos équipes pluridisciplinaires, tout au long du cycle de vie des installations nucléaires. En tant que véritables partenaires, nous sommes idéalement positionnés pour apporter une vision cohérente et globale à tous vos projets. Vous pouvez compter sur des services d'ingénierie et de conseil indépendants, mais intégrés dans un réseau efficace; des solutions personnalisées et une assistance pratique... aujourd'hui, demain et dans le futur.

www.tractebel-engineering.com

CHOOSE EXPERTS, FIND PARTNERS



Détecteur de conflits

Conflits et fragilité - Prévenir la violence, la guerre et l'effondrement des États : L'avenir des systèmes d'alerte précoce et de réponse rapide

Lorsqu'on est confronté à une crise, tout le problème est de prévoir comment elle va évoluer. Même s'ils n'offrent pas de garantie, des efforts concertés peuvent aider à éviter une détérioration de la situation. C'est en partie le rôle de l'OCDE : étendre le progrès et la coopération économique tout en favorisant la paix et la prospérité. La capacité à prédire les crises aide les décideurs politiques à prévenir les conflits violents. Or, malgré les expériences passées, la communauté internationale reste mal préparée face à des menaces comme le terrorisme ou les crimes de masse.

Les données utilisées pour prévenir les crises et y répondre peuvent être structurelles, notamment à travers le degré de pauvreté, ou plus conjoncturelles : si des conflits sociaux se multiplient, on peut dégager une tendance. Si la fréquence de ces conflits augmente, on peut identifier un risque de conflit majeur. Ce système fonctionne, mais les données nécessaires peuvent être



inexactes ou insuffisantes dans certains pays. Il est alors difficile de prévoir les conflits. Graphiques, tableaux et sondages sont également utiles, mais il est essentiel que les décideurs politiques replacent ces données dans leur contexte local.

Pour la majorité des experts et observateurs, un bon système de prévention est un système « proche du terrain », ou disposant d'un solide réseau de veille ; il a recours à des sources d'information diverses ; il fait un bon usage des technologies de communication et d'information ; il fournit des rapports réguliers et à jour sur la dynamique des conflits aux acteurs nationaux et internationaux ; et il est étroitement lié aux acteurs à même de répondre à un conflit imminent. Les outils de prévention étant de plus en plus largement utilisés, les gouvernements peuvent compter sur de nouveaux partenaires dans leurs efforts pour traquer l'instabilité et prévenir la violence. Ce livre fournit des recommandations permettant aux acteurs internationaux de tirer profit des progrès technologiques et aux acteurs de terrain de créer une « troisième génération » de systèmes de prévention.

ISBN 9789264060517 (à paraître)



INCM



The reliability of a unique brand

With a long history of producing goods and services that are fundamental to the functioning of the Portuguese State and the life of its citizens, the Portuguese Mint and Official Printing Office (INCM) brings together its values of tradition, credibility and security with a commitment to technical quality and permanent innovation. This mission becomes reality on a daily basis, as the most recent technologies are used to produce coins and more secure identification documents, as well as the publishing par excellence of official publications and reference works.

The result is a significant contribution to the lives of Portuguese citizens, in terms of quality and accuracy. Very common and highly valued examples of this contribution range from the circulation and collection coins, the new electronic passport, the citizen's card and the driving licence, to the assayer service for precious metals and the publication of the Diário da República (official Journal). A seal of reliability in sharing information and broadcasting Portuguese culture. An ongoing spirit of mission and a dependable brand that the INCM wishes to continue to promote throughout the future.

Nouvelles publications de l'OCDE

Maintenant disponibles via www.SourceOCDE.org



Cette édition semestrielle présente les premières analyses et projections de l'OCDE depuis le début de la crise financière. Comme toujours, cette publication inclut une évaluation d'ensemble ainsi que des analyses par pays pour l'OCDE et les grandes économies non membres, accompagnée d'une annexe statistique très complète. Le chapitre spécial est consacré aux réactions face aux chocs inflationnistes.



À partir des statistiques de l'OCDE, l'ouvrage « *Understanding Economic Statistics: An OECD Perspective* », explique comment utiliser les statistiques pour mieux comprendre l'économie mondiale. Outre un tour d'horizon historique, l'ouvrage analyse des concepts-clés et décrit les principales sources statistiques. Il comprend aussi un tableau complet des principales activités statistiques de l'OCDE. Enfin, l'ouvrage analyse le thème crucial de l'assurance-qualité et ses répercussions sur la confiance du public. Disponible en anglais uniquement



Cet important rapport, très apprécié du public, indique une augmentation généralisée de l'inégalité des revenus depuis 20 ans dans les pays de l'OCDE. Ses conclusions sur le moment, l'intensité et les causes de cette augmentation diffèrent des analyses médiatiques habituelles.

Ces publications sont disponibles par l'intermédiaire des établissements abonnés à notre service en ligne, SourceOCDE, à l'adresse URL indiquée. Si votre établissement n'est pas abonné, demandez à votre bibliothécaire de s'abonner dès aujourd'hui ! Ces publications sont également disponibles, par l'intermédiaire de notre librairie en ligne de l'OCDE : www.oecd.org/librairie

ÉCONOMIE GÉNÉRALE

Perspectives économiques de l'OCDE, n° 84

Présente les premières analyses et projections depuis le début de la crise financière.
12-jan-2009, 338 pages, €89 \$115 £61 ¥12 600
www.SourceOCDE.org/9789264054684
Librairie en ligne : www.oecd.org/bookshop?9789264054684

Études économiques de l'OCDE : Australie

6-déc-2008, 182 pages, €52 \$72 £37 ¥7 800
www.SourceOCDE.org/9789264048997
Librairie en ligne : www.oecd.org/bookshop?9789264048997

Études économiques de l'OCDE : Corée

A paraître, 150 pages, €52 \$72 £37 ¥7 800
www.SourceOCDE.org/9789264054714
Librairie en ligne : www.oecd.org/bookshop?9789264054714

Études économiques de l'OCDE : Espagne

A paraître, 148 pages, €52 \$72 £37 ¥7 800
www.SourceOCDE.org/9789264056084
Librairie en ligne : www.oecd.org/bookshop?9789264056084

Études économiques de l'OCDE : République slovaque

A paraître, 122 pages, €57 \$75 £40 ¥8 100
www.SourceOCDE.org/9789264056497
Librairie en ligne : www.oecd.org/bookshop?9789264056497

Études économiques de l'OCDE : Suède

A paraître, 157 pages, €52 \$72 £37 ¥7 800
www.SourceOCDE.org/9789264044838
Librairie en ligne : www.oecd.org/bookshop?9789264044838

Études économiques de l'OCDE : États-Unis

A paraître, 161 pages, €52 \$72 £37 ¥7 800
www.SourceOCDE.org/9789264054219
Librairie en ligne : www.oecd.org/bookshop?9789264054219

Understanding Economic Statistics: An OECD Perspective

28-oct-2008, 199 pages, €24 \$33 £17 ¥3 300
www.SourceOCDE.org/9789264033122
Librairie en ligne : www.oecd.org/bookshop?9789264033122
Disponible en anglais uniquement

OECD Journal: Economic Studies: 2008

Une composante du « OECD Journal ». Inclut des articles sur les services fournis par l'administration

publique, les dépenses de santé, la mondialisation, la résilience économique, le prix du carbone, la péréquation budgétaire et la géographie économique.

16-déc-2008, 328 pages,
Abonnement 2009 à « OECD Journal » :
€290 \$396 £200 ¥48 100
www.SourceOCDE.org/oecdjournal
Librairie en ligne : www.OECD.org/bookshop?19952805
Disponible en anglais uniquement

AFFAIRES SOCIALES / MIGRATIONS / SANTÉ

Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE

5-nov-2008, 342 pages, €70 \$108 £50 ¥9 700
www.SourceOCDE.org/9789264044203
Librairie en ligne : www.oecd.org/bookshop?9789264044203

DÉVELOPPEMENT

Perspectives économiques de l'Amérique latine 2009

20-nov-2008, 218 pages, €20 \$30 £15 ¥3 200
www.SourceOCDE.org/9789264051690
Librairie en ligne : www.oecd.org/bookshop?9789264051690

Voir page suivante ►

Reconciling Development and Environmental Goals

17-oct-2008, 122 pages, €24 \$32 £17 ¥3 300
www.SourceOCDE.org/9789264050044
Librairie en ligne : www.oecd.org/bookshop?9789264050044
Disponible en anglais uniquement

Activités d'aide dans le secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement

A paraître, 215 pages, €40 \$61 £31 ¥6 400
www.SourceOCDE.org/9789264032811
Librairie en ligne : www.oecd.org/bookshop?9789264032811

Revue de l'OCDE sur le développement : Volume 8, n° 4

Inclut des résumés des examens par les pairs du Canada, du Danemark et de la Communauté européenne.
7-jan-2009, 444 pages, Abonnement 2009 :
€227 \$298 £158 ¥32 200
www.SourceOCDE.org/18169376
Librairie en ligne : www.OECD.org/bookshop?18169376

ÉDUCATION

**L'enseignement supérieur à l'horizon 2030
Vol. 1 : Démographie**

11-déc-2008, 330 pages, €40 \$62 £28 ¥5 500
www.SourceOCDE.org/9789264040670
 Librairie en ligne :
www.oecd.org/bookshop?9789264040670

**Encouraging Student Interest in Science and
Technology Studies**

28-nov-2008, 134 pages, €35 \$54 £25 ¥4 800
www.SourceOCDE.org/9789264040694
 Librairie en ligne :
www.oecd.org/bookshop?9789264040694
 Disponible en anglais uniquement

Innovating to Learn, Learning to Innovate

20-nov-2008, 260 pages, €30 \$42 £23 ¥4 500
www.SourceOCDE.org/9789264047976
 Librairie en ligne :
www.oecd.org/bookshop?9789264047976
 Disponible en anglais uniquement

**Politiques et gestion de l'enseignement
supérieur : Vol. 20, n° 3**

Ce numéro contient des articles sur l'assurance-qualité, les coûts de la communication dans l'enseignement, la formation à la création d'entreprises, le transfert de connaissances, la qualité de l'enseignement supérieur, les négociations salariales, et la manière de repenser l'enseignement supérieur.
 À paraître, 158 pages, Abonnement 2009 :
 €129 \$169 £90 ¥18 300
www.SourceOCDE.org/16823451
 Librairie en ligne :
www.OECD.org/bookshop?16823451

EMPLOI

Des emplois pour les jeunes : Japon 2009

7-jan-2009, 134 pages, €29 \$41 £22 ¥4 300
www.SourceOCDE.org/9789264055995
 Librairie en ligne :
www.OECD.org/bookshop?9789264055995
 Disponible en anglais uniquement

Maladie, invalidité et travail, Vol. 3 :

Danemark, Finlande, Irlande et Pays-Bas
 À paraître, 226 pages, €35 \$42 £27 ¥5 200
www.SourceOCDE.org/9789264049864
 Librairie en ligne :
www.oecd.org/bookshop?9789264049864

**Les migrants et l'emploi, Vol. 2 : Belgique,
France, Pays-Bas et Portugal**

4-fév-2009, 372 pages, €45 \$69 £35 ¥7 200
www.SourceOCDE.org/9789264055704
 Librairie en ligne :
www.oecd.org/bookshop?9789264055704

ÉNERGIE

**CO₂ Capture and Storage: A Key Carbon
Abatement Option**

28-oct-2008, 266 pages, €100 \$140 £72 ¥13 900
www.SourceOCDE.org/9789264041400
 Librairie en ligne :
www.oecd.org/bookshop?9789264041400
 Disponible en anglais uniquement

ÉNERGIE NUCLÉAIRE

Perspectives de l'énergie nucléaire 2008

30-jan-2009, 499 pages, €105 \$161 £81 ¥16 800
www.sourceocde.org/9789264054165
 Librairie en ligne :
www.oecd.org/bookshop?9789264054165

ENVIRONNEMENT

**Le développement durable : À la croisée de
l'économie, de la société et de l'environnement**

5-déc-2008, 164 pages, €15 \$19 £10 ¥2 000
www.SourceOCDE.org/9789264055766
 Librairie en ligne :
www.oecd.org/bookshop?9789264055766
 Voir page suivante ▶

**Space Technologies and Climate Change:
Implications for Water Management, Marine
Resources and Maritime Transport**

5-déc-2008, 191 pages, €40 \$61 £31 ¥6 400
www.SourceOCDE.org/9789264054134
 Librairie en ligne :
www.oecd.org/bookshop?9789264054134
 Disponible en anglais uniquement

FINANCE ET INVESTISSEMENT

**Examens de l'OCDE des politiques de
l'investissement : Chine 2008**

**Promouvoir un comportement responsable des
entreprises**
 À paraître, 316 pages, €40 \$61 £31 ¥6 400
www.SourceOCDE.org/9789264053724
 Librairie en ligne :
www.oecd.org/bookshop?9789264053724

**Examens de l'OCDE des politiques de
l'investissement : Pérou 2008**

À paraître, 89 pages, €30 \$46 £23 ¥4 800
www.SourceOCDE.org/9789264053847
 Librairie en ligne :
www.oecd.org/bookshop?9789264053847

FISCALITÉ

**Consumption Tax Trends 2008 : VAT/GST and
Excise Rates, Trends and Administration Issues**

5-déc-2008, 123 pages, €40 \$61 £31 ¥6 400
www.SourceOCDE.org/9789264039476

« À ceux qu'intéresse l'avenir de l'Amérique latine, cette publication fournira des enseignements en matière de politiques budgétaires tirées des expériences des pays de l'OCDE et de l'Amérique latine. »



Fernando Henrique Cardoso,
ancien Président du Brésil

« Une fois de plus, les *Perspectives économiques de l'Amérique latine 2009* ont raison : les politiques budgétaires en Amérique latine contribuent activement à l'équilibre macro-économique, mais l'on devrait aussi désormais mettre l'accent sur la croissance économique, condition nécessaire pour réduire la pauvreté et les inégalités. »

Alejandro Foxley,
ministre des Affaires étrangères du Chili

Les changements démographiques conditionnent de plus en plus les politiques sociales. Le vieillissement de la population des pays de l'OCDE et l'augmentation des travailleurs migrants et des « minorités » le confirment. Au Japon et en Corée, les effectifs d'étudiants du supérieur ont commencé à baisser, alors qu'ils devraient augmenter fortement en Turquie ou au Mexique. À partir de tendances et de projections, cet ouvrage étudie ces questions en détail, sur les plans qualitatif et quantitatif. Il examine notamment l'impact des changements démographiques sur le nombre d'étudiants inscrits, les résultats, le personnel universitaire et sur les orientations politiques.



Cette première édition des *Perspectives de l'énergie nucléaire 2008* analyse les dernières données et statistiques pour présenter les projections jusqu'à l'horizon 2050, afin d'examiner des scénarios de croissance et leurs implications possibles sur l'exploitation future de l'énergie nucléaire. L'ouvrage offre aussi des analyses inédites et des recommandations concernant les défis potentiels à venir.





Cet ouvrage examine minutieusement le concept de développement durable : sa signification ; la manière dont la production, la consommation et la mondialisation l'influencent ;

enfin, comment mesurer le développement durable et le promouvoir. L'OCDE fournit des données et propose des recommandations d'action et de recherche sur des thèmes relevant du développement durable : changement climatique, coopération avec les pays en développement, responsabilité sociale des entreprises. *Les essentiels de l'OCDE : Le développement durable* tire parti de cette expertise, et montre que pour être durable, le développement doit intégrer simultanément trois dimensions : l'économie, le social et l'environnement.



L'édition 2008 des *Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE* analyse l'évolution récente des industries des biens et services des TI, laissant entrevoir une

croissance continue à long terme, malgré la conjoncture macroéconomique actuellement très incertaine dans les pays de l'OCDE, ainsi que des possibilités de croissance plus forte dans d'autres régions.

Une liste complète des distributeurs des publications et libraires dans votre pays est disponible sur notre site Internet :

www.oecd.org/editions/distributeurs. Une liste des établissements abonnés à SourceOCDE est disponible sur www.oecd.org/publishing/sourceocdesubscribers.

Librairie en ligne :
www.oecd.org/bookshop?9789264039476
Disponible en anglais uniquement

GOUVERNANCE

L'emploi public : Un état des lieux
4-fév-2009, 105 pages, €24 \$32 £17 ¥3 300
www.SourceOCDE.org/9789264048003
Librairie en ligne :
www.oecd.org/bookshop?9789264048003

OECD Journal on Budgeting: Vol. 2008, n°3
Une composante du « OECD Journal ». Ce numéro du « OECD Journal on Budgeting » comporte des articles sur la budgétisation au Portugal, la réforme des institutions budgétaires, la budgétisation en Grèce et l'économie politique de la réforme budgétaire en Europe centrale et orientale.
6-nov-2008, 200 pages, Abonnement 2009 à « OECD Journal » : €290 \$396 £200 ¥48 100
www.SourceOECD.org/oecdjournal
Librairie en ligne :
www.OECD.org/bookshop?19952805
Disponible en anglais uniquement

INDUSTRIE ET SERVICES

Entrepreneurship and Higher Education
28-oct-2008, 338 pages, €45 \$69 £35 ¥7 200
www.SourceOECD.org/9789264044098
Librairie en ligne :
www.oecd.org/bookshop?9789264044098
Disponible en anglais uniquement

SCIENCE ET TECHNOLOGIES

Science, technologie et industrie : Perspectives de l'OCDE 2008
5-déc-2008, 287 pages, €90 \$138 £70 ¥14 400
www.SourceOCDE.org/9789264049956
Librairie en ligne :
www.oecd.org/bookshop?9789264049956

Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE 2008
À paraître, 383 pages, €95 \$146 £74 ¥15 200
www.SourceOCDE.org/9789264055551
Librairie en ligne :
www.oecd.org/bookshop?9789264055551

TRANSPORTS

Forum international des transports 2008 - Faits marquants : Transport et énergie : Le défi du changement climatique
12-déc-2008, 72 pages, €24 \$32 £17 ¥3 300
www.SourceOCDE.org/9789282101926
Librairie en ligne :
www.oecd.org/bookshop?9789282101926

Le coût et l'efficacité des mesures visant à réduire les émissions des véhicules
13-jan-2009, 202 pages, €65 \$92 £50 ¥9 700
www.SourceOCDE.org/9789282102145
Librairie en ligne :
www.oecd.org/bookshop?9789282102145

À PARAÎTRE

Panorama de l'aide au développement 2008
Revue de l'OCDE sur le développement :
Coopération pour le développement 2008
Conduire les politiques de développement régional :
Les indicateurs de performance
L'impact de la culture sur le tourisme
Comptes nationaux des pays de l'OCDE 2009
Manuel de l'OCDE sur les statistiques des brevets
Disponible en anglais uniquement :
The Changing Boundaries of Social Enterprises
Making Life Easy for Citizens and Businesses in Portugal: Administrative Simplification and e-Government

DERNIÈRES SYNTHÈSES DE L'OCDE

Publications gratuites en ligne via
www.oecd.org/publications/syntheses

Études économiques : Corée, Espagne, États-Unis, République slovaque, Suède, Zone euro

La cohérence des politiques au service du développement

Les travailleurs et l'OCDE : Le rôle du TUAC

Mesures correctives et sanctions en cas d'abus de position dominante

Innovation ouverte dans des réseaux mondiaux

La santé mentale dans les pays de l'OCDE

Les politiques de développement régional en Pologne

Mettre la politique budgétaire au service du développement de l'Amérique latine

Éviter que la corruption et la fraude n'entachent les contrats publics

Lutter contre les ententes dans les marchés publics

Examens de l'OCDE sur l'innovation régionale : Le Nord de l'Angleterre, Royaume-Uni

Disponible en anglais uniquement :

The Global Competition for Talent

Competition Law and Policy in the Czech Republic

SÉLECTION SUR LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

La corruption menace la bonne gouvernance, le développement durable, les processus démocratiques et la loyauté des pratiques commerciales. Acteur mondial incontournable de la lutte contre la corruption, l'OCDE mène de front une approche multidisciplinaire, dans le domaine des transactions commerciales internationales, au moyen de la Convention de l'OCDE sur la

lutte contre la corruption, ainsi que dans les domaines de la fiscalité, de la gouvernance et de l'aide au développement, dans les pays membres et au-delà. Les programmes régionaux anticorruption permettent à l'OCDE d'étendre son action contre la corruption au plan mondial. Voici quelques publications récentes à ce sujet :



Corruption: Glossaire des normes pénales internationales

Ce glossaire définit les éléments qui érigent la corruption en délit, selon trois conventions internationales majeures.

1-mai-2008, 104 pages,
€24 \$29 £17 ¥3 300

www.sourceOCDE.org/9789264044029

Librairie en ligne :

www.oecd.org/bookshop?9789264044029

Rapport annuel sur les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales 2008 : Emploi et relations industrielles

Décrit les mesures prises par les 41 gouvernements adhérents, au cours de l'année écoulée, pour renforcer la contribution des Principes directeurs à un meilleur fonctionnement de l'économie mondiale.

À paraître 2009, 338 pages,
€65 \$92 £50 ¥9 700

www.sourceOCDE.org/9789264019355

Librairie en ligne :

www.oecd.org/bookshop?9789264019355

The Istanbul Anti-Corruption Action Plan: Progress and Challenges

Analyse les mesures récemment mises en œuvre en Europe centrale et en Asie centrale, et identifie les progrès réalisés et les efforts à accomplir.

6-nov-2008, 100 pages,
€30 \$46 £23 ¥4 800

www.SourceOCDE.org/9789264046979

Librairie en ligne :

www.OECD.org/bookshop?9789264046979

Disponible en anglais uniquement

Fighting Bribery in Public Procurement in Asia and the Pacific

Actes de conférences résumant l'expérience

partagée d'experts d'Asie, du Pacifique et au-delà, au cours d'un séminaire.

4-sep-2008, 251 pages,
€59 \$91 £42 ¥8 200

www.SourceOCDE.org/9789264046948

Librairie en ligne :

www.OECD.org/bookshop?9789264046948

Disponible en anglais uniquement



L'intégrité dans les marchés publics : Les bonnes pratiques de A à Z

Présente les pratiques destinées à promouvoir l'intégrité tout au long du cycle des marchés publics, de l'évaluation des

besoins à la gestion des contrats. Avec des exemples dans les pays membres et non membres.

26-août-2008, 194 pages,
€30 \$39 £21 ¥4 100

www.sourceOCDE.org/9789264027527

Librairie en ligne :

www.oecd.org/bookshop?9789264027527

Rapport annuel sur les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales 2007 : La responsabilité des entreprises dans le secteur financier

Ce rapport annuel dresse un état des mesures prises par les États membres pour renforcer la contribution des Principes directeurs à un meilleur fonctionnement du secteur financier.

30-sep-2008, 276 pages,
€65 \$91 £46 ¥9 000

www.sourceOCDE.org/9789264039384

Librairie en ligne :

www.oecd.org/bookshop?9789264039384

Specialised Anti-Corruption Institutions: Review of Models

4-avr-2008, 144 pages,
€30 \$42 £21 ¥4 100

www.SourceOCDE.org/9789264039797

Librairie en ligne :

www.OECD.org/bookshop?9789264039797

Disponible en anglais uniquement

Enforcement of Corporate Governance in Asia: The Unfinished Agenda

14-jan-2008, 124 pages,
€30 \$39 £21 ¥4 100

www.SourceOCDE.org/9789264035508

Librairie en ligne :

www.OECD.org/bookshop/9789264035508

Disponible en anglais uniquement



Corruption dans les marchés publics : Méthodes, acteurs et contre-mesures

25-sep-2007, 115 pages,
€30 \$39 £21 ¥4 100

www.sourceOCDE.org/9789264014459

Librairie en ligne :

www.oecd.org/bookshop?9789264014459

Fighting Corruption in Transition Economies: Kazakhstan 2007

Présente un aperçu des cadres juridiques et institutionnels de lutte contre la corruption au Kazakhstan, et des recommandations visant à les améliorer.

6-juin-2007, 179 pages,
€70 \$91 £50 ¥9 700

www.SourceOCDE.org/9789264026148

Librairie en ligne :

www.oecd.org/bookshop?9789264026148

Fighting Corruption and Promoting Integrity in Public Procurement

Présente des documents et études de cas présentées au Forum global sur la gouvernance : Lutter contre la corruption et promouvoir l'intégrité dans la passation des marchés.

20-déc-2005, 302 pages,
€50 \$63 £34 ¥6 800

www.SourceOCDE.org/9789264013995

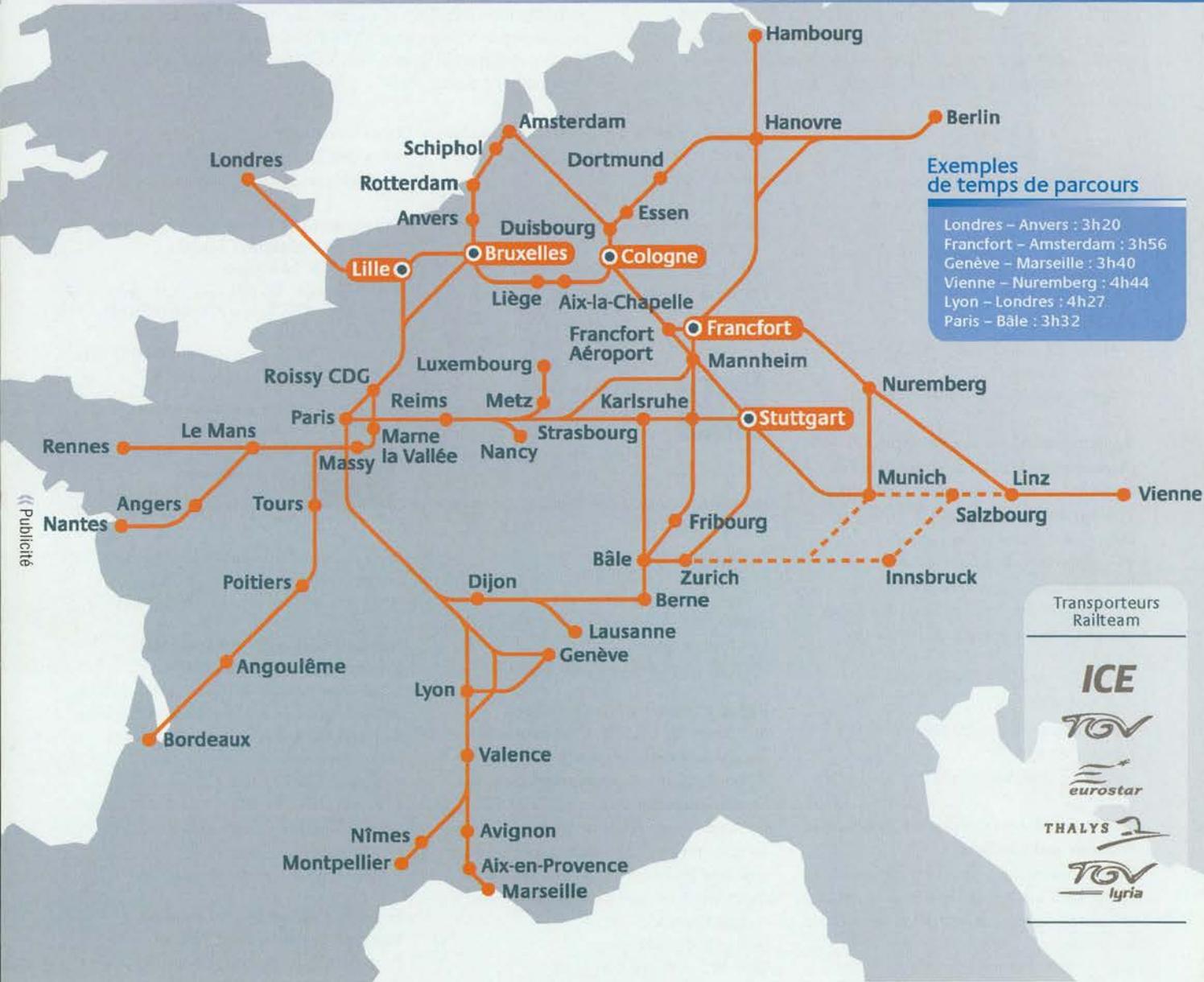
Librairie en ligne :

www.oecd.org/bookshop?9789264013995

Disponible en anglais uniquement



High Speed Europe



Exemples de temps de parcours

- Londres – Anvers : 3h20
- Francfort – Amsterdam : 3h56
- Genève – Marseille : 3h40
- Vienne – Nuremberg : 4h44
- Lyon – Londres : 4h27
- Paris – Bâle : 3h32

Transporteurs Railteam

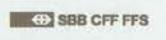
Le réseau Railteam :



----- Futures lignes Railteam

— Lignes Railteam

Membres :



Avec Railteam, découvrez une autre manière de voyager en Europe



Créée en juillet 2007, Railteam est une alliance entre sept compagnies ferroviaires ayant pour objectif de faciliter les voyages à grande vitesse sur un réseau européen qui devrait tripler d'ici 2020. Les sept compagnies membres sont aujourd'hui la SNCF (France), la DB (Allemagne), Eurostar UK Ltd (Royaume-Uni), NS Highspeed (Pays-Bas), les ÖBB (Autriche), les CFF (Suisse) et la SNCB (Belgique).

Vous connaissez les avantages des voyages à grande vitesse avec ICE, TGV, Eurostar, Thalys et TGV Lyria : un service de centre-ville à centre-ville, extrêmement confortable et d'une grande fiabilité. Grâce à une coordination optimisée de leurs services, les compagnies membres de Railteam travaillent en étroite collaboration pour vous offrir un service aussi performant à l'échelle européenne, avec un soin particulier accordé à l'amélioration des correspondances et à l'information des clients tout au long de leur voyage.

Les points d'information Railteam



Des points d'information Railteam sont d'ores et déjà à votre disposition dans les cinq hubs de notre réseau : Lille Europe, Francfort, Cologne, Bruxelles et Stuttgart et dans les principales gares de correspondance telles qu'Amsterdam et Munich.

Grâce à Railteam, plus de stress pour effectuer votre correspondance : les agents des points d'information Railteam sont à votre disposition pour toute question ou assistance, en anglais et dans la langue du pays.

Service Hop on the next train



Vous avez raté votre correspondance à cause d'un retard sur votre premier trajet Railteam ? Montez dans le train Railteam suivant, sans modifier votre billet.*

Ce service vous est proposé dès maintenant dans les 5 hubs Railteam, dans le cadre d'une correspondance entre 2 trains Railteam. Le service 'Hop on the next train' sera très vite étendu à toutes les correspondances Railteam effectuées dans une même gare.

Des avantages pour les Voyageurs Fréquents



Grâce à l'alliance Railteam, les meilleurs clients de chaque compagnie membre bénéficient d'avantages étendus à l'ensemble du réseau. Ils ont ainsi accès, depuis juillet 2007, à tous les salons d'affaires du réseau Railteam. Ils bénéficient également de réductions sur les prix des locations de voiture dans les principales villes européennes. Et d'ici la fin 2008, les clients fréquents pourront utiliser leurs points de fidélité pour s'offrir des billets gratuits TGV, Eurostar, Thalys, ICE et TGV Lyria.

Mobilité responsable



Très faibles émissions de gaz à effet de serre, bon rendement énergétique, pollution atmosphérique réduite, haut niveau de sécurité, économie des surfaces occupées, le train est considéré à juste titre comme le mode de transport le moins consommateur d'énergie et le plus écologique.

Ainsi, sur un même trajet européen, un train à grande vitesse émet considérablement moins de CO₂ qu'un avion. Une étude réalisée en Grande-Bretagne a révélé que les vols Londres-Paris et Londres-Bruxelles génèrent entre 8 et 11 fois plus d'émissions de CO₂ qu'Eurostar sur les mêmes parcours.

D'après les chiffres donnés par l'EcoComparateur de voyages-sncf.com, un trajet Paris-Bruxelles génère en moyenne par voyageur environ 62 kg de CO₂ s'il est effectué en voiture, 45kg s'il est effectué en avion, et 10kg seulement s'il est effectué avec Thalys.

Sur le trajet Paris-Francfort, en moyenne, l'émission en CO₂ par voyageur est d'environ 116 kg en voiture, 67kg en avion et 17kg en ICE.

Railteam offre aux voyageurs européens un choix responsable en faveur de l'environnement.

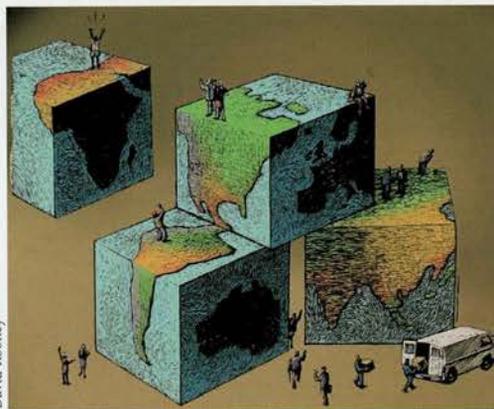
www.railteam.eu

Le nouveau visage du commerce mondial

La mondialisation et les économies émergentes

Le saviez-vous ? Le nombre de personnes qui vivent dans des économies à forte croissance ou dans des pays dont le revenu par habitant atteint les niveaux de l'OCDE a été multiplié par quatre au cours des 30 dernières années, atteignant ainsi quatre milliards. *La mondialisation et les économies émergentes* étudie l'un des facteurs majeurs de cette transformation : le commerce international.

La part du commerce dans le PIB mondial est passée de 39 % en 1992 à 52 % en 2005. Dans le même temps, la part des pays de l'OCDE dans le commerce mondial est passée de 73 % à 64 %. Aujourd'hui, quelques-unes des grandes puissances économiques mondiales ne sont pas membres de l'OCDE. Le Brésil, la Russie, l'Inde, l'Indonésie, la Chine et l'Afrique du Sud, les fameux BRIICS, sont en tête de cette intégration des économies émergentes dans les réseaux du commerce international et les chaînes de valeur.



David Rooney

Ce livre étudie en détail chacun des BRIICS et présente en outre une description de l'évolution de l'architecture du commerce mondial. Au cours des 25 dernières années, seuls Singapour, la Corée et la Chine ont rejoint le noyau dur du réseau commercial mondial, et seule la Chine en est devenue un membre à part entière. Pourtant, l'Inde et peut-être la Russie pourraient bien passer devant certains pays moins centraux comme Singapour, la Corée et peut-être même l'Italie. De même, l'Australie et la Belgique pourraient être remplacées dans le peloton de tête par des

économies émergentes comme la Malaisie.

On ne s'étonnera pas que les performances de la Chine soient excellentes en terme de volume commercial. Mais plus surprenant, les performances de l'Inde, de l'Indonésie, de la Russie et de l'Afrique du Sud sont aujourd'hui meilleures que celles de la Chine, comparativement à la taille de leurs économies et à celles de leurs partenaires commerciaux.

En cette période de tentations protectionnistes, *La mondialisation et les économies émergentes* rappelle ainsi que les échanges commerciaux internationaux ont contribué à faire sortir plusieurs milliards de personnes de la pauvreté.

ISBN 9789264044807

BON DE COMMANDE

Abonnez-vous à *L'Observateur de l'OCDE* Tarif spécial pour deux ans disponible sur www.observateurocde.org/abonnement.html

Oui, je désire m'abonner à *L'Observateur* pour 6 exemplaires avec le supplément *l'OCDE en chiffres* d'une valeur de € 20.

- € 69
 US\$90
 £47
 ¥9 700

L'abonnement débutera avec le prochain numéro. La version anglaise est envoyée automatiquement aux abonnés sauf indication contraire.

- Version anglaise ISSN 0029-7054
 Version française ISSN 0304-3398

Commandez vos publications en ligne: www.oecdlibrairie.org, ou demandez les nouvelles publications qui vous intéressent dans cette section à l'une des adresses ci-dessous.

Où effectuer la livraison ?

Nom
 Organisation Profession
 Adresse
 Code postal Ville

Pays
 Téléphone
 Fax
 E-mail

Règlement

- Chèque/Mandat postal ci-joint (à l'ordre de l'OCDE)
 Veuillez débiter ma carte de crédit VISA/MasterCard/American Express

TOTAL À PAYER:

N° de carte Date d'expiration

Où envoyer votre commande



Pour les États-Unis
 Turpin Distribution
 The Bleachery
 143 West Street, New Milford
 Connecticut 06776 USA
 Tel: (1) 800 456 6323
 Fax: (1) 860 530 0039
 Email:
ocedna@turpin-distribution.com

Pour le reste du monde
 Turpin Distribution Services Ltd.
 Stratton Business Park
 Pegasus Drive, Biggleswade
 Bedfordshire SG18 8QB, UK
 Tel: (44) 1767 604 960
 Fax: (44) 1767 604 640
 E-mail:
ocedrow@extenza-turpin.com

Signature

Date

Solidarité active

En période de crise, les gens ne comptent pas seulement sur les pouvoirs publics pour les aider, mais aussi sur leurs concitoyens. Donner de l'argent ou du temps à des associations bénévoles dans la santé, l'éducation, les services sociaux ou l'art aide les bénéficiaires et donne bonne conscience aux donateurs. Selon un sondage auprès des ménages, 47 % des personnes interrogées dans la zone OCDE auraient fait un ou plusieurs dons au cours du mois précédent, et 24 % auraient eu une activité bénévole. Aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, 70 % des personnes interrogées ont fait un don pour leur cause de prédilection au cours du mois précédent le sondage.

Malgré un pourcentage de donateurs légèrement inférieur aux États-Unis, près de 42 % des Américains ont fait du bénévolat – soit environ le double de la zone OCDE. Pour des raisons à la fois culturelles et économiques, les Chinois ont semblé moins enclins à donner, en temps comme en argent. Ils arrivent loin derrière les autres pays de l'OCDE.

L'argent ne fait pas tout. Quelle qu'en soit la forme, le fait de rendre service ou d'être aidé, même par une simple oreille attentive ou un coup de main ponctuel, a une influence directe sur le bien-être. Pour la zone OCDE, 91 % des personnes interrogées affirment avoir quelqu'un sur qui compter. Environ 45 % affirment avoir aidé un inconnu au cours du mois dernier. Se serrer les coudes reste encore le meilleur antidépresseur en temps de crise.

Panorama des statistiques de l'OCDE 2009 : économie, environnement et société est

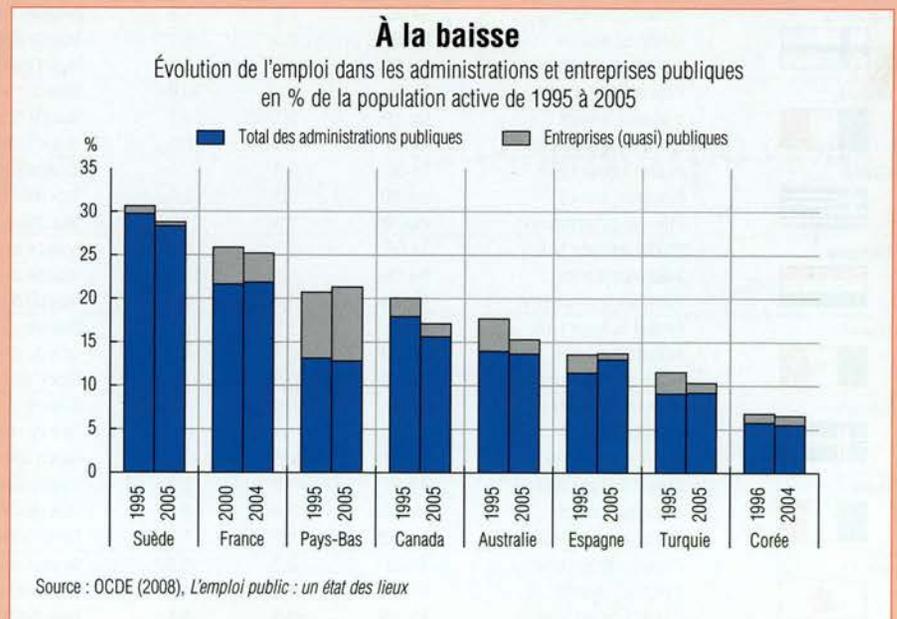


disponible sur www.oecd.org/librairie
ISBN 9789264039353

Emplois publics

Face à l'augmentation du chômage, le secteur public pourrait-il devenir une source d'emploi dans la zone OCDE ? Pendant des années, les États se sont efforcés de réduire les coûts et d'améliorer l'efficacité, notamment en sous-traitant avec le secteur privé, aussi bien pour les TI que pour la restauration, ou encore en réduisant le personnel. Aujourd'hui, l'emploi public représente entre 5 et 28 % de la main-d'œuvre dans la plupart des pays de l'OCDE. De 1995 à 2005, ce taux semble avoir été relativement stable, malgré les baisses indiquées par le graphique, à part l'Espagne et les Pays-Bas, qui enregistrent une légère hausse. Au Canada, l'emploi dans le secteur public a stagné alors que la main-d'œuvre totale a augmenté.

Dans tous les États, l'administration est un plus gros employeur que les entreprises publiques. En Espagne notamment, ces dernières ont connu une nette diminution



d'effectifs. Sauf pour quelques pays, comme les Pays-Bas et la France, l'emploi dans les entreprises publiques représente une part relativement faible de la main-d'œuvre.

Si l'on cumule l'administration et les entreprises publiques, la Suède présente le plus fort taux d'emploi public, avec

31 %, tandis que la Corée a le plus faible, avec 7 %. Enfin, plus de 20 % de la main-d'œuvre travaille dans le secteur public en Suède, en France et aux Pays-Bas.

L'emploi public : un état des lieux est disponible sur www.oecd.org/librairie
ISBN 9789264055902

Indicateurs

			Variation (%) par rapport à :				Niveau :	
			période précédente	année précédente			valeur courante	même période année précédente
 Allemagne	Produit intérieur brut	T4 08	-2,1	-1,6	Balance courante	T4 08	42,34	78,06
	Indicateur avancé	fév. 09	-0,3	-12,9	Taux de chômage	fév. 09	7,40	7,60
	Prix à la consommation	mar. 09	-0,1	0,5	Taux d'intérêt		*	*
 Australie	Produit intérieur brut	T4 08	-0,5	0,3	Balance courante	T4 08	-4,35	-16,81
	Indicateur avancé	fév. 09	-0,7	-4,9	Taux de chômage	fév. 09	5,20	3,90
	Prix à la consommation	T4 08	-0,3	3,7	Taux d'intérêt	fév. 09	3,16	7,69
 Autriche	Produit intérieur brut	T4 08	-0,2	0,6	Balance courante	T3 08	4,92	2,18
	Indicateur avancé	fév. 09	-0,3	-6,5	Taux de chômage	fév. 09	4,50	3,90
	Prix à la consommation	fév. 09	0,4	1,3	Taux d'intérêt		*	*
 Belgique	Produit intérieur brut	T4 08	-1,7	-0,8	Balance courante	T4 08	-5,70	-1,49
	Indicateur avancé	fév. 09	-0,6	-9,0	Taux de chômage	fév. 09	7,10	7,00
	Prix à la consommation	mar. 09	-0,6	0,6	Taux d'intérêt		*	*
 Canada	Produit intérieur brut	T4 08	-0,8	-0,7	Balance courante	T4 08	-6,18	0,79
	Indicateur avancé	fév. 09	-1,2	-10,6	Taux de chômage	fév. 09	7,70	5,90
	Prix à la consommation	fév. 09	0,7	1,4	Taux d'intérêt	mar. 09	1,06	3,57
 Corée	Produit intérieur brut	T4 08	-5,1	-3,4	Balance courante	fév. 09	4,24	-1,91
	Indicateur avancé	fév. 09	1,6	-7,4	Taux de chômage	fév. 09	3,50	3,10
	Prix à la consommation	mar. 09	0,7	3,9	Taux d'intérêt	mar. 09	2,45	5,25
 Danemark	Produit intérieur brut	T4 08	-1,9	-3,6	Balance courant	T4 08	2,34	2,00
	Indicateur avancé	fév. 09	-0,1	-9,0	Taux de chômage	fév. 09	4,80	3,10
	Prix à la consommation	fév. 09	1,3	1,9	Taux d'intérêt	mar. 09	2,56	4,54
 Espagne	Produit intérieur brut	T4 08	-1,0	-0,7	Balance courante	jan. 09	-7,24	-16,14
	Indicateur avancé	fév. 09	-0,3	-8,1	Taux de chômage	fév. 09	15,50	9,30
	Prix à la consommation	fév. 09	0,0	0,7	Taux d'intérêt		*	*
 États-Unis	Produit intérieur brut	T4 08	-1,6	-0,8	Balance courante	T4 08	-132,82	-167,24
	Indicateur avancé	fév. 09	-1,1	-11,8	Taux de chômage	mar. 09	8,50	5,10
	Prix à la consommation	fév. 09	0,5	0,2	Taux d'intérêt	fév. 09	1,16	3,06
 Finlande	Produit intérieur brut	T4 08	-1,3	-1,8	Balance courante	jan. 09	-0,10	0,66
	Indicateur avancé	fév. 09	0,3	-5,1	Taux de chômage	fév. 09	6,80	6,30
	Prix à la consommation	fév. 09	0,1	1,7	Taux d'intérêt		*	*
 France	Produit intérieur brut	T4 08	-1,1	-0,9	Balance courante	jan. 09	-3,65	-4,18
	Indicateur avancé	fév. 09	0,1	-4,7	Taux de chômage	fév. 09	8,60	7,60
	Prix à la consommation	fév. 09	0,4	0,9	Taux d'intérêt		*	*
 Grèce	Produit intérieur brut	T4 08	0,3	2,4	Balance courante	jan. 09	-3,43	-4,66
	Indicateur avancé	jan. 09	0,3	-1,5	Taux de chômage	déc. 08	7,80	7,90
	Prix à la consommation	mar. 09	2,0	1,3	Taux d'intérêt		*	*
 Hongrie	Produit intérieur brut	T4 08	-1,2	-1,3	Balance courante	T4 08	-3,31	-2,14
	Indicateur avancé	fév. 09	-1,1	-15,0	Taux de chômage	fév. 09	8,70	7,60
	Prix à la consommation	fév. 09	1,0	3,0	Taux d'intérêt	mar. 09	10,55	8,44
 Irlande	Produit intérieur brut	T4 08	-7,1	-7,4	Balance courante	T4 08	-0,57	-4,51
	Indicateur avancé	mai 08	-1,1	-8,7	Taux de chômage	fév. 09	10,00	4,80
	Prix à la consommation	fév. 09	-0,4	-1,7	Taux d'intérêt		*	*
 Islande	Produit intérieur brut	T4 08	-0,9	-1,3	Balance courante	T4 08	-1,53	-1,36
	Indicateur avancé		..	..	Taux de chômage	fév. 09	7,10	0,80
	Prix à la consommation	mar. 09	-0,6	15,2	Taux d'intérêt	fév. 09	18,30	13,72
 Italie	Produit intérieur brut	T4 08	-1,9	-2,9	Balance courante	nov. 08	-5,82	-5,60
	Indicateur avancé	fév. 09	0,4	-4,1	Taux de chômage	déc. 08	6,90	6,40
	Prix à la consommation	mar. 09	0,1	1,2	Taux d'intérêt		*	*
 Japon	Produit intérieur brut	T4 08	-3,2	-4,3	Balance courante	jan. 09	2,86	18,37
	Indicateur avancé	fév. 09	-1,5	-11,2	Taux de chômage	fév. 09	4,40	3,90
	Prix à la consommation	fév. 09	-0,3	-0,1	Taux d'intérêt	fév. 09	0,60	0,76
 Luxembourg	Produit intérieur brut	T3 08	-1,4	0,0	Balance courante	T4 08	0,27	1,66
	Indicateur avancé	fév. 09	-0,4	-10,9	Taux de chômage	fév. 09	5,90	4,40
	Prix à la consommation	mar. 09	-0,2	0,3	Taux d'intérêt		*	*
 Mexique	Produit intérieur brut	T4 08	-2,7	-1,7	Balance courante	T4 08	-5,74	-0,78
	Indicateur avancé	fév. 09	0,5	-3,1	Taux de chômage	fév. 09	4,90	3,60
	Prix à la consommation	mar. 09	0,6	6,0	Taux d'intérêt	mar. 09	7,22	7,47
 Norvège	Produit intérieur brut	T4 08	1,3	0,8	Balance courante	T4 08	15,78	18,50
	Indicateur avancé	jan. 09	-0,6	-8,5	Taux de chômage	jan. 09	3,10	2,40
	Prix à la consommation	mar. 09	0,1	2,5	Taux d'intérêt	mar. 09	3,17	6,18

			Variation (%) par rapport à :				Niveau :	
			période précédente	année précédente			valeur courante	même période année précédente
	Produit intérieur brut	T4 08	-0,6	-2,3	Balance courante	T4 08	-2,17	-2,47
	Indicateur avancé	fév. 09	0,2	-2,6	Taux de chômage	T4 08	4,60	3,40
	Prix à la consommation	T4 08	-0,5	3,4	Taux d'intérêt	mar. 09	3,24	8,91
	Produit intérieur brut	T4 08	-1,0	-0,7	Balance courante	T4 08	15,32	18,00
	Indicateur avancé	fév. 09	-1,1	-12,0	Taux de chômage	fév. 09	2,70	2,80
	Prix à la consommation	mar. 09	1,0	2,0	Taux d'intérêt	*	*	*
	Produit intérieur brut	T4 08	0,3	3,1	Balance courante	déc. 08	-2,43	-3,19
	Indicateur avancé	fév. 09	0,2	-5,3	Taux de chômage	fév. 09	7,40	7,60
	Prix à la consommation	fév. 09	0,9	3,5	Taux d'intérêt	mar. 09	4,17	6,15
	Produit intérieur brut	T4 08	-1,6	-1,8	Balance courante	jan. 09	-1,72	-2,24
	Indicateur avancé	fév. 09	-1,1	-13,0	Taux de chômage	fév. 09	8,30	7,70
	Prix à la consommation	fév. 09	0,0	0,2	Taux d'intérêt	*	*	*
	Produit intérieur brut	T4 08	2,1	2,4	Balance courante	T4 08	-1,58	-1,67
	Indicateur avancé	fév. 09	-2,6	-22,3	Taux de chômage	fév. 09	9,80	10,20
	Prix à la consommation	fév. 09	0,1	3,1	Taux d'intérêt	*	*	*
	Produit intérieur brut	T4 08	-0,9	0,7	Balance courante	T4 08	-2,28	-1,24
	Indicateur avancé	fév. 09	-1,2	-13,6	Taux de chômage	fév. 09	4,90	4,50
	Prix à la consommation	fév. 09	0,1	2,0	Taux d'intérêt	mar. 09	2,49	4,04
	Produit intérieur brut	T4 08	-1,6	-2,0	Balance courante	T4 08	-11,94	-12,11
	Indicateur avancé	fév. 09	-0,2	-6,6	Taux de chômage	déc. 08	6,40	5,00
	Prix à la consommation	fév. 09	0,8	3,1	Taux d'intérêt	mar. 09	1,83	5,86
	Produit intérieur brut	T4 08	-2,4	-4,4	Balance courante	T4 08	7,57	11,29
	Indicateur avancé	fév. 09	-0,1	-7,7	Taux de chômage	fév. 09	7,50	5,90
	Prix à la consommation	fév. 09	0,0	0,9	Taux d'intérêt	mar. 09	0,40	4,24
	Produit intérieur brut	T4 08	-0,3	-0,1	Balance courante	T4 08	11,77	8,82
	Indicateur avancé	fév. 09	0,0	-3,9	Taux de chômage	T4 08	3,60	3,50
	Prix à la consommation	mar. 09	-0,3	-0,4	Taux d'intérêt	mar. 09	0,40	2,89
	Produit intérieur brut	T4 08	-3,8	-5,8	Balance courante	T4 08	-5,52	-7,85
	Indicateur avancé	fév. 09	0,3	-14,2	Taux de chômage	déc. 08	10,60	8,60
	Prix à la consommation	mar. 09	1,1	7,9	Taux d'intérêt	avr. 08	16,65	17,86
	Produit intérieur brut		..	..	Balance courante	jan. 09	-16,69	-10,87
	Indicateur avancé	fév. 09	-0,2	-8,2	Taux de chômage	fév. 09	8,50	7,20
	Prix à la consommation	fév. 09	0,4	1,2	Taux d'intérêt	mar. 09	1,64	4,60
	Produit intérieur brut	T3 08	0,3	6,2	Balance courante	T3 08	29,62	17,44
	Indicateur avancé	fév. 09	-1,9	-19,7	Taux de chômage	..	..	..
	Prix à la consommation	fév. 09	1,6	13,9	Taux d'intérêt	nov. 08	18,20	8,27
	Produit intérieur brut	T4 08	-3,6	1,2	Balance courante	T4 08	-5,13	-1,73
	Indicateur avancé	fév. 09	-2,4	-12,1	Taux de chômage	..	..	..
	Prix à la consommation	fév. 09	0,5	5,9	Taux d'intérêt	..	..	..
	Produit intérieur brut		..	..	Balance courante	..	..	..
	Indicateur avancé	fév. 09	-0,7	-12,5	Taux de chômage	..	..	..
	Prix à la consommation		..	..	Taux d'intérêt	déc. 08	1,90	4,55
	Produit intérieur brut	T4 08	-0,9	4,5	Balance courante	T3 08	-12,54	-4,30
	Indicateur avancé	fév. 09	-0,8	-10,1	Taux de chômage	..	..	..
	Prix à la consommation	fév. 09	0,0	9,6	Taux d'intérêt	..	..	..
	Produit intérieur brut	T3 08	1,4	6,1	Balance courante	T4 08	-0,01	3,66
	Indicateur avancé	fév. 09	-3,8	-19,6	Taux de chômage	..	..	..
	Prix à la consommation	mar. 09	0,2	7,0	Taux d'intérêt	fév. 09	11,13	7,36
	Produit intérieur brut	T4 08	-0,5	1,3	Balance courante	T3 08	-6,33	-6,29
	Indicateur avancé	jan. 09	-1,0	-9,7	Taux de chômage	..	..	..
	Prix à la consommation	fév. 09	1,1	9,0	Taux d'intérêt	mar. 09	8,58	10,14

Définitions et notes :

Produit intérieur brut : Séries en volume ; corrigées des variations saisonnières. **Indicateur avancé** : Indice composite, basé sur différents indicateurs de l'activité économique qui signale les mouvements cycliques de la production industrielle de six à neuf mois en avance. **Indice des prix à la consommation** : Mesure les variations dans le temps des prix de vente au détail d'un panier constant de biens et services. **Balance courante** : Milliards de dollars US ; corrigée des variations saisonnières. **Taux de chômage** : Pourcentage de la population active civile – taux de chômage standardisés ; définitions nationales pour l'Islande, le Mexique et la Turquie ; corrigé des variations

saisonniers sauf pour la Turquie. **Taux d'intérêt** : Taux à trois mois. *voir zone euro. ..= données non disponibles.

¹Candidat à l'adhésion à l'OCDE

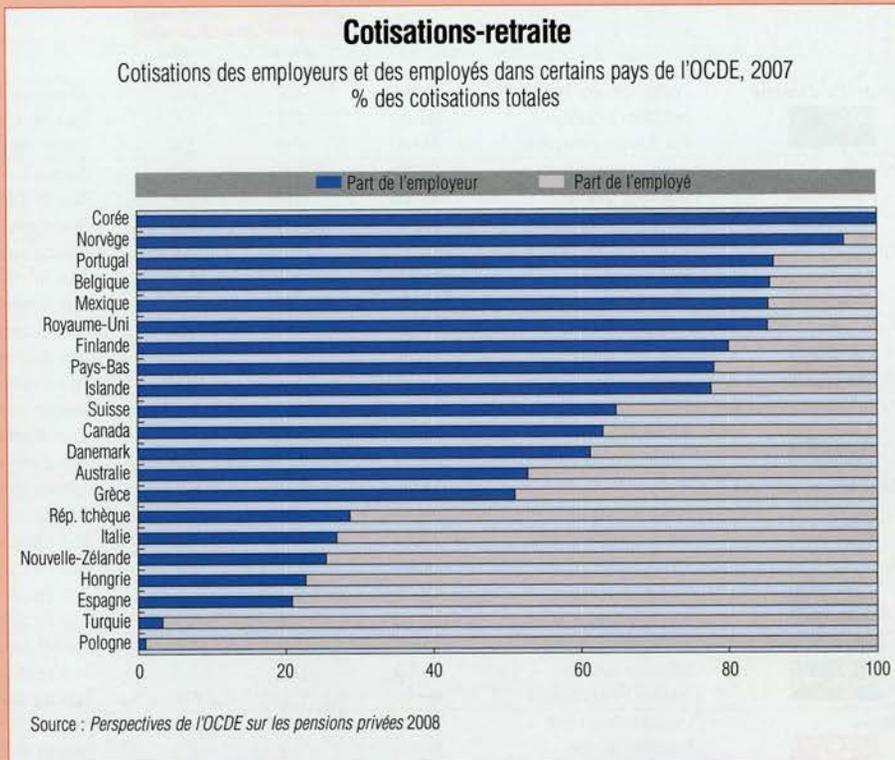
²Programme d'engagement renforcé

Source : Principaux indicateurs économiques, avril 2009.

Qui paie quoi ?

Votre employeur pourvoit-il généreusement à votre retraite ? La réponse varie suivant les pays. Si vous êtes un salarié polonais, c'est vous qui cotisez à 99 %, part la plus élevée de la zone OCDE. Les travailleurs turcs cotisent un peu moins : 97 % du total. À l'inverse, au Portugal, les employés cotisent à hauteur de 14 %, tandis que les employés norvégiens prennent en charge seulement 4 % de leur retraite. Récemment, les cotisations des employeurs aux plans de retraite à prestations définies — ces plans de retraites liés aux salaires — ont augmenté, essentiellement pour pallier au manque de financements et couvrir les frais grandissants dus au vieillissement de la population.

Les fonds de pension regroupant les cotisations des employeurs et des employés ont substantiellement augmenté en 2007 dans les pays ayant d'importants systèmes à prestations définies, comme le Canada, les Pays-Bas, la Suisse et le Royaume-Uni. L'Australie, l'Islande et la Finlande ont connu les plus importants chiffres de cotisations en fonds de pension par rapport au PIB. Dans ces trois pays, ce rapport atteignait plus de 10 %.



Les cotisations devront probablement augmenter, la crise économique ayant touché les fonds de pension, et les baby-boomers commençant à partir massivement en retraite. Quant au retour de la confiance de l'investisseur

dans ces fonds de pension, c'est une autre histoire...

Les Perspectives de l'OCDE sur les pensions privées 2008 seront bientôt disponibles sur www.oecd.org/librairie

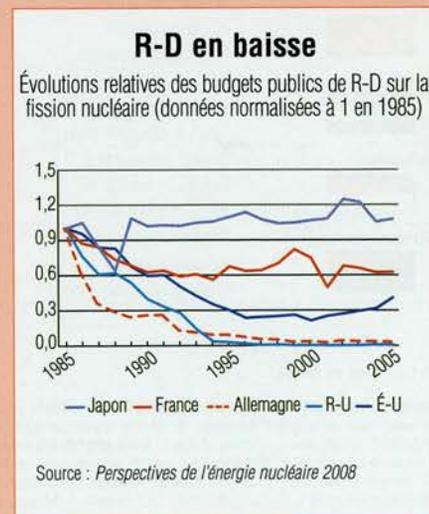
Nucléaire restreint

Tandis que le changement climatique oblige les gouvernements à s'intéresser de nouveau à l'énergie nucléaire, la plupart des pays ont réduit leurs financements dans la recherche-développement nucléaire. L'Allemagne a opéré la plus forte réduction. Selon l'indicateur normalisé à 1 pour faciliter les comparaisons, la R-D allemande a ainsi chuté de 6 points pour atteindre 0,3 % entre 1985 et 1988, et était proche de zéro en 2005. Au Royaume-Uni aussi, la réduction des financements a été forte, particulièrement entre 1985 et 1995, lorsqu'ils sont passés de 0,9 à près de zéro, leur niveau actuel. Les financements américains ont également diminué

substantiellement entre 1985 et 2000, et malgré une augmentation de 0,2 à 0,4 entre 2000-2005, ils sont toujours inférieurs à la moyenne. Les fonds dégagés sont plus importants en France, même s'ils étaient plus conséquents il y a 20 ans. Seule exception à cette tendance : le Japon, dont les financements publics sont légèrement supérieurs à la moyenne, malgré une baisse en 1988.

Mais le financement de la R-D n'est pas tout. Les gouvernements doivent aussi penser au renouvellement d'une main-d'œuvre très qualifiée dont les plus âgés, formés dans les années 1960 et 1970, sont désormais au seuil de la retraite. Selon un rapport de l'American Nuclear Society, les professionnels de ce secteur se plaignent déjà d'une pénurie de diplômés en science et en ingénierie nucléaires (voir aussi l'article de Barry Kaufer, sur www.observeurocde.org).

Les Perspectives de l'énergie nucléaire 2008 sont disponibles sur www.oecd.org/librairie ISBN 9789264054165



Les clés de l'économie mondiale

Panorama
des statistiques
de l'OCDE
2009
Économie, environnement
et société

Population et migrations

Évolutions macroéconomiques

Mondialisation économique

Prix

Énergie

Travail

Science et technologie

Environnement

Éducation

Finances publiques

Qualité de vie

Thème spécial :
Inégalités



Le *Panorama des statistiques de l'OCDE* fournit une vue d'ensemble des grands indicateurs économiques, sociaux et environnementaux actuels dans un format facile à utiliser. Il couvre désormais le Brésil, la Fédération de Russie, l'Inde, l'Indonésie, la Chine et l'Afrique du Sud.

Tous les fichiers Excel™ correspondant aux graphiques et tableaux sont accessibles en ligne grâce à notre service primé StatLink.

Ce *Panorama des Statistiques de l'OCDE 2009* a pour thème spécial **les inégalités**.

« **Essentiel** »
Choice magazine

« **Idéal** pour les étudiants en économie »
L'Expansion

« Un ouvrage **attrayant et convivial** »
Monthly Labour Review

Offre
exceptionnelle
aux abonnés de
l'Observateur :
**30 % de
réduction!**

Pour plus d'informations, voir www.oecd.org/publications/panoramastats

OFFRE EXCEPTIONNELLE

Envoyez le bon de commande à l'une des adresses ci-dessous pour bénéficier de cette offre spéciale, réservée aux abonnés de *L'Observateur*

Quantité	ISBN	Titre de publication	Prix				Total
	978-92-64-03935-3	Panorama des statistiques de l'OCDE 2009	€35	\$50	£27	¥5200	
			€24.50	\$35	£19	¥3600	
Entourez la monnaie choisie : € - US\$ - £ - ¥			Total				

Chèque (à l'ordre de l'OCDE) Débitez ma carte : Visa Card
 Mastercard/Eurocard American Express

N° de carte

Date d'expiration

N° de contrôle*

*Les 3 derniers chiffres du numéro inscrit au dos de votre carte.

Signature

Date

Où commander ?

Turpin Distribution Services Limited
Stratton Business Park, Pegasus Drive
Biggleswade, Bedfordshire SG18 8QB
Royaume-Uni
Tel.: +44 (0) 1767 604960
Fax: +44 (0) 1767 601640
E-mail: ocdrow@turpin-distribution.com

Turpin Distribution
The Bleachery, 143 West Street
New Milford, CT 06776
États-Uni
Toll free: +1 (800) 456 6323
Fax: +1 (860) 350 0039
E-mail: ocdna@turpin-distribution.com

(Prof./Dr./M./Mme./Mlle.) Nom :

Prénom :

Organisation/Société :

Adresse :

Ville : Code postal :

Pays :

Tel. : E-mail :

L'air est la vie.
La vie a besoin d'une énergie propre.



Publicité

L'énergie est partout autour de nous, du simple jouet aux appareils de haute technologie en passant par les lumières qui nous guident à nos foyers. L'énergie nous fournit le confort, caractéristique de la vie moderne. L'énergie atomique assure environ 18 pour cent des besoins énergétiques de la Roumanie.

Ici, à **Nuclearelectrica**, nous menons notre activité avec des valeurs simples mais fortes : la sécurité, le développement durable et la protection de l'environnement. Notre production d'énergie atomique est animée par notre volonté d'apporter notre contribution au développement d'un futur meilleur. Chez **Nuclearelectrica**, les objectifs prioritaires sont la performance et la protection de l'environnement.

www.nuclearelectrica.ro
www.ecocernavoda.ro



NUCLEARELECTRICA
Le pouvoir de l'avenir